

Duel agricole

Le commerce international est une source de prospérité inépuisable pour les nations. Sa croissance, ces dernières années, a dépassé de loin celle de la production, et les plus grandes réussites économiques de ce dernier quart de siècle ont reposé sur les échanges. Ces constatations désormais admises par presque tous les pays auraient dû suffire à assurer le succès de la longue négociation de l'Uruguay Round, qui doit s'achever officiellement du 3 au 7 décembre à Bruxelles.

Un échec n'est pourtant pas exclu. La centaine de pays parties prenantes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) s'était fixé voici quatre ans, à Punta del Este, en Uruguay, un objectif particulièrement ambitieux : établir sur l'ensemble du champ des échanges commerciaux des règles claires, admises par tous, qui réduiraient au minimum toutes les formes de protectionnisme. C'était un travail de Titan, allant bien au-delà des simples réductions de droits de douane qui avaient fait l'objet des sept précédents cycles de négociations. Des milliers d'heures de discussions, des millions de pages noircies pour rapprocher les positions de chacun sur les quinze thèmes abordés (subdivisés en dizaines d'autres) : l'Uruguay Round aura été la plus complexe négociation internationale de l'Histoire.

POURTANT, il risque d'échouer à cause d'un unique sujet, l'agriculture (11 % du commerce international), devenue l'obstacle de fixation entre les deux principales puissances commerciales du globe, les États-Unis et la Communauté économique européenne qui, au GATT, se présente unie. Selon les règles du film hollywoodien, une situation complexe a été réduite à un duel sur une question simple. Les États-Unis (appuyés par les autres grands exportateurs agricoles) réclamaient un quasi-démantèlement de la politique agricole commune. La Communauté a, dans la douleur, accepté de réduire de 30 % sur la période 1986-1996 ses subventions à l'agriculture. Proposition rejetée. Mardi 27 novembre, à l'aube, les hauts fonctionnaires qui négociaient depuis quatre ans à Genève se sont séparés sans avoir pu accoucher d'un document préparatoire complet.

Les dirigeants politiques sont désormais au pied du mur. Les États-Unis ont suffisamment répété qu'il n'y aurait pas d'accord global sur le commerce mondial en l'absence d'accord agricole pour que l'on puisse craindre un échec. Peut-être l'Uruguay Round s'achèvera-t-il simplement sur de nouvelles réductions de droits de douane et l'amélioration des procédures du GATT, notamment sur le règlement des différends.

Ce serait une fin bien décevante. Cela montrerait aussi qu'il est plus facile d'obtenir de la communauté internationale un accord sur la guerre (l'ultimatum à l'Irak) que le sacrifice d'intérêts nationaux sur l'autel pacifique du commerce.

Lire page 17 l'article de SOPHIE GHERARDI



L'invitation du président américain à M. Tarek Aziz

L'Irak a accepté les offres de discussion de M. George Bush

L'Irak a accepté officiellement, samedi 1^{er} décembre, par le biais d'un communiqué du Conseil de la révolution, l'offre de discussion lancée la veille par le président américain George Bush. Pour M. Saddam Hussein, il doit s'agir d'un « dialogue sérieux et non de rencontres formelles ». Selon la proposition de M. Bush, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, pourrait se rendre à Washington vers la mi-décembre et le secrétaire d'Etat James Baker, aller ensuite à Bagdad.

La force et le temps

Par Jacques Amalric

La logique de la guerre, naguère constatée par M. Mitterrand, vient-elle de subir une première entorse ? Ce n'est pas impossible. Il est clair, en tout cas, que le discours à la nation prononcé vendredi 30 novembre par le président Bush constituera une date-clé dans la chronologie de cette « guerre annoncée » depuis le mois d'août. Une intervention qui est indissociable de

l'adoption la veille par le Conseil de sécurité de la résolution autorisant, à compter du 15 janvier, le recours à la force contre l'Irak pour le contraindre à évacuer le Koweït. Les deux événements forment un ensemble. La proposition du président Bush d'envoyer M. James Baker à Bagdad et de recevoir M. Tarek Aziz à Washington n'aurait guère été crédible si les États-Unis n'avaient pas fait la démonstration de leur résolution.

Lire la suite page 3

Lire également

■ Une ouverture psychologique, par Jan KRAUZE ■ La stratégie de Ryad, par Françoise CHIPAUX ■ L'intérêt de Bagdad ■ Les réactions en France et dans le monde. pages 3 et 4



Helmut Kohl, le chancelier de l'unité

Même ses adversaires le reconnaissent : la chute du mur a permis au « géant du Palatinat » de donner toute la mesure de son talent politique

Octobre 1982. Un géant pataud monte à la tribune du Bundestag pour prononcer ses premiers mots de chancelier fédéral. Un vote de « défiance constructive » acquis grâce au retournement des libéraux (FDP), le parti charnière de M. Helmut Schmidt, met fin à treize années de gouvernement de coalition dirigé par un social-démocrate. M. Helmut Kohl vient de prononcer un discours-testament qui a impressionné l'ensemble des députés.

L'homme de Hambourg quitte avec dignité et panache un pouvoir dont les bases ont tout autant été sapées par des hommes de son

propre parti - M. Oskar Lafontaine en tête - que par la « raihi-son » des libéraux. Helmut Kohl se présente comme le porte drapeau du « tournant moral et spirituel » qui doit ramener le pays sur le chemin du libéralisme économique, des valeurs familiales chrétiennes, du patriotisme de bon aloi.

L'effet produit par ce provincial au parler simple, dont le charisme ne s'exerce jusqu'à présent que sur les notables du Palatinat et les cadres d'une CDU qu'il avait patiemment façonnée à son image, est lamentable : tout ce que l'Allemagne compte de beaux esprits, de commentateurs à la plume ac-

rée, de dîneurs en ville, est catatrophé.

Le « petit-fils d'Adenauer » n'a, selon eux, hérité de son aïeul politique et spirituel qu'un indéfectible provincialisme rhénan. On lui reconnaît une habileté tactique et une opiniâtreté dans la poursuite de ses objectifs, mais on lui dénie toute capacité à s'élever au-dessus des mêlées politiciennes et des intrigues de couloir pour accéder au Parthénon des gloires de la politique allemande d'après guerre.

Comment un Helmut Kohl affable, tel Louis Philippe, du sobriquet de « la poire » pourrait-il un jour se mesurer au grand-père

sévère Adenauer, à l'artisan du miracle économique Ludwig Erhard, au Prix Nobel de la paix Willy Brandt, ou faire oublier la froide élégance professorale d'un Helmut Schmidt qu'il vient de bouter hors de la Chancellerie ?

Pendant sept ans, et malgré deux élections législatives gagnées, les Allemands ont toujours eu un peu honte de ce chancelier qui ressemblait tant à la majorité d'entre eux qu'il en devenait indigne de les représenter convenablement dans le monde.

LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 5

Hissène Habré a évacué N'Djamena

Des bâtiments publics ont été pillés, le 1^{er} décembre, à N'Djamena après le départ du président Habré de la capitale. Les militaires français sont en position aux points névralgiques, et l'ambassade de France a demandé à ses ressortissants d'évacuer le pays.

Plus rien ne semble s'opposer à l'avance des forces d'Idriss Déby qui, après s'être emparées sans résistance d'Abéché, jeudi, ont pris la piste de N'Djamena. Les troupes gouvernementales, qui, depuis le début de l'offensive, ont subi revers sur revers, ne paraissent plus en mesure d'opposer une sérieuse résistance aux hommes de l'ancien compagnon d'armes d'Hissène Habré.

Dans le cadre de l'opération « Épervier », la France dispose, sur place, de quelque 1 150 militaires. Mais elle a indiqué qu'elle n'était pas partie prenante à ce « conflit Tchad-soudanais » et que ses hommes avaient pour tâche prioritaire d'assurer la sécurité des quelque 1 250 ressortissants français.

Lire page 4 l'article de JACQUES DE BARRIN

Pénurie en URSS

L'arrivée des premiers colis de l'étranger provoque un sentiment d'humiliation page 5

M. Mitterrand et les juges

Le chef de l'Etat reconnaît l'insuffisance des moyens de la justice page 8

Démission de Mgr Casaroli

Le secrétaire d'Etat au Vatican atteint par la limite d'âge page 20

Bokassa vu par Werner Herzog

« Échos d'un sombre empire », le film du réalisateur allemand page 10

Le sommaire complet se trouve page 20

HEURES LOCALES

Sous la neige, la crise

Le nouveau « plan montagne » préparé par le gouvernement suffira-t-il à sortir les stations de sports d'hiver du gouffre financier ?

La thrombose annoncée des villes

Les élus chargés des transports dénoncent le blocage des tarifs et les budgets peu de chagrin.

■ Débat : les Français préfèrent la région au département.
■ Cinq communes contre la délinquance.
■ La satellite au secours de l'animation locale.
■ Dossier : les grands ensembles en révision. pages 13 à 16

« Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, invité dimanche à 18 h 30.

VERGILIO FERREIRA

MATIN PERDU

prix femina étranger 1990

Editions de la Différence

La Manche à pied

Français et Britanniques ont fait leur jonction. Le tunnel pourra être mis en service le 15 juin 1993

La poignée de main entre l'ouvrier britannique, qui a abattu, le 1^{er} décembre à midi, le dernier centimètre de craie bleue, et son confrère français, qui l'attendait au fond d'un boyau de 1,50 mètre de large, à 40 mètres sous le fond du détroit du pas de Calais, représente une étape essentielle du plus grand chantier de la planète. Après trois ans de travaux, il est désormais possible de franchir la Manche à pied sec, comme le rêvaient Napoléon pour envahir l'Angleterre - et, par la suite, des dizaines d'ingénieurs animés d'intentions plus pacifiques.

Ces retrouvailles franco-britanniques signifient d'abord que les trois tunnels prévus seront mis en service, selon toute vraisemblance, le 15 juin 1993. Il ne reste plus à creuser que 27,5 kilomètres sur 150 dans les tunnels ferroviaires proprement dits. Une trentaine de mil-

liards de francs ont d'ores et déjà été dépensés. Il n'est plus possible d'arrêter le chantier, comme cela avait été le cas en 1880 et en 1975. Au-delà de la prouesse technique des équipes qui ont travaillé à l'aveuglette pendant des mois, sans se tromper de plus de cinquante centimètres, il faut souligner la dimension européenne de cette infrastructure naissante. La Banque européenne d'investissements l'a soutenue par ses prêts, qui atteignent 10 milliards de francs. M^{me} Thatcher elle-même, qui n'a jamais désarmé contre la monnaie européenne ou contre les institutions de Bruxelles, a défendu ardemment un projet que ses concitoyens persistent à considérer comme un vif de leur insularité et de leur différence.

ALAIN FALLIAS
Lire la suite page 17

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
520 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
Francis Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Michèle Oerlemans,
directrice du développement
5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-91 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. : 45-55-70 - société civile
du journal Le Monde et Régie France SA

Reproduction interdite de tout article
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-65-25-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LAF
ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-
BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS en monnaie CCE et CCE franc
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
Renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements :
Tél. : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Envoyer avec l'abonnement et verser tous les
mois le montant en espèces à l'ordre de
Le Monde

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet

Administrateurs délégués :
Antoine Griset, Netty Pierret
Rédacteurs en chef :
Bruno Foppet,
Jacques Améric,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herremann,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10

DATES

Il y a quarante-cinq ans

Le triomphe d'Enver Hodja aux élections en Albanie

Le dimanche 2 décembre 1945, le Parti communiste, sous l'étiquette Front démocratique, remportait 93 % des voix aux élections à l'Assemblée constituante en Albanie, dans des conditions jugées loyales par les diplomates américains et britanniques présents sur place. Le Front ayant été autorisé à présenter des candidats, le scrutin se limita à un vote pour ou contre les dirigeants issus de la Résistance. Il donna une caution légale au PC, qui exerçait de fait le pouvoir depuis le départ des Allemands, en novembre 1944, et qui avait déjà commencé la réforme agraire promise en expropriant les grands propriétaires absentistes.

L'événement, qui prit le visage avenant du jeune dirigeant Enver Hodja, le « Tito albanais », totalement inconnu jusqu'alors, fut bien accueilli par les observateurs occidentaux, comme en témoigne ce commentaire du *Monde* de l'époque : « Les élections du 2 décembre ont été, comme on s'y attendait, un succès éclatant pour le Front démocratique. Elles ont été du même coup un triomphe personnel pour Enver Hodja. Ce président de la dernière-née des Républiques européennes est encore très jeune : il n'a que trente-huit ans. Sa politique extérieure se résume en quelques mots : entente avec les « Trois Grands » et avec les Nations unies, collaboration fraternelle avec la Yougoslavie et la Bulgarie (1). »

Le 2 décembre albanais suivait de peu la naissance de la République fédérative de Yougoslavie. Dès janvier 1946, la nouvelle Constituante proclamait l'Albanie « République populaire », et adoptait une Constitution imitée de la Loi fondamentale yougoslave (elle-même copiée sur la soviétique), à l'exception des principes fédératifs. La petite Albanie marchait ainsi sur les traces de la Yougoslavie, et tout laissait penser alors qu'elle serait absorbée par sa grande voisine, du moins satellisée.

L'Albanie avait été une des dernières possessions européennes de l'Empire ottoman à accéder à l'indépendance, au début du vingtième siècle. Vieille province de l'Empire romain d'Orient, elle fut soumise au quinzième siècle par les Turcs, malgré la résistance menée par le prince Skanderberg.

Un découpage arbitraire

Ses habitants ne furent pas ensuite les plus hostiles à la domination ottomane. Ils s'islamisaient massivement et fournirent des générations de soldats aux sultans. L'épisode le plus marquant de l'histoire de l'Albanie ottomane, intervenu au début du dix-neuvième siècle, est la tentative finalement avortée d'Ali Pacha de se tailler une principauté indépendante du sultan, englobant le sud de l'Albanie et le nord de la Grèce actuelles.

Lors des guerres balkaniques, en 1912-1913, quand la Grèce, la Serbie et la Bulgarie se partagèrent les dernières débris européennes de l'Empire turc, les puissances tutélaires de la région, l'Italie et l'Autriche-Hongrie, favorisèrent la création d'une Albanie indépendante, surtout pour empêcher la Serbie et la Grèce voisines de s'agrandir et de devenir trop puissantes, et accessoirement pour satisfaire les nationalistes albanais, qui s'étaient soulevés en 1912.

La « conférence des ambassadeurs » de juillet 1913 donna ainsi le jour à une « principauté souveraine héréditaire et neutre », qui fut vite occupée par l'Autriche et l'Italie pendant la guerre. Après la guerre, une seconde « conférence des ambassadeurs » réaffirma son indépendance et lui fixa de nouvelles frontières, formant un petit État non viable qui n'englobait pas les nombreux Albanais du Kosovo limitrophe mais qui intégrait au sud une partie de l'Épire, largement peuplée de Grecs. Un découpage arbitraire gros de conflits futurs, à l'image de ce qui s'était passé dans le reste des Balkans, où le grand brassage de populations qui était intervenu à l'époque ottomane rendait impossible la création d'États homogènes ethniquement.

Le jeune État subit l'influence exclusive de l'Italie. Mussolini en fit un véritable protectorat, et du roi Zog, potentat local qui s'était auto-couronné en 1928, une sorte de proconsul. Il finit par annexer carrément l'Albanie en 1939.

A cette époque, elle était de loin le pays le plus arriéré d'Europe : son économie était essentiellement pastorale, son organi-

sation sociale qualifiée de « tribale », sa population, estimée à un peu plus d'un million d'habitants, à 90 % analphabète. Un soldat allemand présent dans le pays en 1942-1943 put consigner dans son journal qu'il y avait été témoin de « marchés de femmes » (2).

Comme en Yougoslavie et en Grèce, l'occupation par les forces de l'Axe suscita à partir de 1942 un puissant mouvement de résistance armée initié et pris en charge par les communistes. Il existait en 1939, en Albanie, plusieurs petits noyaux communistes indépendants les uns des autres et qui hésitaient sur la ligne à suivre. Le Komintern n'était pas parvenu à les unifier. Il semble que la création du PC albanais, en 1941, soit largement due à l'initiative des communistes yougoslaves, et qu'ils firent triompher leur ligne nationaliste.

A partir de cette date, les deux pays suivirent une évolution parallèle. Les partisans de Tito et d'Hodja, surtout des paysans, combattirent les Allemands et les Italiens au nom de la libération nationale, mais aussi dans l'espoir de voir réalisé le

Kosovo (où vit environ 40 % du peuple albanais), cette région que les Italiens lui avaient rattachée en 1941, formant la « grande Albanie » chère aux nationalistes.

La fusion des deux pays n'avait rien contre nature : la vieille Fédération communiste balkanique, à laquelle adhéraient tous les communistes des Balkans avant-guerre, prévoyait dans son programme la réunion de tous les États de la péninsule en une seule entité. Il est certain également que les Yougoslaves adoptèrent un comportement brutal de grande puissance.

Des alliés trop envahissants

Enver Hodja conçut sans doute l'idée qu'il valait mieux être le premier d'un petit État que le second d'un grand. En tout cas, lors de la rupture Tito-Staline, en 1948, il prit le parti de Staline, coupe tous les liens avec la Yougoslavie et élimina les dirigeants albanais coupables de « titisme », lesquels venaient de le mettre en minorité au comité central du parti. Hodja s'aligna



Enver Hodja et d'autres dirigeants albanais entrant à Tirana en novembre 1944.

partage des terres après la guerre. Ils antécédèrent les formations nationalistes rivales, les « tchetniks » de Mihalovic en Yougoslavie et les « abalists » des partisans du Balli Kombëtar (Front national), en Albanie.

Quand les troupes allemandes abandonnèrent les Balkans à l'automne 1944, pour remonter vers le nord et renforcer les armées qui s'opposaient à l'avance soviétique, les partisans yougoslaves et albanais furent, chacun chez eux, en mesure de combler en totalité le vide du pouvoir ainsi créé, ce qui était en fait l'objectif principal qu'ils s'étaient fixé.

Très vite, il apparut que la Yougoslavie jouerait à l'égard de l'Albanie le même rôle de protecteur que l'Italie avant la guerre : le serbo-croate devint obligatoire dans les écoles albanaises, le PC yougoslave représenta le PC albanais aux réunions du Komintern. L'Albanie avait déjà accepté de rétrocéder à la Fédération yougoslave le

sur l'URSS, qui prit la suite de l'aide économique yougoslave. Puis il rompit à son tour avec l'URSS quand celle-ci se rapprocha de la Yougoslavie, en 1961, et s'aligna alors sur la Chine, jusqu'à leur rupture, en 1977. Ces ruptures, au nom de l'idéologie bien comprise, furent surtout motivées par le désir de tenir à distance des alliés trop envahissants. Car l'originalité du régime établi par Hodja ne vient pas tant de ses alliances successives que de sa volonté d'ériger l'étrangerisme national en valeur suprême, sous le double drapeau de l'albanisme et du marxisme. Pourtant, il serait difficile d'imaginer deux notions plus contradictoires : Marx ne fut un adepte ni des frontières ni de l'autarcie, bien au contraire.

L'Albanie fut invitée à ne « compter que sur ses seules forces », à tout produire par elle-même et à réduire au strict minimum ses importations. Les frontières furent her-

métiquement fermées. On lança un vaste programme d'édification *ex nihilo* d'une industrie lourde. Si l'on excepte les aides yougoslave, soviétique, puis chinoise, et en l'absence de tout endettement extérieur (interdit par la Constitution), ce programme fut financé grâce à la pression constante exercée sur le niveau de vie de la population, couplée avec une dictature sans faille. Une dictature qui craignait comme la peste la circulation des hommes et des idées et présentait l'influence étrangère comme forcément pernicieuse, créant artificiellement une situation de « forteresse assiégée ». La religion fut même interdite en 1967, surtout pour priver la population du dernier moyen qui lui restait d'exprimer un comportement « déviant ».

Cette pesante coercition n'empêcha pas les dirigeants de présenter leur régime comme le « phare du socialisme en Europe ». En dépit de ce triomphalisme, atténué depuis la mort d'Enver Hodja en 1985 et son remplacement par Ramiz Alia, l'Albanie est restée le pays le plus pauvre et le plus arriéré d'Europe. Dans un livre publié en 1983 (3), René Dumont soulignait que si ce pays, parti de très bas, était parvenu à assurer un minimum vital que bien peu de pays du tiers-monde avaient réalisé, il ne pouvait guère offrir plus à ses habitants. Il ajoutait que ni l'agriculture (où il constatait une « densité semi-asiatique » de la paysannerie) ni l'industrie n'étaient désormais capables d'absorber un surplus de travailleurs, alors que l'Albanie connaît la plus forte natalité d'Europe. Elle a triplé sa population en un demi-siècle et, avec un âge moyen par habitant en 1986 de vingt-six ans, est le pays le plus « jeune » du continent.

Constat d'échec

Cette pression démographique rompt un équilibre précaire et constitue une menace pour le régime, pris au piège de ses contradictions : il faut nourrir les nouvelles générations et leur fournir un travail hypothétique, alors même que l'émigration, cet exutoire social traditionnel des Balkans, est exclue. Pis, le consensus entre la population et le régime, réel au sortir de la guerre, n'existe manifestement plus. La « crise des ambassades » de juillet dernier ou la défection récente de l'écrivain internationallement connu Ismail Kadare en sont autant de signes. Les dirigeants albanais lâchent maintenant du lest, avec la promesse de rouvrir les lieux de culte, par exemple, dans l'espoir de sauvegarder leur pouvoir. Leur politique extérieure réconcilie (statut d'observateur à la CSCE, demande d'adhésion au FMI), en contradiction totale avec leur credo isolationniste des quarante années passées, est d'abord un constat d'échec. La gangue qui enserrait le pays, le dernier domino des Balkans, est en train de sauter.

Les problèmes des nationalités dans les Balkans, qui avaient été « gelés » par les dictatures établies depuis la fin de la seconde guerre mondiale, reviennent aujourd'hui à la surface, exacerbés par la crise généralisée. En Serbie, des dirigeants ex-communistes se refont une santé en chevauchant la vague nationaliste, et présentent les Albanais du Kosovo comme les responsables de tous les maux du peuple. Les dirigeants de l'Albanie, dans le contexte actuel de désagrégation de la Fédération yougoslave, pourraient à leur tour être tentés de revendiquer des droits sur le Kosovo, au nom de la résurrection de la « grande Albanie », ce qui serait une façon de détourner vers les Serbes l'hostilité qu'ils sentent monter contre eux à l'intérieur.

Il était courant dans la première moitié de ce siècle de considérer les Balkans comme le « tonneau de poudre de l'Europe ». On ajoutait souvent alors que la mèche se trouvait en Albanie...

OLIVIER HOUDART

(1) Sous la signature d'André Pierre, le 29 décembre 1945.

(2) In Paul Landvain, *L'Europe des Balkans après Staline*, Fayard, 1972.

(3) *Finis les lendemains qui chantent*, tome 1 (Seuil).

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

JEAN
POPEREN

MINISTRE CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Patrick JARREAU (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

en direct sur
RTL

هكمان الأكل

LA CRISE DU GOLFE

Proposant de rencontrer M. Tarek Aziz à Washington et d'envoyer M. Baker à Bagdad

M. Bush a tenté une ouverture psychologique vers l'Irak

« Je demande au secrétaire d'Etat Baker d'aller à Bagdad. » M. Bush a, vendredi 30 novembre, créé une jolie surprise. Il a pris ses critiques du Congrès à contre-pied et suscité l'approbation générale aux Etats-Unis et dans le monde en tentant une ouverture en direction de l'Irak, aussitôt après avoir obtenu à l'ONU une résolution autorisant l'usage de la force contre ce pays.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'initiative est d'autant plus inattendue que depuis plusieurs jours les porte-parole de la Maison Blanche réjetaient catégoriquement et avec humeur les appels de Bagdad à un « dialogue » présenté comme inutile. Mais M. Bush a déjà prouvé plusieurs fois, depuis le début de sa présidence, qu'il savait dissimuler son jeu, quitte à faire au besoin usage d'un soupçon de « désinformation ».

L'ouverture est apparemment surtout d'ordre psychologique : en

annonçant qu'il proposait à M. Saddam Hussein de recevoir M. Baker à une date choisie à sa convenance et comprise entre le 15 décembre et le 15 janvier, et en invitant d'ici là le ministre irakien des affaires étrangères, Tarek Aziz, à venir à Washington (un peu avant la mi-décembre), le président américain a exclu toute « concession » à l'Irak.

« On ne peut accepter autre chose qu'une application totale et sans conditions des résolutions de l'ONU », a indiqué M. Bush. Mais il a aussi déclaré qu'il serait disposé à discuter « dans le cadre du mandat de l'ONU, de tous les aspects de la crise du Golfe ». Manière, apparemment, de faire comprendre à M. Saddam Hussein qu'il s'agit, malgré tout, d'autre chose que d'un simple rappel de l'ultimatum auquel il fait face.

Pourtant, si l'on s'en tient aux explications données par M. Bush au cours de la conférence de presse qui a suivi l'annonce de son initiative, sa préoccupation essentielle est de bien faire comprendre à M. Saddam Hussein ce qui le menace au cas où il ne céderait pas aux injonctions de l'ONU. A plusieurs reprises ces dernières semaines, M. Bush avait remarqué que le président ira-

kien semblait ne pas mesurer le sérieux de la situation, ne pas « croire » à la détermination de Washington et de ses partenaires. C'est ce message que M. Baker est donc chargé d'aller porter au président irakien, en le « regardant droit dans les yeux », selon l'expression de M. Bush.

L'initiative de M. Bush a bien entendu un autre objet, d'importance au moins égale : prouver au monde, et avant tout au Congrès et à l'opinion américaine, que le président des Etats-Unis n'est pas un « va-t-en guerre », qu'il fait tout ce qui est en son pouvoir pour éviter le pire. A cet égard, la réussite, si l'on juge par les premières réactions, est totale. C'est « brillant », s'exclame, enthousiaste, un sénateur républicain. « C'est un changement bienvenu », remarque le démocrate Sam Nunn, président de la commission des forces armées du Sénat, et très critique ces derniers temps à l'égard de la politique de l'administration Bush dans le Golfe. Et un observateur salue « ce coup de maître en matière de politique intérieure ».

Au-delà de ces coups de chapeau, on perçoit une sorte de soulagement, tant l'attitude de M. Bush, ces derniers temps, avait suscité chez beau-

coup un certain malaise : ses comparaisons de Saddam Hussein avec Hitler, le recours à des arguments douteux (la menace nucléaire irakienne), cette manière de tout subordonner à la poursuite d'un objectif unique, tout cela avait donné l'impression que le président américain perdait un peu son sang-froid et le sens des perspectives. Même le succès diplomatique de première grandeur remporté jeudi au Conseil de sécurité de l'ONU laissait un peu perplexe, tant il donnait l'impression d'avoir été cher payé et de rendre encore plus probable la perspective d'un affrontement.

Jour fâché

M. Bush rétablit donc la situation à son avantage. Mais s'il tend désormais une perche — fort ténue — à Saddam Hussein, il continue en même temps à préparer la guerre. Sur le terrain (l'envoi de trois cents avions supplémentaires a été annoncé vendredi), mais aussi au niveau de l'opinion, qu'il s'est attaché à rassurer sur un point : si guerre il doit y avoir, s'il est assuré, « ce ne sera pas un nouveau Vietnam », une guerre prolongée. Et M. Bush d'évoquer une liste de différences, allant de la topographie à

la capacité de réapprovisionnement de l'ennemi, en passant par la motivation des troupes qui, cette fois, sont des « volontaires » (des soldats professionnels) et non des appelés. Le président prend aussi un engagement solennel. Cette guerre-là, si elle a lieu, « n'aura pas une conclusion douteuse », « je ne permettrai jamais qu'on s'arrête à mi-chemin ». Bref, on ira jusqu'au bout, et on gagnera. Si sacrifices il y a, ils ne seront pas vains.

M. Bush reviendra un peu plus tard sur ce thème, lorsqu'on l'interrogera sur ses sentiments à l'idee d'envoyer des soldats risquer leur vie dans le Golfe. Il enlève ses lunettes, s'appuie lourdement sur son pupitre, se voit change, et soudain l'orateur gauche, le modeste communicateur qui donne toujours l'impression d'en faire trop ou trop peu, trouve un ton complètement différent, même à haute voix : « On me demande sans arrêt... combien de vies ? (...) Combien de vies cela vaut-il ? Est-ce que cela vaut une seule vie ? Vous devriez lire mon courrier. Des lettres de soutien, mais qui ajoutent : s'il vous plaît, monsieur le Président, ramenez-moi mon fils à la maison, ramenez-moi mon mari » (...). « C'est une question diffi-

cile mais c'est au président de prendre cette décision. » M. Bush évoque les « principes moraux » qui sont en jeu, explique qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour éviter qu'un seul coup de feu ne soit tiré, mais il ajoute qu'en cas d'affrontement il veut donner « à chaque soldat américain le soutien maximum, les meilleures chances de rester en vie ». C'est pourquoi, explique-t-il, il envoie tant de troupes dans le Golfe, c'est pourquoi il consacre tant d'efforts à renforcer la coalition.

Cela ne suffit peut-être pas tout à fait à enrayer le mouvement de protestation contre la guerre, qui commence à prendre de l'ampleur aux Etats-Unis. Mais M. Bush peut s'en vanter pour une tournée d'une semaine en Amérique du Sud. Par la simple annonce d'une visite de M. Baker à Bagdad, de laquelle, selon ses propres termes, il attend guère « de grands résultats », il a détendu l'atmosphère, fait preuve de bonne volonté, et redonné bonne conscience à ses concitoyens. Pour un président qui, ces derniers mois, semblait avoir perdu la main, vendredi fut un jour fâché.

JAN KRAUZE

300 avions américains supplémentaires

Les Etats-Unis commencent à envoyer plus de 300 avions militaires supplémentaires dans le Golfe la semaine prochaine, a-t-on appris, vendredi 30 novembre, de source autorisée au Pentagone. Ces renforts comprendront un escadron d'une vingtaine de chasseurs bombardiers F-117, les avions furtifs dont 22 exemplaires se trouvent déjà dans le Golfe.

Les Etats-Unis ont déjà envoyé dans la région plus de 300 avions de combat et 200 appareils basés sur porte-avions. Quelque 200 autres avions doivent également être envoyés dans le Golfe au cours des prochains mois à bord de trois porte-avions supplémentaires. En plus des F-117, les renforts comprendront des avions d'attaque au sol F-16E, des chasseurs F-18, des avions antiaériens A-10, des avions de ravitaillement en vol et des avions de reconnaissance RF-4C. — (Reuters).

« Si l'emploi de la force est nécessaire, ce ne sera pas un nouveau Vietnam »

Voici des extraits de la déclaration faite par le président Bush, vendredi 30 novembre, avant sa conférence de presse :

« Nous sommes dans le Golfe parce que le monde ne doit pas et ne peut pas reconstruire une agression. Et nous sommes là-bas parce que nos intérêts vitaux sont en jeu. Et nous sommes dans le Golfe du fait de la brutalité de Saddam Hussein. Nous avons affaire à un dangereux dictateur qui n'est que trop désireux de recourir à la force, qui dispose d'armes de destruction massive et cherche à en obtenir de nouvelles, et qui désire contrôler l'une des ressources essentielles au monde, à un moment de l'histoire où l'on écrit les règles de l'après-guerre froide. »

« Nos objectifs demeurent ce qu'ils étaient au tout début. Nous voulons obtenir le retrait immédiat et inconditionnel de l'Irak du Koweït. Nous voulons le rétablissement du gouvernement légitime du Koweït. Nous voulons la libération de tous les otages et le libre fonctionnement de toutes les ambassades. Et nous voulons la stabilité et la sécurité de cette région critique du monde. »

« Nous ne sommes pas seuls à poursuivre ces objectifs. Les

Nations unies (...) sont tout à fait d'accord. Le Conseil de sécurité a approuvé douze résolutions à l'égard de l'invasion injustifiée du Koweït (...), mettant en œuvre des sanctions économiques draconiennes pour interrompre tout commerce avec l'Irak, et autorisant le recours à la force pour contraindre Saddam à se soumettre aux résolutions (...). Saddam Hussein a tout tenté pour faire de cela une lutte entre les Etats-Unis et l'Irak (...). Le fait est que ce n'est pas le cas, c'est l'Irak contre le reste du monde. »

« La résolution du Conseil de sécurité adoptée hier est historique. Une fois de plus, le Conseil de sécurité a mis en valeur le rôle de gardien de la paix des Nations unies. Jusqu'à hier, Saddam n'avait peut-être pas compris ce à quoi il faisait face en termes d'opinion mondiale, et j'espère que maintenant il va réaliser qu'il doit quitter le Koweït immédiatement. »

« L'indéfinissabilité de l'Irak »

« Aucun pays ne doit pouvoir violer, piller et brutaliser un voisin. Aucun pays ne doit pouvoir rayer de la surface de la Terre un

membre des Nations unies et de la Ligue arabe. Je vous assure : si l'emploi de la force est nécessaire, ce ne sera pas un autre Vietnam, ce ne sera pas un conflit qui s'éternise. Je veux la paix, pas la guerre, mais s'il doit y avoir guerre, je ne permettrai pas que nos troupes aient les mains liées derrière le dos et je vous promets qu'il n'y aura pas de fin inglorie. (...) Je ne permettrai jamais un demi-effort. »

« Des gens demandent de la patience. Les Etats-Unis et le monde ont été patients. Je continuerai à l'être, mais la résolution d'hier indique clairement à Saddam Hussein : le temps presse. Vous devez quitter le Koweït et nous vous avons donné le temps de le faire. »

« On me demande en permanence quel degré d'efficacité ont les sanctions de l'ONU. Je ne connais pas la réponse à cette question. De toute évidence, les sanctions ont un certain impact, mais je ne peux pas vous dire qu'elles soient efficaces tout, et par conséquent, je me félicite de la décision prise hier par le Conseil de sécurité. »

« Je suis très inquiet des efforts de Saddam pour se doter de l'arme nucléaire. Imaginez sa capacité à

faire chanter ses voisins s'il possédait cette arme. Nous l'avons vu recourir à des armes chimiques contre son propre peuple. Nous l'avons vu faire de son propre pays, qui devrait être riche et prospère, un pays pauvre, tout ça à cause de son insatiable appétit de matériels militaires et de conquêtes. »

« Beaucoup de gens ont parlé directement à Saddam Hussein et à son ministre des affaires étrangères, Tarek Aziz. Tous ont été déçus par l'indifférence de l'Irak. Toutefois, (...) je vais envoyer une invitation au ministre irakien des Affaires étrangères, Tarek Aziz, à se rendre à Washington pour me rencontrer, à un moment qui fera l'objet d'un accord mutuel à la fin de la semaine du 10 décembre. Et j'inviterai des ambassadeurs de plusieurs partenaires de notre coalition dans le Golfe à assister à cette rencontre. »

« D'autre part, je demande au secrétaire d'Etat Jim Baker de se rendre à Bagdad pour y rencontrer Saddam Hussein, et je proposerai que le président rencontre le secrétaire d'Etat à une date faisant l'objet d'un accord mutuel entre le 15 décembre et le 15 janvier de l'an prochain. » — (AFP, Reuters).

Les diplomates américains au Koweït ont été ravitaillés. — Le président Bush a indiqué que des irakiens avaient fourni de la nourriture aux diplomates américains confinés dans l'ambassade américaine à Koweït. Mais il a affirmé que cela ne suffisait pas. M. Bush a déclaré ne pas savoir si l'Irak avait changé de politique à l'égard de l'ambassade, qu'ils veulent voir fermer, mais a qualifié ce développement de « très intéressant ». Des fruits, des légumes et des cigarettes ont été fournis jeudi aux diplomates américains par des irakiens. — (AFP).

Les porte-avions Clemenceau en alerte à quatre-vingt heures. — Le porte-avions Clemenceau vient de prendre le relais du Foch, qui était demeuré depuis plusieurs semaines en alerte à quarante-huit heures. Cet été, le Clemenceau avait déjà participé, avec des hélicoptères de combat à son bord, à la mise en place du dispositif français « Daguet » en Arabie saoudite. Puis, le Foch avait pris l'alerte depuis le port de Toulon où le Clemenceau, après son retour en France, a été remis en condition opérationnelle.

Le temps

Suite de la première page

Il était capital, de ce point de vue, qu'une date-butoir soit fixée à Saddam Hussein : on sait depuis longtemps que dans ce domaine, la coalition anti-irakienne (même si la coalition anti-islamique ne compte pas que des régimes démocratiques) et dictature le temps joue en faveur de la seconde, nonobstant embargo et blocus. Il fallait donc empêcher le maître de Bagdad de jouer indéfiniment la montre.

Il le fallait d'autant plus que le front anti-irakien est en train de se déliter lentement mais sûrement. D'abord parce qu'il ne peut que révéler, à l'usage du temps, son aspect contre-nature : les buts d'intervention des uns et des autres ne peuvent que diverger à moyen terme, et les pays arabes de la coalition sont pour la plupart fragilisés par la montée d'un islamisme anti-occidental et franchement anti-irakien (pour ne rien dire de l'« alliance » parfaitement immorale conclue par les Occidentaux avec la Syrie d'un Hafez El Assad). Autant de bombes à retardement qui ne pourraient qu'exploser un jour au profit de Saddam Hussein.

□ M. Fabius : « Tous les efforts seront faits pour éviter la guerre ». — M. Laurent Fabius a déclaré, vendredi 30 novembre, à Clichy (Hauts-de-Seine), que « tous les efforts seront faits pour éviter la guerre, même si le texte de la résolution autorisant le recours à la force contre l'Irak a été voté par la France ». Le président de l'Assemblée nationale a expliqué que la France « n'a jamais eu d'intention belliqueuse » et qu'« elle essaiera de préserver la paix jusqu'au bout ».

Prudent sur le terrain, pour ne donner aucune raison à une attaque adverse, Saddam Hussein avait fait la démonstration de ses talents d'enseignant en promettant une libération de tous les otages — il reste encore plus de trois mille Occidentaux, sans compter des milliers de Soviétiques — d'ici au mois de mars. De quoi « tenir » jusqu'au retour de la saison torride, peu propice aux actions militaires, et jusqu'au pèlerinage à La Mecque, favorable à toutes les opérations de déstabilisation de l'Arabie saoudite.

Le calcul était d'autant plus habile que les lignes de fracture qui affectent la coalition anti-irakienne existent également à l'intérieur des démocraties, à commencer par les Etats-Unis, mais sans oublier la France et l'Allemagne — pour ne rien dire des positions atypiques de Moscou et surtout de Pékin. Il suffit de dresser la liste des bonnes âmes occidentales qui ont déjà fait le pèlerinage de Bagdad pour avoir une idée de ce faux consensus, qui menace de voler en éclats à la première épreuve de force.

Sondages aidant, le Congrès américain éprouve des doutes croissants

□ Le Front national dénonce la « sale guerre socialiste ». — Le secrétaire général du Front national, M. Carl Lang, a dénoncé la « SGS, c'est-à-dire la sale guerre socialiste », vendredi 30 novembre à Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), au lendemain du vote de la dernière résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur la crise du Golfe. « Le groupe des agités de la gochette l'emporte », a ajouté M. Lang. Par cette résolution, on indique qu'on veut négocier après la capitulation de l'Irak. »

tandis que les dirigeants allemands laissent entendre de plus en plus clairement que la crise du Golfe n'est pas leur. La détermination française ne paraît guère plus convaincante : en dépit des efforts pédagogiques de MM. Mitterrand et Dumas, les arguments pacifistes-éthiques d'un Le Pen qui parle (peut-être avec raison) sur la lâcheté générale, les prudences d'un Chevènement, le mythe d'une « politique arabe pour la France », supposée d'anti-américanisme et d'anglophobie, hérité du gaullisme et brandi par la plupart des ophélins du général, ont fait bien des dégâts.

L'indispensable et le négociable

C'est dans ce contexte que le président Bush ramène à contre-courant depuis plusieurs semaines. Son initiative, qui va sans doute être suivie par des gestes semblables de plusieurs autres capitales occidentales et par une recrudescence des émissions en tous genres, ne suffit pas, loin de là, à effacer le spectre de la guerre. Mais elle recadre opportunément la position occidentale, enlève des arguments à ceux qui assimilent un peu vite fermeté et bellicisme, quitte à oublier prise d'otages et annexion d'un Etat souverain, offre une porte de sortie plus qu'honorable à un Saddam Hussein qui n'est plus diabolisé (il n'est plus question, officiellement, de l'éliminer quand on est prêt à rencontrer son ministre des affaires étrangères et à lui envoyer M. Baker). Reste à convaincre le dictateur de Bagdad de ne pas laisser passer cette dernière chance, de faire la différence entre l'indispensable (évacuation du Koweït, libération de tous les otages) et le négociable. Quarante-cinq jours et des dizaines de milliers d'hommes en jeu, ne serait-ce pas de trop pour le persuader que toute temporisation pourrait lui être fatale.

JACQUES AMALRIC

Les réactions à l'offre de la Maison Blanche

Bagdad a manifesté de l'« intérêt » tout en réservant sa réponse

Plusieurs capitales arabes et occidentales ont réagi favorablement à la proposition du président George Bush de pourparlers à haut niveau en décembre entre les Etats-Unis et l'Irak, tandis que Bagdad semblait manifester discrètement son intérêt, annonçant une réponse pour samedi 1^{er} décembre.

L'Irak a suivi avec « intérêt » les déclarations de M. Bush « en vue de les étudier et d'examiner leur portée », mais n'y répondra pas avant samedi au plus tôt, avait-on indiqué à Bagdad. Dans les milieux généralement bien informés de la capitale irakienne, on estimait que l'offre de M. Bush constituait « un changement » et répondait en partie à la nécessité, mentionnée par la direction irakienne, d'engager un dialogue direct (avec les Etats-Unis). Dans la soirée de vendredi, la radio et la télévision irakiennes avaient passé sous silence l'offre du président américain, alors que des manifestations anti-américaines étaient prévues pour samedi en Irak. A Paris, l'ambassadeur d'Irak, M. Abdul-Razzak Al-Hachimi, s'était félicité d'un « pas très important », qui « permettra d'obtenir (...) des négociations, au lieu de battre les tambours de la guerre ».

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, s'est dit pour sa part « persuadé que la décision américaine va dans le sens de la paix ». Amman a très vite

salué la proposition. Estimant que la résolution 678 du Conseil de sécurité autorisant un recours à la force contre l'Irak au 15 janvier « pourrait avoir des conséquences décisives sur l'avenir du Proche-Orient », le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Marwan Al-Kassem, a « accueilli favorablement une proposition ouvrant la voie à un dialogue auquel Amman a encouragé toutes les parties ».

L'OLP a accueilli favorablement l'initiative américaine, estimant que ce dialogue doit « englober tous les problèmes de la région ». M. Yasser Abed Rabbo, membre du Comité exécutif de l'OLP, a estimé que cette initiative « doit maintenant encourager tous les pays arabes concernés par la crise à engager un dialogue, notamment entre l'Arabie saoudite et les pays du Golfe d'une part et l'Irak d'autre part ».

M. Dumas :

« Saddam Hussein de choisir » En Europe, le ministre français des affaires étrangères, Roland Dumas, a estimé que l'offre américaine « allait dans le sens souhaité par la France ». Il a révélé que les cinq membres du Conseil de sécurité s'étaient réunis jeudi soir, à l'initiative de Paris, et s'étaient mis d'accord pour effectuer des « démarches bilatérales » auprès de l'Irak afin de lui faire comprendre

le « message de fermeté » de la communauté internationale. A lui, maintenant, de choisir entre la paix et la guerre. A Londres, le nouveau gouvernement de M. John Major — qui rencontrera le président George Bush à Washington avant Noël — a accueilli avec satisfaction l'offre de dialogue américaine. Le Foreign Office a estimé que « tout ce qui peut assurer la totale réalisation des résolutions des Nations unies est bienvenu ».

M. Gianni De Michelis, ministre italien des affaires étrangères, dont le pays exerce jusqu'à la fin de l'année la présidence tournante de la CEE, a accueilli positivement cette démarche. Des réactions officielles favorables ont aussi été enregistrées à La Haye, à Ankara et à Madrid. — (AFP, Reuters).

□ Le PCF accuse la France d'avoir donné aux Etats-Unis un « feu vert à la guerre ». — Le vote de la dernière résolution de l'ONU adressant un ultimatum à l'Irak constitue pour le PCF « un pas d'une extrême gravité dans une escalade qui peut conduire à un épuisant conflit armé au Moyen-Orient et peut-être au-delà ». « Lourde est la responsabilité des pays qui, comme la France, ont accepté de donner ainsi aux Etats-Unis un véritable feu vert à la guerre », affirme le Parti communiste.

LA CRISE DU GOLFE

Malgré des réticences saoudiennes

La proposition de M. Bush correspond à la stratégie de Ryad : imposer la paix par la menace de la guerre

RYAD

de notre envoyée spéciale

L'Arabie saoudite n'avait pas officiellement réagi, samedi 1^{er} décembre, à la proposition du président Bush d'ouvrir des discussions à haut niveau avec Bagdad, et c'est sans commentaire que la presse saoudienne a annoncé la nouvelle.

Mais, si celle-ci va apparemment à l'encontre de la position saoudienne, réaffirmée encore cette semaine par le roi Fahd (« pas de négociation possible sans l'annonce par l'Irak de son retrait du Koweït »), Washington avait prévu Ryad et, cette offre de la dernière chance, appuyée par un très ferme ultimatum sur un possible usage de la force, correspond à la stratégie saoudienne d'imposer la paix par la menace de la guerre.

Il n'empêche que, sollicité par deux fois ces dernières semaines par une discrète médiation omanaise et la proposition libyenne de rencontrer le président irakien, le roi Fahd avait personnellement refusé l'idée d'un dialogue, exigeant, d'abord, un geste irakien. Dans cette mesure, l'offre américaine risque donc de conforter les nombreux Saoudiens, peu convaincus des « pures » intentions américaines à l'égard du royaume, dans leur sentiment que les Etats-Unis ont profité, sinon quelque peu provoqué, la crise pour se réinstaller en force dans cette partie du monde vitale pour leurs intérêts. De ce point de vue, la démarche de Washington risque d'accroître le malaise dans un pays déjà sérieusement secoué par la crise.

Sur le plan politique toutefois, soucieux d'éviter une guerre aux conséquences imprévisibles, les dirigeants saoudiens ne peuvent sans doute que se féliciter de cette offre de dialogue, leur fermeté présente

ne signifiait pas qu'ils sont hostiles à jamais à toute négociation une fois l'Irak retiré du Koweït et l'émir Jaber réinstallé sur son trône.

Plus qu'un signe de faiblesse ou de changement de politique, les claires allusions faites par le prince Sultan il y a un mois à certaines revendications irakiennes au Koweït - « L'Arabie saoudite n'est pas opposée à ce que les ayants droit retrouvent leurs droits aussi équitables soient ceux-ci » - doivent sans doute être vues comme un geste signifiant, à Bagdad, que tout est possible, mais seulement après le retour au statu quo ante.

Arrière-pensées de certains

Lors de sa dernière rencontre avec le président Bush, où toutes les options militaires et pacifiques ont été discutées, le roi Fahd aurait notamment évoqué la possibilité de donner au président irakien, en cas de retrait, une garantie que son pays ne serait pas attaqué. Une revendication que Bagdad aurait fait transmettre à l'Arabie saoudite par l'intermédiaire d'Oman et à laquelle Ryad ne serait pas hostile.

En fait, on semble faire le pari à Ryad que le président Saddam Hussein pourra difficilement se remettre d'un retrait du Koweït et qu'en tout cas, dans l'avenir, il sera toujours temps de voir comment agir pour faciliter l'émergence d'une opposition cohérente au leader irakien. Que la perspective d'un rôle à donner à l'opposition irakienne à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Irak soit évoquée dans les colonnes de la presse saoudienne est, à cet égard, révélatrice des arrière-pensées de certains.

Si le plus important pour Ryad est aujourd'hui d'éviter la guerre - et l'offre de Washington constitue la première tentative sérieuse dans

la recherche d'une solution pacifique - il n'en reste pas moins que les dirigeants saoudiens et, sans aucun doute, ceux du Golfe ne seraient vraiment rassurés que par la chute ou le net affaiblissement du président irakien.

Mais, cet objectif est une seconde étape que seul l'avenir déterminera, un avenir qui sera sans doute au centre des discussions entre Washington et Bagdad.

FRANÇOISE CHIPAUX

Démenti

A la suite de notre article d'Alger, « M. Bush sera jugé à Alger par un tribunal international », paru dans le Monde du 30 novembre, M. Hamadi Esad, représentant de la Ligue arabe à Paris, nous prie de bien vouloir démentir la nouvelle de sa participation à ce tribunal.

Le nom de M. Hamadi Esad figure sur la liste des personnalités ayant donné leur accord pour participer à ce « tribunal », convoqué à l'initiative de personnalités algériennes et qui doit se réunir du 10 au 12 décembre à Alger pour discuter de la situation algérienne et des relations entre les deux pays. Or, M. Esad sous-entend, contacté au téléphone par les organisateurs, il n'aurait, en fait, pas donné son accord.

Manifestation pacifiste, mardi 4 décembre à Paris. - Des personnalités pacifistes appellent à une manifestation, mardi 4 décembre à Paris, de la place de la République à l'église Saint-Augustin, à partir de 18 h 30, pour protester contre « l'escalade vers la guerre ». Le PCF et la CGT ont décidé de s'y joindre.

DIPLOMATIE

Les négociations sur le désarmement

Moscou admet avoir transféré 8 000 chars en Asie soviétique

L'Union soviétique a officiellement admis, vendredi 30 novembre, avoir transféré quelque huit mille chars modernes d'Europe en Asie soviétique pour les sauver de la destruction conformément au traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (CFE) signé à Paris le 19 novembre dernier.

VIENNE

de notre correspondant

Selon M. Oleg Grinevski, chef de la délégation soviétique aux négociations de désarmement à Vienne, ces chars ont servi à équiper les forces soviétiques stationnées dans la partie asiatique de l'URSS, une zone non concernée par le traité CFE, qui ne s'applique qu'à l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Pour le diplomate soviétique, l'URSS disposait, début août 1990, de 24 898 chars en Europe, un chiffre qui devrait être réduit à 13 150 à la fin de 1994, date limite des réductions à effectuer selon le traité.

Les Soviétiques n'avaient pas caché le transfert de matériel militaire lourd derrière l'Oural pour moderniser les forces soviétiques dans cette partie de l'URSS. Mais les Occidentaux estimaient que l'URSS avait ainsi sauvé de la casse 21 000 chars, plus de 28 000 pièces d'artillerie et autant de véhicules blindés. A la reprise des négociations CFE à Vienne, les seize pays de l'OTAN du groupe consultatif commun constitué par l'OTAN et le pacte de Varsovie ont eu la surprise de constater que les chiffres indiqués par Moscou dans les documents échangés la veille de la signature du traité étaient bien en dessous de ce que prévoyait l'alliance atlantique.

Ainsi, l'URSS n'a notifié que 900 « objets de vérification » (basses militaires, casernes, aéroports, dépôts de matériel militaire) qui seront l'unité de compte pour le nombre d'inspections à subir par un pays. Or l'Ouest a estimé le nombre de ces objets à

quelque 2 500 à 3 000 en URSS. En ce qui concerne les pièces d'artillerie, dont l'URSS pourra garder 13 200 unités à l'ouest de l'Oural, Moscou n'en a signalé que 13 850, ce qui signifie que 650 seulement restent à détruire. L'OTAN avait avancé un chiffre de quelque 5 000 pièces d'artillerie à supprimer du côté soviétique.

Dans les milieux occidentaux de la négociation on fait remarquer que les données militaires échangées à Vienne demanderaient des « corrections » des deux côtés dans un délai de quatre-vingt-dix jours prévu par le traité CFE. M. Grinevski n'a pas exclu de son côté des « erreurs humaines » dans la rédaction des documents en question.

WALTRAUD BARYLI

Le président américain dans cinq pays d'Amérique latine

Le président George Bush commencera le lundi 3 décembre une tournée qui l'amènera successivement au Brésil, en Uruguay, en Argentine, au Chili et au Venezuela. Ce sera la première fois qu'un président des Etats-Unis visitera le cône Sud depuis Dwight Eisenhower, il y a trente ans. Ce sera également la première visite présidentielle dans une Amérique du Sud sans dictatures. Les relations entre le Nord et le Sud du continent se heurtent à de nombreux obstacles : la lourde dette extérieure de la plupart des pays latino-américains, leur manque d'investissements étrangers et leur difficulté d'accès aux marchés extérieurs. Pour surmonter ces obstacles, le président Bush a annoncé en juin dernier un vaste programme de coopération baptisé « Initiative pour les Amériques », qui a été bien reçu en Amérique latine mais qui est lent à démarquer. (AFP)

Le ministre chinois des affaires étrangères reçu à Washington

Le chef de la diplomatie chinoise, M. Qian Qichen, a été reçu, vendredi 30 novembre, pendant une demi-heure par le président Bush après un entretien de deux heures et demie avec son homologue américain, M. James Baker.

M. George Bush en a trop fait en recevant à la Maison Blanche le ministre chinois des affaires étrangères. Telle a été la réaction de M. George Mitchell, chef de la majorité démocrate au Sénat, qui a déclaré : « Cela ne sert ni les valeurs américaines ni nos intérêts à long terme que le président Bush ferme les yeux sur les violations des droits de l'homme en Chine. »

A l'issue d'un entretien entre MM. Baker et Qian, le département d'Etat a annoncé l'envoi prochain en Chine de deux hauts fonctionnaires américains, qui mettront fin à la suspension des échanges de haut niveau décrétée par M. Bush en juin 1989.

M. Reginald Bartholomew, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires internationales de sécurité, se rendra à Pékin pour discuter de la non-prolifération des armes de destruction massive. Quant à M. Richard Schifter, secrétaire d'Etat adjoint aux droits de l'homme, il fera une visite séparée pour souligner l'attachement des Etats-Unis aux droits de l'homme, « pierre angulaire » de la diplomatie américaine, a rappelé M. Baker à M. Qian Qichen.

Entre-temps, les procès annoncés des anciens dirigeants du « printemps de Pékin » suscitent des protestations. Selon un porte-parole du Quai d'Orsay, la France propose à ses partenaires des Douze une démarche communautaire auprès de Pékin en faveur de la clémence et du respect des droits de l'homme. Amnesty International réclame, de son côté, la présence d'observateurs étrangers aux procès. Enfin, la Fédération internationale des journalistes s'inquiète du sort de deux journalistes chinois incriminés le mois dernier pour subversion mais détenus depuis un an.

AFRIQUE

TCHAD : la route de la capitale paraît ouverte aux rebelles

Les dirigeants de N'Djamena seraient en fuite

Les dirigeants tchadiens ont quitté N'Djamena avec « famille et entourage », a indiqué, samedi matin 1^{er} décembre, à l'AFP, une source informée dans la capitale tchadienne. Après avoir pris Abéché, sans combattre, jeudi, les forces rebelles d'Idriss Déby sont maintenant maîtres de l'est du pays et plus rien ne s'oppose apparemment à leur progression vers N'Djamena.

Jean-Paul II avait-il parlé trop vite ? En janvier, lors de sa visite pastorale sur les bords du Chari, il s'était félicité de voir les Tchadiens « prendre avec générosité et dynamisme le chemin de la paix ». Un an plus tard, ou peu s'en faut, c'est sur le chemin de la guerre qu'une fois encore ils se sont engagés. Les observateurs sont unanimes à le constater : « D'un côté comme de l'autre, les combats ont été d'un acharnement extrême. Entre le président Hissène Habré et Idriss Déby, son ancien compagnon d'armes, ce fut un match au finish. »

Le « renard du Tibesti » qui a pourtant montré, dans le passé, tant de ruse au combat, n'a pas été en mesure, semble-t-il, de reprendre le contrôle des opérations. Depuis le début de leur offensive, il y a trois semaines, Idriss Déby et

ses hommes ont, de bout en bout, conservé l'initiative. La prise d'Abéché leur a ouvert la piste de N'Djamena, à 800 kilomètres de là.

Depuis qu'en avril 1989 ses deux plus fins stratèges, Hassan Djamous, alors commandant en chef des forces armées, et Idriss Déby, son conseiller militaire, lui avaient faussé compagnie, Hissène Habré manquait d'officiers d'envergure pour assurer la relève. Cet ancien maquisard avait donc été contraint de prendre lui-même les choses en mains, de remobiliser les énergies d'une armée qui, au fil des ans, s'était un peu « encroûtée ».

Politique de Gribouille

Les pertes en hommes et en matériels de l'armée gouvernementale ont été à ce point lourdes que, pour contrer d'autres offensives des forces rebelles, il lui aurait fallu reconstituer, en toute hâte, son potentiel militaire, notamment en munitions et en engins blindés légers dont elle ne possédait plus que quelques unités. Or, aux demandes de N'Djamena, Paris, son « allié » naturel, a répondu sans le moindre empressement comme l'ont confirmé les récents propos de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense nationale.

Hissène Habré n'ignorait plus que Paris ne ferait rien pour le sau-

ver. Les soldats français stationnés à Abéché dans le cadre du dispositif Epervier n'avaient pas bougé le petit doigt pour interdire l'accès de la capitale de l'Ouaddaï aux hommes d'Idriss Déby et, pourtant, pour leur barrer la piste de N'Djamena. Tout portait à croire que leurs camarades basés dans la capitale tchadienne observeraient une même neutralité si les deux frères ennemis avaient dû s'en disputer le contrôle.

Les autorités tchadiennes avaient déploré que la notion de neutralité ainsi entendue « permette de mettre sur un pied d'égalité un gouvernement légitime issu d'élections libres et des éléments subversifs armés par la Libye ». La France qui, par les temps qui courent, est sollicitée d'intervenir un peu partout, en Afrique et au Proche-Orient, a refusé tout net de se laisser entraîner dans l'engrenage de cette guerre civile. M. Chevènement l'a rappelé : « Notre armée interviendrait pour défendre l'intégrité des Etats, pas pour soutenir des gouvernements. »

Paris s'en est donc strictement tenu aux accords de coopération militaire, signés en juin 1976, qui prévoient des « cessions de matériels et d'équipements » et des mises à disposition d'instructeurs auxquels il est interdit de « participer directement à l'exécution d'opérations de guerre ». Pour que Paris sorte de sa réserve, il aurait fallu que le Tchad ait été victime, selon M. Chevènement, d'une « agression caractérisée ». Mais, à dessein, le ministre a refusé de voir dans les livraisons massives d'armes faites par la Libye aux forces rebelles la preuve, pourtant patente, d'une telle agression.

Déjà, en juillet 1983, sollicité par N'Djamena d'intervenir pour contrer les menaces libyennes, M. François Mitterrand s'était « défilé », affirmant que « les affrontements entre tendances tchadiennes avaient un caractère traditionnel » et « qu'Hissène Habré et Goukouni Oueddei (le « rebelle d'alors) sont, chacun à sa manière, des nationalistes ». Soutenu à de multiples pressions, il avait finalement donné, trois semaines plus tard, son feu vert à l'opération Manta.

Pour l'heure, la seule « casse » qu'il faille déplorer - mais elle est de taille - est celle de l'outil militaire. Le vainqueur de ce combat fratricide sera contraint de remettre cet outil en état. Il en ira, en effet, de son intérêt comme de celui de son partenaire français, de tenir en respect le colonel Kadhaï, leur ennemi commun, quoiqu'il puisse en paraître aujourd'hui. Pareille politique de gribouille risque, hélas ! de se faire au détriment d'autres priorités - économiques et sociales - qui devraient être celles d'un pays misérable.

JACQUES DE BARRIN

M^{me} Mitterrand en mission humanitaire en Afrique. - M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France Libertés, se rendra, du 4 au 18 décembre, au Sénégal, au Burkina-Faso, au Togo, au Niger et au Mali. Elle doit y promouvoir, notamment auprès des jeunes, la lutte contre le sida et les maladies endémiques. - (AFP)

KENYA : nouvelle vague de répression. - Des centaines de personnes ont été arrêtées, cette année, pour avoir critiqué le gouvernement qui, par une « nouvelle vague de répression », tente de réduire au silence toute opposition, affirme Amnesty International dans un rapport, publié jeudi 29 novembre, que les autorités locales ont aussitôt rejeté. Selon l'organisation humanitaire, « des juristes, des responsables religieux, des opposants et des journalistes continuent à faire l'objet d'arrestations ou de menaces ». - (AFP)

Ouverture d'une liaison aérienne avec l'Afrique de Sud. - Le Kenya a donné le feu vert à South African Airways (SAA) pour exploiter un vol hebdomadaire entre Johannesburg et Nairobi à partir du 8 décembre, ont annoncé, vendredi 30 novembre, les responsables de SAA. Cette décision fait suite à des discussions qu'ont eues, vendredi, à Nairobi, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Pik Botha, et le président kenyan, M. Daniel Arap Moi. La compagnie sud-africaine a, d'autre part, annoncé la mise en place d'une liaison avec les Seychelles, à compter d'avril 1991. - (AFP)

Idriss Déby, « cow-boy » des sables

Idriss Déby tient du chef de bande, qui manœuvre au milieu, voire à la tête de ses hommes, pour donner l'exemple. De lui, on pourrait dire, comme jadis d'un jeune capitaine, qu'il commande à la voix, si une telle proximité avec les exécutants sur le terrain avait encore réellement un sens dans les conflits d'aujourd'hui, même les plus rustiques en apparence.

Hissène Habré lui doit ses victoires des années 80, lorsqu'il était son chef d'état-major, nommé en 1982 à la tête des Forces armées nationales tchadiennes (FANT).

Mais Idriss Déby est plus habile tacticien. « Un cow-boy », disent de lui les militaires français qui ont appris à apprécier ses qualités de chef en opération : la surprise, le courage physique de mettre sa propre vie à chaque fois en jeu, presque le don d'ubiquité, la discrétion ou, plutôt, le goût du silence, cette capacité du cavalier des sables à rester sans parler. « Mais un cow-boy », ajoutent-ils, « ça mène à la défaite à la bataille avec son fume-cigarette aux lèvres. »

Une complicité entre soldats

Agé de trente-sept ans, Idriss Déby a réussi au Tchad à se fabriquer une légende. Il est l'homme de ces « razzias TGV », comme on a surnommé ses colonnes de combattants extrêmement mobiles, qui se déplacent à vive allure à bord de leurs Toyota ou de leurs blindés Casacavel et qui, telle « la tornade blanche », fondent sur leur ennemi à 80 kilomètres à l'heure, tirent dans dans une fantasia (sans ménager les munitions), dressant un véritable mur de feu devant eux et tournant sans répit autour de leur adversaire.

Et, quand chaque camp est à court de munitions, Idriss Déby a enseigné à ses combattants, comme le font leurs vis-à-vis, à se lancer les uns contre les autres au finish, à bord de leurs véhicules. Le combat s'achève ainsi dans un gigantesque stock-car.

Ce n'est pas à l'Ecole de guerre française - Idriss Déby y a fait ses classes en 1985 - que ses professeurs de tactique lui ont appris à se battre de la sorte et à envoyer à la casse beaucoup de ses matériels, sans trop s'en soucier. Ni à Hazebrouck, près de Dunker-

JACQUES ISNARD

EUROPE

L'arrivée des premiers colis alimentaires

La population soviétique éprouve un sentiment d'humiliation

Alors que les premiers chargements de l'aide alimentaire occidentale parviennent à Moscou, l'heure est de plus en plus en URSS aux interrogations. Comment expliquer l'état désastreux de l'approvisionnement, alors que le pays dispose de ressources immenses ?

MOSCOU

de notre correspondant

La dernière récolte de céréales a été particulièrement abondante, 240 millions de tonnes, un chiffre inégalé depuis longtemps, et qui ne justifie pas que les étalages des grandes villes soient aussi vides. M. Gavril Popov, le maire réformateur de Moscou, a accusé vendredi 30 novembre des kolkhozes et sovkhozes, les exploitations collectives d'Etat, de retenir « au minimum la moitié » de leur production de blé. « Nos barons de l'agriculture livrent leur dernier combat à la perestroïka. Ils savent que demain, avec la privatisation des terres, ils n'existeront plus. » Le maire de Moscou a toutefois souligné qu'il était « tout à fait inadmissible » d'avoir recours aux prélèvements, « armés à la main », comme cela se fit par exemple en 1918, pendant la guerre civile. Car ce n'est pas la première fois que les campagnes soviétiques refusent de nourrir les villes. Maintenant, elles sont peu intéressées par des livraisons à l'Etat, étant donné le peu de valeur du rouble.

Mais on dit aussi à Moscou, où la municipalité réformatrice est installée depuis six mois, que la dégradation de l'approvisionnement de la capitale est éminemment politique et vise à discréditer les nouveaux responsables auprès de la population. On constate d'ailleurs que la situation est aussi critique à Leningrad, une autre municipalité dirigée par des libéraux. Les grandes villes en URSS étaient autrefois relativement épargnées par les pénuries, qui frappaient en revanche de plein fouet

les villes d'importance moyenne. Car le formidable combat entre partisans du maintien du centralisme et ceux d'une vaste libéralisation se poursuivait. A preuve les débats passionnés au Congrès des députés de Russie consacrés à la privatisation de la terre. Si l'Assemblée s'est prononcée vendredi pour le principe de la réforme agraire présentée par Boris Eltsine et prévoyant la propriété privée, rien n'indique que cette réforme sera adoptée sans modifications majeures, réduisant

sa portée de façon substantielle. Ces débats illustrent l'ampleur des résistances des mentalités dans un pays qui n'a connu que très peu de temps, quelques années avant la première guerre mondiale, des exploitations agricoles privées. Le premier ministre de Russie, Ivan Silaev évaluait à environ 20 % le nombre des kolkhoziens tenus par l'ouverture de l'exploitation individuelle.

L'autre raison de la dégradation de l'approvisionnement est le système de distribution soviétique corrompu et verrouillé, véritablement gangrené par la « mafia » comme par d'innombrables employés-truands puisant dans les dépôts. Le maire adjoint de Moscou, M. Sergueï Stankévitch, évaluait à 15 ou 20 % le pourcentage des produits qui disparaissent à Moscou entre les dépôts et les magasins.

Pour faire face, M. Gorbatchev a publié vendredi un décret renforçant les contrôles à tous les niveaux de la distribution, mobilisant à cet effet le KGB, la police et « les travailleurs », qui se rendront dans les entreprises et les dépôts pour s'assurer de l'acheminement aux points de vente. M. Gavril Popov veut de son côté envoyer ses députés en mission de contrôle. Mais si le maire de Moscou hésite encore sur les mesures de rationnement à prendre, Leningrad vient de franchir le pas : pour la première fois depuis 1947, les cartes de rationnement viennent d'être retirées de la circulation, à la satisfaction des habitants.

Les premiers chargements de l'aide étrangère sont arrivés entretemps à Moscou et Leningrad. Un avion cargo avait atterri jeudi à Moscou-Cheremétievo, venant d'Allemagne, avec des dizaines de tonnes de produits alimentaires à son bord, destinés en particulier aux enfants des hôpitaux de Moscou et de sa région. Les sentiments de la population devant cette aide étrangère sont partagés entre la honte et le scepticisme, la population s'estimant humiliée.

Car même si de nombreux Soviétiques déclarent récemment, dans un sondage, craindre l'apparition de la famine, c'est bien plutôt d'explosions sociales qu'ils pourraient s'agiter. Les responsables du Kremlin ont dû se résoudre à demander une aide étrangère d'ampleur pour donner un répit à une population hantée. Celle-ci pourrait être tentée pour la première fois par des révoltes, dont les grèves des mineurs de l'année dernière ne constituaient qu'un signe avant-coureur. (Interim.)

La communauté internationale se mobilise pour aider l'URSS

Dans le sillage de l'Allemagne, qui s'est engagée dans une opération d'aide alimentaire massive à l'URSS, de nombreux pays occidentaux ont annoncé ou étudient une aide d'urgence à la population soviétique, qui va affronter, selon une étude de l'ONU, son hiver « le plus rude depuis la guerre ».

Après le chancelier Kohl, qui avait décidé jeudi de livrer gratuitement les centaines de milliers de tonnes de stocks de vivres accumulées à Berlin-Ouest durant la guerre froide, le président von Weizsäcker a pris

le relais dans un article publié samedi 1^{er} décembre dans Die Welt pour demander aux Allemands de continuer de fournir des dons. La Bundeswehr va également livrer 28 000 tonnes de rations militaires devenues superflues avec la réduction de ses effectifs et des centaines de tonnes de médicaments provenant de l'armée de l'ex-RDA.

Des collectes ont été également lancées en Autriche, en Suisse, aux Pays-Bas, au Danemark, en Suède, en Italie. Le Canada a octroyé 130 millions de dollars à l'URSS pour l'achat de produits alimentaires, l'Autriche a déjà débloqué 10 millions de dollars et la Norvège 7 millions de francs, la Finlande a

annoncé une aide alimentaire pour la Carélie, région frontalière où vit une minorité finnoise. Même le Japon, qui demeure le plus réticent en raison de son contentieux territorial avec l'URSS, a lui aussi assoupli sa position en annonçant qu'il était prêt à fournir une aide médicale.

Quant à la France, qui a accordé fin octobre une aide alimentaire de 100 millions de francs à l'URSS, elle étudie, elle aussi, la possibilité d'une nouvelle aide d'urgence, indiquant-on à Paris, tout en privilégiant l'idée d'une action coordonnée dans le cadre des Douze. Le conseil européen qui s'ouvre le 14 décembre à Rome devrait approuver une aide d'1 milliard de dollars à l'URSS.

Pour sa part, M. Bush a réaffirmé au cours de sa conférence de presse de vendredi qu'il était prêt à fournir une aide humanitaire à l'URSS si celle-ci était nécessaire, et que les Etats-Unis attendaient pour cela une requête soviétique. Il a indiqué qu'il devrait bientôt prendre la décision de lever ou non l'embargo de crédits américains à l'URSS jusqu'à ce que ce pays ait adopté une loi libérale en matière d'émigration, notant que, bien que cette loi n'ait pas encore été adoptée par le Soviet suprême, l'URSS laissait partir un grand nombre de juifs soviétiques. — (AFP, Reuters, AP.)

Helmut Kohl le chancelier de l'unité

Suite de la première page

Novembre 1990. Le magazine américain hyper-sophistiqué new-yorkais l'Unité Fair consacre seize pages à tresser des louanges à un « King Kohl » présenté comme « l'homme au monde ». L'Unité Fair le plus important dans la création d'un nouveau système politique porteur de succès. Les persiflages de l'Unité Fair sont honorables. Helmut Schmidt, le premier, qui le créditait de la réalisation de l'unité allemande, « comme aucune autre », Willy Brandt juge de son côté « hautement respectable » le bilan des huit ans de pouvoir exercé par Helmut Kohl. Les barons de la CDU qui, comme Lohar Spah ou Heiler Genscher, s'étaient ligés pendant l'été 1989 pour fonder un putsch contre un chancelier perdant une élection régionale après l'autre sont contraints à d'humiliants voyages à Canossa pour éviter d'être rejetés dans le néant politique d'une chiquenaude kohlénienne. Suprême hommage, le magazine Der Spiegel, jusqu'à la fin de l'année, méditant le harcèlement anti-Kohl vient de dresser, à la veille des élections, le catalogue des mérites du « grand chancelier », une prose que le principal intéressé déclare avec coquetterie « ne pas lire », comme il se vantait naguère de ne jamais jeter un œil sur les réquisitoires destructeurs du Spiegel contre le « chancelier-dégât ».

Un poids accru

Aux côtés d'une Margaret Thatcher mise à l'écart par ses « amis » conservateurs, d'un George Bush sujet à des sautes de popularité inquiétantes, d'un François Mitterrand menacé d'une nouvelle cohabitation, Helmut Kohl fait figure d'un leader du monde occidental aux arrières politiques assurés. Pour faire face aux défis de l'unification et aux bouleversements européens, il dispose d'un pays économiquement solide et socialement stable. Le poids international du chancelier de l'Allemagne unifiée s'est accru du fait de l'agrandissement géographique et démographique du pays qu'il dirige, mais aussi en raison du respect et de l'admiration teintée d'envie que l'on éprouve, à l'Ouest comme à l'Est, pour ce « modèle allemand » qu'il incarne aujourd'hui.

L'unité allemande a-t-elle fait d'Helmut Kohl un autre homme, métamorphosé en aigle le dindon que beaucoup s'amusaient à voir se pavaner dans la cour des nations ? Les panégyristes qui l'encensent aujourd'hui sont aussi partiaux et injustes que les contempteurs — ce sont parfois les mêmes ! — qui le vilipendaient hier. L'homme Kohl, qui a fêté ses soixante ans dans cette année 1990 où l'Allemagne avait rendu-vous avec l'histoire, n'a fondamentalement modifié ni son comportement ni son mode d'exercice du pouvoir. Ce qui a changé, ce qui donne l'impression qu'une métamorphose s'est produite, c'est la perception du public — allemand et étranger — de cet homme que les circonstances ont placé dans une position-clé sur l'échiquier politique mondial. La période de stagna-

tion, d'immobilisme intérieur et de blocage de la situation internationale du début des années 80 jetait une lumière cruelle sur les insuffisances théoriques et rhétoriques d'un homme incapable de faire rêver une Allemagne qui s'enroulait dans son bien-être.

Au contraire, la mise en mouvement de l'histoire, qui requiert de ceux qui en sont les principaux acteurs un art de l'action et de l'improvisation, une capacité de réaction instinctive à des événements imprévus, lui a permis de donner toute la mesure de son talent politique. La droite nationale, qui brandissait le thème de l'unité dans les discours dominicaux et faisait en coulisse grief

qu'il s'attachait à ne pas dénaturer par une trop intense fréquentation des esprits compliqués ou d'ouvrages savants. Comme beaucoup d'hommes politiques, il lit surtout des biographies : on affirme dans son entourage qu'il a récemment pris du plaisir à la lecture d'un livre sur la vie de Jean Paul Sartre. Il ne tient pas les « experts » en grande estime, et surtout ne se laisse aucunement impressionner par leurs conclusions pour fixer son action. On a pu le constater dans un moment décisif du processus d'unification, lorsqu'il décida d'instaurer l'union monétaire au 1^{er} juillet 1990, au taux d'un deutschemark pour un mark-est, au grand dam des pontes de la Bundesbank.

Celui que les Allemands de l'Est appellent respectueusement « Herr Doktor Kohl » préfère s'entourer de solides praticiens que de « Herr Professors », une espèce avec laquelle il a tendance à entrer rapidement en conflit : ce fut le cas avec Kurt Bied-

voir, il a en le temps de tester ceux de ses vieux amis qui étaient capables de l'assister efficacement, de passer de la politique provinciale à l'exercice de responsabilités nationales et mondiales. Il y eut des échecs qui mirent un terme à des amitiés très anciennes : Waldemar Schreckenberg, Philipp Jenninger ou Friedhelm Ost ont été écartés du cercle rapproché des collaborateurs du chancelier, preuve ayant été faite qu'ils avaient atteint les limites de leur compétence. En revanche, l'équipe qui a pris en main la réalisation de l'unité « au pas de charge » s'est révélée d'une efficacité exemplaire lorsqu'il a fallu assurer l'intendance politique et juridique des décisions prises d'instinct et sans longues études préalables par le chancelier.

Wolfgang Schäuble, le ministre de l'Intérieur récemment victime d'un attentat qui risque de le laisser paralysé, s'est révélé comme un successeur potentiel de Helmut Kohl : il a mené avec maestria les négociations compliquées aboutissant à la conclusion du traité d'unification de la RFA et de la RDA. Le chancelier doit à Horst Telschick, son conseiller diplomatique, d'avoir pu imprimer sa marque au règlement des aspects extérieurs de l'unité, un domaine où M. Genscher surveille jalousement ses prérogatives. Le nouveau secrétaire général de la CDU, Volker Rübe, a été l'artisan de l'engagement intensif du parti dans la campagne électorale victorieuse en RDA, en mars 1990. Ce sont là des hommes jeunes — aucun d'entre eux n'a dépassé la cinquantaine — sur lesquels Helmut Kohl peut s'appuyer plus que sur une équipe ministérielle dont beaucoup de membres sont politiquement dévalusés.

Le faiseur de miracles...

Il va donc entamer son troisième mandat à la chancellerie avec le capital de confiance plus élevé que jamais dans sa carrière politique. S'il a acquis, à l'Ouest et à l'étranger le respect dû au dirigeant qui a réussi, il suscite chez ses compatriotes de l'Est des sentiments d'affection et de reconnaissance qui assaillent sa popularité sur une base beaucoup plus large que celle de son parti. « J'ai observé qu'il existait chez les citoyens de l'ex-RDA un certain penchant pour ma personne », constate-t-il, fausement modeste, en racontant de l'une de ses tournées électorales à l'Est où la foule lui a fait comme toujours une fête scandée par des « Helmut ! Helmut ! » qui lui vont droit au cœur.

« Avant, les gens votaient pour la CDU malgré Kohl, cette fois-ci, ils vont voter pour ce parti à cause de Kohl à l'Ouest, et beaucoup à l'Est ne voteront pas chrétien-démocrate s'il n'y avait pas Kohl », écrit Der Spiegel. Le chancelier est un politicien trop expérimenté pour oublier que les foules sont volatiles et qu'un triomphe électoral fondé sur un surinvestissement affectif de sa personne peut, au bout de quelques mois, se muer en un rejet tout aussi passionnel.



denkopf qu'il chassa du secrétariat général de la CDU ou avec l'historien conservateur Michael Stiller qui ne fit qu'un bref passage dans le staff de ses conseillers.

La formation de son jugement s'appuie plutôt sur des discussions informelles avec des hommes qui lui inspirent instinctivement confiance, avec qui il se sent en communauté d'esprit et de valeurs. Il tient, par exemple, sa porte toujours ouverte au professeur Joseph Rovato pour parler de la France. Son attitude dans l'affaire Kurt Waldheim s'est rapprochée de celle du chasseur de nazis Simon Wiesenthal, avec lequel il entretient d'étroites relations. « Pro-Waldheim » lorsque celui-ci le soutenait par sympathie pour les socialistes, Helmut Kohl prit ses distances lorsque Simon Wiesenthal jugea que le président autrichien prenait un peu trop ses aises avec la vérité historique.

En huit ans de présence au pou-

L'Allemagne s'est habituée à une sorte d'Helmut-chaumaturge qui réalise des miracles en appliquant une recette qu'un diplomate occidental appelle la « méthode du général Bismarck ». Il s'agit d'un général prussien tourné en dérision par Jacques Offenbach dans la Grande-Duchesse de Gérolstein dont le tactique se résume à « forcer droit devant et signer tout ce qui se peut ». Et puis, lui-même le reconnaît d'ailleurs, on ne peut compter toujours sur cette chance insolente qui a accompagné son action pendant les douze dernières années.

Les défis auxquels le chancelier va devoir faire face dans la période qui s'ouvre nécessiteront peut-être d'autres modes d'approche faisant davantage appel au sens du compromis, à l'esprit de finesse : c'est le cas de la construction européenne à laquelle Helmut Kohl veut imprimer sa marque et celle de son pays. Ayant mis en mouvement une société jusque-là endormie à préférer la préservation des acquis à la conquête de nouveaux rivages, le chancelier « nouvelle manière » devra également prendre garde à maintenir sous son contrôle des tendances qu'il a réussi jusqu'à présent à canaliser dans des limites acceptables par les voisins de l'Allemagne. Le patriotisme redécouvert peut virer au chauvinisme, et la conscience d'avoir réussi en une insupportable arrogance.

LUC ROSENZWEIG

POLOGNE : au second tour de la présidentielle

L'épiscopat appelle à voter pour M. Walesa

L'Eglise catholique polonaise a appelé vendredi 30 novembre à voter en faveur de M. Lech Walesa au second tour de l'élection présidentielle, dans une lettre qui devait être lue dimanche dans toutes les églises. « Nous réalisons quels ont été les efforts de la nation, une autour de l'idée de Solidarité, pour se débarrasser du fardeau du système totalitaire. » « L'élection du chef de l'Etat est (...) le couronnement de ce dur labeur et de ses victimes », déclarent les évêques, dans ce qui constitue leur première intervention dans la campagne. Ils appellent clairement, bien qu'indirectement, à voter pour M. Walesa, qui sera opposé au second tour, dimanche 9 décembre, à M. Stanislaw Tyminski. Selon un premier sondage, M. Walesa obtiendrait 58 % des voix (soit 18 % de mieux qu'au premier tour), contre 30 % à M. Tyminski (7 % de plus). Ce sondage a été réalisé, avant l'appel des évêques, par un institut de la radio et télévision polonaise (OBOP), dont les prévisions au premier tour avaient été proches des résultats. — (AFP, Reuters.)

DE GAULLE INTIME



"Qui suis-je ? Mais vous le savez bien. Je suis le mari de Madame de Gaulle".

Un document inattendu de Robert Lassus.

198 p.

90 F

POLITIQUE

Pour la préparation de son vingt-septième congrès

La direction du PCF ne parvient pas à endiguer la contestation

La préparation du vingt-septième congrès du Parti communiste, convoqué du 18 au 22 décembre à Saint-Ouen, est entrée dans sa phase ultime avec la tenue, ce week-end, à travers toute la France, des dernières conférences de section précédant les conférences fédérales, qui se tiendront les 8 et 15 décembre pour désigner les délégués chargés de représenter la base militante.

M. Maxime Gremetz, le responsable de la politique étrangère au secrétariat du PCF, qui ne passe pas pour un révolutionnaire, affirmait, il y a une semaine, que le vingt-septième congrès de son parti s'annonçait « exceptionnel » et qu'il était même déjà « dans sa préparation ». Il ne croyait pas à bien dire, jamais le congrès du PCF n'avait été précédé d'un tel tourbillon de prises de position contestataires.

Et même si, un peu partout, la ligne définie par M. Georges Marchais et la direction du parti continue de prédominer largement, de nombreux militants se montrent ouvertement favorables aux propositions de M. Charles Fiterman visant à « réviser le projet communisme ». Il s'agit là d'un phénomène sans précédent à l'intérieur d'un parti dont la culture historique interdit, en principe, les manifestations d'indiscipline à l'encontre de l'état-major.

On ne compte plus les « contributions » rendues publiques par leurs auteurs mécontents de ne pas les voir paraître dans les colonnes de l'Humanité et de la Révolution. Militante depuis « plus de trente-huit ans », M^{me} Simone Heurlier, secrétaire de la cellule Marcel-Allegot de Meudon (Hauts-de-Seine) — ville dont cette universitaire est conseillère municipale, — écrit au Monde qu'elle est « amère, pour la première fois », à se « poser des questions graves sur la capacité des dirigeants actuels du parti à définir des perspectives politiques fiables. Car, malheureusement, elle ne l'a plus confiance en ces dirigeants, quels qu'ils soient, car leurs mérites individuels ou leur passé courageux de résistants. La crise de la conscience



communisme, qui frappe aujourd'hui tous les militants qui osent réfléchir, et qui savaient, eux, depuis longtemps, ce qui se passait réellement dans les pays de l'Est, m'oblige à ne plus faire confiance aveuglément à toutes les analyses contradictoires, et parfois incohérentes, de dirigeants visiblement dépassés et par les événements et par la nécessaire adaptation idéologique et stratégique que ces événements devraient entraîner.

De même, l'ancien directeur de l'école centrale du PCF, M. René Jannelle, un « vétéran » qui fut naguère M. Marchais pour « élève » et milita aujourd'hui dans le Loiret, s'en remet à la presse extérieure au parti pour juger extrêmement inconsistante le chapitre du projet de résolution consacré à la situation internationale. « Où la direction du parti veut-elle en venir, demande-t-il, avec des appréciations qui ne peuvent que marginaliser davantage le parti ? Aussi aberrante soit-elle, je ne vois qu'une raison : ne lui fallait-il pas, pour que rien ne change dans le parti, dans son fonctionnement, avoir recours à la tactique dite de la « forteresse assiégée » ? »

Quand le danger est imminent, l'heure n'est pas aux changements... La cellule de Lorient, à laquelle appartient M. Jannelle, s'est prononcée, à l'unanimité, pour la « réécriture » de ce chapitre et pour la convocation d'un congrès extraordinaire sur la base des propositions de M. Fiterman.

Cette dernière demande est appuyée également par plusieurs sections, notamment par l'une des sections les plus importantes d'Indre-et-Loire, celle de Saint-Cyr-Vivigny, par la section de Villers (Meurthe-et-Moselle), réclamant le départ de M. Marchais, par la section de la commune de Poutorson (Manche), conquise par le PCF aux dernières municipales, qui a rejeté à l'unanimité le projet de résolution et voté une motion dont le texte commence par la citation d'un propos de Mikhaïl Gorbatchev à Erich Honecker avant la chute du mur de Berlin : « Quand on prend du retard sur la vie, on est puni par elle... »

« Consignes de fermeture... »

Quand il n'est pas carrément repoussé, comme à Firminy, avec la participation du maire, M. Théo Vial-Massat, député de la Loire, dont la section s'est prononcée à vingt-six voix contre deux et deux abstentions, le projet de résolution est souvent très amendé. C'est le cas, en particulier, dans beaucoup de sections de Paris et de Marseille, bien que le point de vue de la majorité semble, dans ces deux agglomérations, demeurer prédominant.

Les « refondateurs » ou « rénovateurs » font, partout, fièche de tout bois. Dans le Var, un groupe de quatre-vingt-trois militants, animés par le maire de La Garde, M. Maurice Delplace, « en sympathie » avec M. Fiterman, a lancé, vendredi 30 novembre, un appel à la démocratie interne en dénonçant « le rituel classique de préparation du congrès, le projet unique de la direction, la référence au centralisme dit « démocratique » opposé au spectre des tendances, la discussion limitée à l'objectif de rallier les militants à une position pré-établie de la direction, qui sont l'un des héritages du stalinisme... »

La bataille est particulièrement vive

en banlieue parisienne, en Seine-Saint-Denis en particulier, où les « refondateurs », regroupés derrière M. Jack Ralite, ont donné le ton de la fronde. Près de trois cents personnes ont participé, jeudi 29 novembre à Montreuil, à une soirée organisée par les militants refusant, comme l'ancien ministre de la santé, « l'alternance de la dissidence ou du silence ». A Saint-Denis, la conférence de section prévue le week-end prochain aura lieu à huis clos. Ainsi a-t-elle décidé la direction fédérale, pour assurer « la sérénité des débats », alors que, traditionnellement, tous les militants peuvent assister aux échanges des délégués des cellules.

Il apparaît, en effet, que les débats internes ne se déroulent pas partout dans le climat de « fraternité » souhaité par l'état-major national du PCF. Selon M. Jacques Grangé, chargé de mission auprès de la municipalité d'Orly, ce qui s'est passé lors de la conférence de la section de Noisy-le-Grand-Gournay relève de la caricature : « Avec deux cents adhérents et onze cellules, c'est environ une soixantaine de délégués qui auraient dû participer à la conférence de section. De fait, c'est seulement une vingtaine qui furent présents, deux cellules n'étant pas représentées. Si effort il y eut pour faire participer les cellules, il fut sélectif de la part de la direction de section, visant d'abord à s'assurer la présence de « bien-penseurs ». Manifestement, les délégués de Georges Marchais sur le caractère « ouvert » du congrès ont été doublés par d'autres consignes de fermeture à la mesure de l'importance de la contestation exprimée en Seine-Saint-Denis. Le résultat fut à l'image de ces manœuvres : sur vingt-trois votes exprimés, il y en eut dix-neuf pour le projet de résolution, deux contre et deux abstentions. Sous surprise, le comité de section ne comptera pas de « vilain petit canard » parmi ses membres, et aucune voix hétérodoxe ne pourra représenter les communistes de Noisy à la conférence fédérale... »

Débordée par cette effervescence, la direction du PCF apparaît sur la défensive. M. Marchais s'est démené, vendredi, dans les colonnes de l'Humanité, pour répondre au mystérieux « Jean Fabien », ce « militant masqué » qui se cache depuis six ans sous un pseudonyme

en prétendant parler au nom d'un groupe de contestataires et qui a bénéficié, mercredi soir, du canal de TF1 pour faire la promotion de son dernier livre, plein d'anecdotes assassines sur les rapports entre le secrétaire général du parti et M. Fiterman. Puis, le même jour, le secrétariat du comité central, déjà saisi de plusieurs protestations contre la prochaine présence au congrès d'une délégation du PC chinois, a été conduit à prononcer « énergiquement » la « condamnation » des procès politiques annoncés en Chine à la suite des « événements de Tiananmen... »

ALAIN ROLLAT

Le témoignage de M^{me} Mireille Bertrand

Un texte embarrassant pour M. Marchais

M^{me} Mireille Bertrand n'est pas bavarde. A l'occasion du vingt-septième congrès du PCF, en décembre 1987, elle avait souhaité abandonner ses fonctions au bureau politique où elle siégeait depuis quatorze années. A quarante-cinq ans, M^{me} Bertrand estimait qu'il est bon, pour soi-même, de se remettre en question et de savoir changer d'activité. Elle l'avait expliqué dans une lettre dont M. René Piquet, membre du bureau politique, avait lu « quelques passages » aux congressistes.

Rompant un silence de trois années, elle a fait parvenir, fin octobre, une contribution destinée à être utilisée dans la tribune de discussion de l'Humanité, pour le congrès, que nous avons publiée dans nos éditions du 1^{er} décembre. A la mi-novembre, elle s'est inquiétée, auprès de M. André Lajoinie, président de la commission qui supervise la publication des contributions, du sort réservé à la sienne. Pour justifier son refus de la publier, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale aurait

argué que ce texte était plus « personnel » que « politique ». En outre, selon lui, M^{me} Bertrand expliquait son départ du bureau politique, dans des « termes contraires » à sa lettre de 1987, dont personne, au demeurant, en dehors de la haute direction du PCF, n'a jamais eu connaissance intégrale.

Devant l'insistance de l'ancienne dirigeante, M. Lajoinie a accepté de soumettre sa contribution à la commission ad hoc, mercredi 28 novembre. La question aurait été évoquée lors d'une réunion du bureau politique, le lundi précédent. Ce jour-là, M. Georges Marchais se serait opposé personnellement à la divulgation du texte de M^{me} Bertrand en estimant que cela ne serait « pas un service à lui rendre ». La « commission Lajoinie » a entériné ce refus, et l'Humanité a été dans l'impossibilité de diffuser ce texte embarrassant pour l'équipe du secrétaire général.

O. B.

La conférence des Parlements de la Communauté

Les élus se prononcent pour une Europe fédérale

La conférence des parlements de la Communauté européenne, qui s'est tenue à Rome du 27 au 30 novembre, s'est achevée sans qu'il soit question de son institutionnalisation souhaitée par les Français. Elle ne se réunira à nouveau que si « des événements majeurs le justifient », ce qui constitue une victoire pour les plus pro-européens des parlementaires, lesquels sont apparus très majoritaires lors du vote de la déclaration finale.

ROME

de notre envoyée spéciale

Vendredi 30 novembre, M^{me} Simone Veil, élue européenne, a quitté le palais Montecitorio, siège de la Chambre des députés italienne, le sourire aux lèvres. « Il y a un an, jamais ce texte n'aurait été adopté », disait-elle. Le texte en question, plaidoyer pour l'Europe fédérale, venait d'être adopté à une très large majorité (cent cinquante voix pour, treize contre, vingt-six abstentions) par une assemblée informelle, composée aux deux tiers de parlementaires nationaux et, pour l'autre tiers, de parlementaires européens.

Tout pouvait arriver au cours de cette conférence inédite. Mais le plus probable des scénarios, vu les conditions dans lesquelles la réunion avait été préparée, était l'affrontement entre élus nationaux et élus strasbourgeois.

Première surprise : les parlementaires nationaux, que l'on croyait rétifs à une intégration très poussée de l'Europe, synonyme pour eux de perte de pouvoir, ont fait leur vision de leurs confrères européens, militants, pour la plupart, de l'union européenne. La déclaration finale prône la transformation de la Communauté en union européenne « sur une base fédérale ». Elle introduit les notions de défense et de sécurité, en stipulant que « la Communauté européenne a un rôle-clé à jouer au sein des Nations unies et de la CSCE et au sein de l'alliance atlantique, compte tenu de la situation particulière de certains membres (allusion à la neutralité de l'Irlande) et qu'il convient de redéfinir les relations avec

l'UEO ». Les parlementaires européens n'en sont pas encore revenus.

Leurs homologues venus des douze capitales partagent leurs vues sur la manière dont les institutions européennes doivent évoluer au terme de la conférence intergouvernementale sur l'union politique. Du moins les élus de Strasbourg ont-ils réussi à faire avaliser un texte qui reprend l'essentiel de leurs conceptions : partage du pouvoir législatif entre le conseil des ministres et le Parlement européen ; publicité des débats du conseil des ministres, attribution de pouvoirs exécutifs à la Commission

européenne, etc. Deuxième surprise : contre toute attente, ce n'est pas en fonction de leur nationalité mais de leur appartenance politique que les parlementaires se sont groupés (le Monde du 29 novembre).

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la déclaration finale a bénéficié d'une telle adhésion. Il n'y eut que les socialistes français pour oser se démarquer de leur famille. Mais il faut également noter, à un mois de la présidence luxembourgeoise, la position des trois membres de la délégation du grand-duché : chacun s'est abstenu. En revanche, tous les Alle-

mands, tous les Belges et tous les Italiens se sont prononcés en faveur de ce texte, de même que les travaillistes britanniques.

Si le Labour fait maintenant de l'Europe son cheval de bataille, M. Nigel Spearing, lui, n'a pas encore été convaincu par son état-major. Chef de la commission de la Chambre des communes chargée des affaires communautaires, ce travailliste a voté une violente diatribe contre la déclaration finale après avoir voté contre.

Cette conférence des Parlements n'ayant pas d'existence juridique, il

MARIE-PIERRE SUBTIL

La France à la traîne

ROME

de notre envoyée spéciale

La France va-t-elle reprendre son ancienne place à la traîne de la construction européenne ? Les votes intervenus à Rome et les propos tenus par les uns et par les autres peuvent le laisser penser. Sur les treize délégués à la conférence des Parlements de la Communauté européenne qui ont voté contre la résolution finale, deux sont français (M^{me} Nicole Catala, députée RPR, et M. Jean-Claude Lefort, député communiste) ; surtout, sur les vingt-six abstentions volontaires, dix-huit émanent de Français (les onze représentants du PS, à l'exception de M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au Parlement européen, et de M. Claude Cheysson qui n'a pas participé au vote, et les sept autres délégués du RPR). La motion, qui a été approuvée par la grande majorité des membres de cette conférence, n'a donc pratiquement trouvé de soutien, en France, qu'à l'UDF.

Gaullistes et socialistes ont non seulement partagé le même vote, mais ont donné la même explication. Lorsque dans les couloirs de la Chambre des députés italiens, où se tenait cette conférence, M. Laurent Fabius a expliqué : « Notre abstention signifie que nous approuvons l'accélération de la construction européenne, mais que nous contestons certains éléments de cette motion », M. Michel Cointat (député RPR d'Ille-et-Vilaine) l'a interrompu pour faire remarquer :

« C'est aussi le sens de notre vote. » Tout au long de la discussion des amendements il est même apparu clairement que les uns et les autres souhaitaient une « Europe des États », une « Europe des nations », pour reprendre les formules du général de Gaulle.

Une autre des phrases-chocs du fondateur de la V^e République — « L'Europe de l'Atlantique à l'Oural » — n'est toutefois pas reprise à leur compte par les socialistes, alors qu'elle continue à servir de référence au RPR. C'est au nom de cette idée que M. Christian de la Malène, président du groupe du RPR à l'Assemblée de Strasbourg, a affirmé qu'une union européenne à douze était « un compromis historique », à l'heure de la disparition du « statut de fer ». M. Fabius, au contraire, s'est battu pour que le renforcement de la Communauté précède son éventuel élargissement.

Mais à côté de cela il était plus que symbolique d'entendre M. Yves Guéna (senateur RPR de Dordogne) demander que l'on brûle pas les étapes », et M. Charles Josselin, président socialiste de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, refuser « une fuite en avant ».

Autre symbole fort : la signature en commun de plusieurs amendements par l'ensemble des représentants de l'Assemblée nationale française, alors que M. Fabius, à l'ouverture des travaux, avait demandé que la conférence ne siège plus par délégations

nationales mais par groupes politiques. Lorsque M. Cointat a continué à défendre la nécessité d'un Sénat européen, il disait tout haut ce que M. Michel Vauzelle, le président socialiste de la commission des affaires étrangères au Palais-Bourbon, pense sans oser le dire publiquement, se contentant de déclarer « l'insertion des Parlements nationaux dans le processus de prise de décision européenne ».

Socialistes embellissent

La démarche des socialistes français ne pouvait qu'être embellie. Le bureau exécutif de leur parti vient d'adopter une déclaration parlant de « la finalité fédérale » de la construction de l'Europe et refusant toute institutionnalisation de la coopération entre Parlements nationaux et Parlement européen ; or des hommes comme MM. Fabius, Josselin et Vauzelle souhaitent un tel renforcement de cette coopération que cela ressemble fort à une institutionnalisation. Leur attitude à Rome est apparue comme la recherche d'une revanche après leur défaite de Paris.

Le discours officiel du président de l'Assemblée nationale a été d'une parfaite orthodoxie avec la position de son parti. Mais dans les faits c'est lui qui a animé la délégation française à se montrer si réticente. Post-juriste, le vote final, il a mis en avant le refus de la majorité de la conférence de reconnaître dans sa motion l'existence du Conseil européen, et donc le rôle

des chefs d'Etat et de gouvernement, mais aussi l'analogie, faite dans ce texte, entre la Commission des Communautés et un gouvernement. Cette prise de position de l'ancien premier ministre ne peut que satisfaire M. Jean-Pierre Chevènement, mais déplaît à M. Jacques Delors. Car dénoncer les « eurobats », ou « un schéma de fédéralisme accéléré », ne peut que l'aider dans sa volonté de rassembler, dans la bataille interne au PS, les « chevènementistes » et les « poppernistes ».

L'attitude des délégués français à Rome ne peut toutefois être jugée à cette seule aune parisienne. Le rôle joué par M. Fabius ne pourra qu'inciter les dirigeants européens à y voir une indication de la position de M. François Mitterrand. Son deuxième septennat devait être celui de la construction de l'union politique. Cette volonté ne pourra être contrariée par la démonstration que la majorité des élus français n'ont pas la même conception de cette union que leurs partenaires. Il est peut-être révélateur que, à la veille des importantes échéances du mois de décembre (début des conférences intergouvernementales sur l'union politique et l'union économique et monétaire), ceux qui affirment être les plus proches du chef de l'Etat aient tenu à manifester leur différence aussi clairement.

THIERRY BRÉNIER

EN BREF

□ M. Jacques Blanc réélu président de l'Association nationale des élus régionaux. — M. Jacques Blanc, président UDF-PR de la région Languedoc-Roussillon, a été réélu, mercredi 28 novembre, président de l'Association nationale des élus régionaux (ANER) qui regroupe les conseillers régionaux de l'opposition. MM. Jean-Paul de Rocca-Serra, président RPR de la Corse, et Charles Millon, président UDF-PR de la région Rhône-Alpes ont été élus vice-présidents. M. Maurice Dousse, président UDF de la région Centre a été désigné comme trésorier et M. Charles Baur, président UDF-PR de la Picardie, comme secrétaire.

□ M. Dray favorable à une réforme institutionnelle. — M. Julien Dray, député PS de l'Essonne, a souhaité, vendredi 30 novembre, sur Franco-Inter, une réforme institutionnelle « pour que le Parlement joue pleinement son rôle ». M. Dray a critiqué l'usage de l'article 49-3 de la Constitution, « une véritable bombe atomique qui joue en permanence contre le Parlement », et s'est prononcé pour un retour au scrutin proportionnel, une limitation du mandat présidentiel à deux mandats de cinq ans et une limitation plus stricte du cumul des mandats.

□ M. Juppé souhaite une solution aux primaires « d'ici à la fin de l'année ». — M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a jugé, vendredi 30 novembre, à Dèals (Indre) qu'il était « indispensable » que le RPR et l'UDF trouvent « d'ici à la fin de l'année » une solution concernant l'organisation de primaires pour désigner un candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle. « Si nous nous présentons désunis, nous allons au casse-pipe », a ajouté M. Juppé.

□ M. de Villiers : « La nation française est en voie de désintégration ». — M. Philippe de Villiers, député UDF de la Vendée, estime, dans un entretien à Valeurs actuelles daté du 3 décembre, que « la nation française est en voie de désintégration ». « Toute l'action du gouvernement, et récemment encore le nouveau statut de la Corse, a pour effet d'accélérer l'atomisation », indique M. de Villiers.

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Les députés approuvent la création de l'agence de l'environnement

Les députés ont adopté, dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 novembre, le projet de loi portant création d'une agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, qui avait déjà été approuvé par le Sénat (le Monde du 17 novembre). Le texte a été voté par trois cent vingt et une voix (PS et UDC) contre deux cent vingt-deux (RPR et UDF). Le groupe communiste s'est abstenu.

Le projet, présenté par M. Brice Lalonde, ministre délégué à l'environnement, vise à regrouper les moyens de trois agences existantes : l'Agence nationale pour la récupération des déchets (ANRED), l'Agence pour la qualité de l'air (AQA) et l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), qui est de beaucoup la plus importante.

Au cours du débat, le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, a annoncé qu'une étude approfondie des trois établissements actuels avait été confiée à un comité de

pilotage, lequel devra remettre ses conclusions le 15 janvier prochain. Afin d'apaiser les inquiétudes des personnels, le gouvernement a accepté un amendement présenté par M. Huguette Bouchard (app. PS, Doubs), qui prévoit de procéder à l'harmonisation des conditions d'emploi et de rémunération des salariés de la future agence avant la fin de 1991.

L'Assemblée nationale a, par ailleurs, supprimé une disposition introduite par le Sénat, visant à créer une « commission de surveillance » où les parlementaires auraient été majoritaires. Sur la proposition de M. Claude Birraux (app. UDC, Haute-Savoie), elle a, en revanche, institué un « conseil scientifique » dont la composition sera arrêtée conjointement par les ministres de l'environnement, de la recherche et de l'industrie.

J.-L. S.

L'Office national des forêts élargit son champ d'action

Les députés ont adopté, vendredi 30 novembre, le projet de loi présenté par M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, modifiant diverses dispositions intéressant l'agriculture et la forêt. Seul le groupe communiste a voté contre, tandis que les députés socialistes, RPR et UDC se prononçaient en faveur de ce texte. Le groupe UDF n'a pas participé au vote.

Ce projet de loi prévoit des mesures d'adaptation et de modernisation en faveur du statut des organismes coopératifs agricoles et concernant le champ d'action de l'Office national des forêts (ONF). Pour M. Mermaz, ce projet permettra aux coopératives de rechercher des moyens modernes de financement et de favoriser des formes d'organisation « associant mieux les fournisseurs de technologie, de réseaux commerciaux et de capitaux ». Au nombre des sources nouvelles de financement, figurent notamment le relèvement du taux minimal de l'intérêt versé aux

parts sociales, l'extension de la liste des associés non coopérateurs et la possibilité d'émettre des certificats coopératifs d'investissement et des obligations.

Le projet étend les capacités d'intervention technique et financière de l'ONF en lui permettant de réaliser des études et des prestations d'ingénierie auprès de toute personne publique ou privée en France ou à l'étranger. M. Mermaz a rappelé que l'ONF gère un million sept cent mille hectares de forêt domaniale et deux millions cinq cent mille autres pour le compte des collectivités publiques propriétaires. Il a également rappelé que son chiffre d'affaires représentait trois milliards de francs. « Par son capital humain et matériel », a-t-il déclaré, le ministre de l'Agriculture, « il tient une place de premier plan dans la production de bois et dans l'aménagement de l'espace forestier. C'est un outil très précieux pour la mise en valeur d'un secteur où les besoins ne cessent d'augmenter ».

L'ONF pourra également développer les ventes de bois façonnées par des entreprises privées (en plus des ventes de bois sur pied), prendre des participations dans des établissements financiers spécialisés. L'ONF pourra également apporter son savoir-faire en matière d'aménagement de golf ou de parcs. Ce projet prévoit aussi d'instituer dans les forêts publiques, quand cela s'impose, un règlement destiné à mieux assurer la protection de la forêt.

Les députés ont adopté un amendement du gouvernement qui prévoit que l'indemnité annuelle d'attente versée aux agriculteurs de plus de cinquante-cinq ans et de moins de cinquante-neuf ans dont l'exploitation a été reconnue non viable n'est pas saisissable par les créanciers. Un autre amendement précise que le bénéfice de prestations en nature de l'assurance maladie demeure ouvert pour ces agriculteurs. Enfin, les députés ont adopté à l'unanimité deux projets de loi techniques relatifs au code rural et au code forestier, d'une portée purement formelle.

PIERRE SERVANT

Un rapport sur la pollution de l'eau

La commission d'enquête de l'Assemblée nationale consacrée à la pollution de l'eau et à la politique nationale d'aménagement des ressources hydrauliques a rendu public son rapport vendredi 30 novembre. M. Guy Malandain (PS, Yvelines) en était le président et M. Gilbert Millot (PCF, Gard) le rapporteur. Les commissaires RPR n'ont pas approuvé ce rapport de près de quatre cents pages. Ils ont estimé qu'il était « excessivement long et excessivement planificateur. Nous n'approuvons pas, précisent-ils, la détermination de la politique agricole commune, telle qu'elle apparaît dans le rapport et nous soulignons le caractère d'un peu simpliste du lien établi entre le développement de l'agriculture qualifiée d'« intensive » et la pollution par les nitrates ». Les commissaires UDF ont fait de même en émettant des réserves sur le fond et sur la forme. L'UDC a choisi, quant à elle, de s'abstenir.

Dans ses conclusions, le rapporteur affirme la nécessité et l'urgence d'une planification de la politique de l'eau : « C'est une grande question nationale aux enjeux économiques et écologiques d'urgence ». Il émet également le vœu de voir les assemblées élues (départementales, régionales) être mieux associées au fonctionnement des comités et des agences de bassins.

Création d'un groupe d'études parlementaire sur la « désinformation » à l'Assemblée nationale. Plus de soixante députés, membres de tous les groupes politiques de l'Assemblée nationale, ont décidé de créer un groupe d'études parlementaire sur la « désinformation », afin de réfléchir à une « déontologie de l'information ». Les membres de ce groupe d'études affirment que des « déformations » et des « dérives » se produisent notamment sur « les affaires étrangères, la défense, la production, la politique intérieure et les droits de l'homme ».

COMMUNICATION

La mort de Raymond Bourguine

Un patron de presse et un moraliste

Raymond Bourguine, sénateur (app. RPR) de Paris, président du conseil de surveillance du groupe Valmonde SA qui édite notamment *Valeurs actuelles* et *Spectacle du monde-Réalités* , est mort d'un cancer vendredi 30 novembre à Paris (le Monde du 1^{er} décembre). Il était âgé de soixante-cinq ans.

Si politiquement Raymond Bourguine penchait résolument à droite, son parcours de journaliste puis de patron de journaux comme *Valeurs actuelles* et *Spectacle du monde-Réalités* dressé de lui le portrait plus nuancé d'un professionnel hostile à la confusion entre presse et campagne électorale et d'un amateur de transparence financière. Homme de convictions, farouche défenseur du libéralisme, il était aussi un moraliste pour lequel la presse ne pouvait être la vassale de la politique et risquait à ce jeu d'écouler une condamnation en bonne et due forme.

Ce moraliste formé à la lecture de Voltaire et surtout de Pascal aimait à répéter aux cent vingt salariés de son groupe de presse sa profession de foi journalistique, empruntée à Talleyrand : « Je ne bâille ni ne lève le poignet ». Travailleur infatigable, cet amateur de sports de combat détestait perdre son temps et incitait ses journalistes « à comprendre et à dire » en refusant les attaques ad hominem. Ce qui n'a pas empêché *Valeurs actuelles* d'être condamné pour diffamation, notamment pour avoir laissé entendre d'une organisation humanitaire qu'elle était un agent du PCF.

Faillite d'impôt

Il fait ses premières armes à l'agence de presse France-Afrique à dix-sept ans. Mais c'est après la guerre, pendant laquelle il fut volontaire dans l'armée d'Afrique, qu'il démarre réellement sa carrière. Après un passage à la *Vie française* , ce passionné d'histoire des idées et d'économie entre en 1948 à l'hebdomadaire *Aux sources de la finance* de Paul Lévy, dont il est rédacteur en chef à vingt-trois ans. Il rachète le titre lors de sa mise en vente, le baptise *Finance* qu'il intègre à son groupe de presse créé en 1955, la Compagnie française de journaux (CFJ) dont il est actionnaire majoritaire avec sa femme, le reste du capital (20 %) étant confié à ses collaborateurs.

Finance devient le creuset de *Valeurs actuelles* , un hebdomadaire économique et financier auquel Raymond Bourguine intègre de nouvelles rubriques (politique, culture, etc.) afin d'en faire un news magazine à part entière. Il lance aussi le mensuel *Spectacle du monde* , « revue de luxe et de droites ».

La bonne santé de son groupe intéresse le groupe d'industries et de banques (Saint-Gobain, CGE, Suez, Banque d'Indochine) qui édite alors *L'Agefi* et *L'Information* , devenu ensuite le *Nouveau Journal* . De 1967 à 1970, sans percevoir de salaire, Raymond Bourguine, nanti du titre de PDC, pas-

sera la moitié de son temps au chevet de ces deux journaux afin de les remettre sur les rails. Mais *Valeurs actuelles* et *Spectacle du monde* auquel il rajoute un temps *Réalités* racheté à Hachette avant que ce titre ne soit arrêté, redonnent vite ses préoccupations principales.

Côté de ses activités de presse, Raymond Bourguine diversifie son groupe dans le brochage, l'édition (avec la Compagnie française de librairie, forte de quarante titres et d'autres comme Jean-Baptiste Duroselle ou le pape Jean-Paul II), le montage, l'exploitation de fichiers d'abonnement, le marketing direct. Dès 1971, Raymond Bourguine met en pratique son souhait d'être financièrement transparent. Son groupe de presse, à l'exemple du *Monde* ou du *Canard enchaîné* , publie depuis cette date son compte d'exploitation annuel. Et le journal éditorial qu'il lance en 1972, le *Bien commun* , publie en dernière page sa feuille d'impôt, ce qui fera d'ailleurs malicieusement dire au *Canard* que le patron de *Valeurs actuelles* gagne plus qu'un premier ministre.

Sans héritier direct, Raymond Bourguine s'était inquiété ces dernières années du sort de son groupe et rêvait de le transmettre à ses salariés. Avec 90 000 exemplaires vendus pour *Valeurs actuelles* et environ 100 000 pour *Spectacle du monde* , un bénéfice d'exploitation de 4,3 millions de francs en 1989 pour un chiffre d'affaires de 120 millions, celui-ci se porte bien. Quelques mois avant sa mort, Raymond Bourguine avait fait adopter à son groupe Valmonde-SA, Compagnie française de journaux le statut de société anonyme à directeur et conseil de surveillance. C'est Paul de ses fidèles, M. François d'Orville, directeur général et directeur des rédactions de *Valeurs actuelles* , qui sera nommé président du directeur, tandis que lui dirigea jusqu'à sa mort le conseil de surveillance.

YVES-MARIE LABÉ

Une élection sénatoriale partielle à Paris. Les élections sénatoriales, à Paris, ont lieu à la représentation proportionnelle. Les listes comportent autant de candidats qu'il y a de sièges à pourvoir, en l'occurrence douze. Lorsqu'un siège devient vacant, c'est le candidat venant sur la liste immédiatement après le dernier candidat élu qui remplace le sénateur élu sur cette liste. Lors de l'élection de septembre 1986, la liste commune du RPR et de l'UDF avait remporté onze sièges sur douze. A la suite de la disparition de Dominique Pado, le 18 mai 1989, le douzième candidat de cette liste, M. Bernard Guyonard, avait fait son entrée au Sénat. Comme il ne reste plus de suivant de liste, le décès de Raymond Bourguine entraîne obligatoirement l'organisation d'une élection partielle, au scrutin majoritaire à deux tours, dans un délai de trois mois.

Hors normes

Au printemps 1982, alors qu'enfilait la protestation contre une gauche idéologique, Raymond Bourguine s'était insurgé, dans nos colonnes, contre le détournement « politicien » d'une manifestation contre le terrorisme par ses propres amis de l'opposition, dont certains avaient défilé aux cris de « Défense assésin, Bédier en Syrie ». Il nous avait écrit : « La politisation est un mauvais calcul : on ne gagne des électeurs qu'avec de la tenue, en méritant leur estime ».

Cette anecdote résume l'homme politique : profondément de droite, d'une droite traditionnelle et nationaliste, il n'en était pas moins tout aussi profondément libéraliste. Il avait d'ailleurs, toujours dans nos colonnes, dénoncé avant l'élection présidentielle de 1981

l'argument de la peur utilisé par les amis de M. Giscard d'Estaing. Son libéralisme lui interdisait de craindre l'alternance ; son patriotisme lui fit apprécier la politique extérieure de M. Mitterrand comme le discours et l'action de M. Chevaleret.

Se conviction le portait à favoriser, au nom de ce qu'il croyait être le combat pour l'identité nationale, un rapprochement entre MM. Chirac et Le Pen ; sa lucidité l'avait conduit à plusieurs reprises à souligner les mérites de la gauche gouvernementale. Bref, il était hors normes, d'une droite traditionnelle et nationaliste (il était républicain) au caractère fier et ombrageux. Humaniste, homme d'une grande tenue, il méritait à coup sûr l'estime et le respect.

J.-M. C.

Blocage des négociations à FR 3

Le mouvement de grève se poursuit à FR 3 et paralyse la réalisation des journaux télévisés régionaux et nationaux, en dépit des négociations entamées vendredi 30 novembre, entre les syndicats (SNJ, CFDT, COT et FO) et M. Dominique Alduy, directrice générale de la chaîne.

M. Catherine Tessa, ministre déléguée à la communication, a reçu une délégation de FR 3 Nord-Pas de Calais, à l'issue d'un colloque à Lille le 30 novembre. Elle a souligné « que des négociations s'engagent afin que

l'image de FR 3 » qu'elle juge positive « ne soit pas ternie par la poursuite de ces conflits ».

Les négociations semblent cependant bloquées, la direction de FR 3 estimant ne pas disposer d'une enveloppe financière suffisante. Les syndicats réclament un salaire minimum de 11 200 F mensuels pour les journalistes et une définition de plans de carrière. La grève monte dans les régions, où des journalistes dénoncent des écarts de salaire de l'ordre de 3 000 F à l'embauche, entre Paris et la province.

LIVRES POLITIQUES

Le monde bouge, plus vite, plus profondément, qu'il ne le fait habituellement, en dehors des guerres mondiales et des révolutions planétaires, ou se voient telles. Ce n'est pas une impression passagère, il y a les faits qui prodigent l'actualité et, en bouleversant des paysages figés et familiers, atteignent à la dimension historique.

Pas de doute, le monde bouge et réactive toutes les interrogations, conjectures, hypothèses, que l'on peut faire à son sujet en termes de géopolitique et de stratégie. C'est le genre de voyage qu'il vaut mieux ne pas entreprendre sans précautions et sans bagages. A la mesure de ses possibilités, ont, à la merci de ses fournisseurs, cette chronique à précisions vocation de répondre à l'ordinaire ou à l'urgence de ces besoins en matériaux propres à fournir une base de réflexion. Or elle tenait en réserve quelques livraisons récentes qui peuvent nous aider, par rapport à l'actualité, à prendre du recul et à mieux entrevoir l'avenir.

Comme toujours, cela ne va pas sans un retour vers le passé. Aussi le général Gallois, auteur de plusieurs ouvrages de stratégie, théorique du concept de dissuasion, revient-il, avant de se lancer dans la prospective, sur la manière dont les peuples et les pays, à travers leurs dirigeants ou leurs prophètes, ont, au long de l'histoire, pensé les moyens et les possibilités de leur puissance potentielle ou réelle. Son essai, intitulé *Géopolitique, les voies de la puissance* , refait ce chemin au cours duquel des empires se sont imposés et ont disparu, des nations se sont créées, des frontières se sont déplacées au gré des regroupements, invasions et conquêtes, sous la pression du nombre et avec le concours du progrès technique et de la modernité des armes.

Les conditions, les moyens, les acteurs, les penseurs de ces géopolitiques en action sont exposés, analysés, critiqués grâce à une documentation qui, constamment, passe de la référence au passé historique à l'état présent des lieux et à ce qu'on peut prévoir de l'avenir. S'il est exact, comme le note le professeur René-Jean Dupuy dans sa préface, qu'il ne s'agit ni d'un manuel ni d'un traité, ce n'est point que la matière d'une information complète et pédagogique fasse défaut, mais parce qu'elle est au service de la démonstration à laquelle l'auteur s'emploie.

Pierre Gallois n'occulte pas les faiblesses du raisonnement géopolitique appliqué à la réalité formelle qu'il ignore certains facteurs humains ou idéologiques. Et ses dérivés aussi, lorsqu'il se prévaut de la science et s'inspire de la métaphysique pour justifier quelque nationalisme, ou, par exemple, le pangermanisme (jusqu'à se compromettre avec le nazisme). La stratégie réapparaît pour souligner le bouleversement qu'a introduit l'arme nucléaire — en particulier la sous-marin nucléaire lanceur

La stratégie au passé et au futur

d'engins — dans la conception traditionnelle de la guerre : cette dernière s'est trouvée dépourvue de sens dès lors qu'elle ne pouvait empêcher une riposte aussi dommageable que l'attaque.

La limite de la géopolitique, on la mesure en constatant que les grandes puissances ont accumulé depuis quarante ans, et en vain, un potentiel d'armement excessif par rapport au seul de dissuasion nécessaire. Aujourd'hui, explique le général Gallois, la géopolitique vit de bord en inversant l'ordre de ses préoccupations. Empreinte de déterminisme à l'origine, elle a d'abord étudié l'influence de l'environnement (géographie, climat, peuplement, richesses naturelles) sur les sociétés ; désormais il lui faut prendre en compte l'épuisement du milieu par l'homme. Elle doit intégrer dans ses calculs le poids de l'opinion, les valeurs et les contraintes des démocraties, la banalisation d'armes redoutables qui, avec la précision des moyens d'attaque verticale, étendent le champ de la dissuasion, l'apparition de nouveaux armements, les brassages prévisibles de populations, les déséquilibres démographiques, les disparités de richesses, les difficultés d'adaptation à la course au progrès, notamment en matière d'enseignement, la compétition spatiale.

Dans la complexité grandissante du monde contemporain, la géopolitique reste, selon l'auteur, « un guide précieux » qui, comme le montrent les exemples d'application aux Etats-Unis et à l'empire soviétique, permet sinon d'obtenir des réponses à toutes les questions, du moins de poser correctement celles auxquelles l'avenir répondra.

On retrouve Pierre Gallois, ainsi que Lucien Poirier, autre éminent expert, dans ce qui sera aussi un guide précieux sur l'art de la guerre, des origines au nucléaire. Ils y figurent à un double titre : comme producteurs de réflexion stratégique et comme parrains, en quelque sorte, de cette *Anthologie mondiale de la stratégie* qu'a établie Gérard Challaud. En effet, Lucien Poirier en a rédigé la préface, et Pierre Gallois la postface.

Entre leurs contributions défilent plusieurs milliers de pages de pensée stratégique, une véritable somme sur le sujet : mille six cents pages, près de cent cinquante auteurs cités, des textes empruntés à des traités chinois, sanskrits, arabes, persans, byzantins, dont un cinquième étaient inédits en français. Aux côtés des grands classiques du genre, Gérard Challaud a privilégié des auteurs peu ou pas connus du public. Dans son introduction, qui est en elle-même un

essai sur l'usage et la maîtrise de la violence guerrière dans le cours des relations humaines, il souligne combien la nature de la guerre a évolué selon les époques et le niveau technique des armes. Des transformations lentes enregistrées jusqu'au XVI^e siècle, on est passé à une accélération de plus en plus rapide des progrès technologiques.

Cette mise en perspective de l'art de la guerre depuis les origines corrige certaines des idées reçues en ce domaine et en fait émerger de nouvelles. « L'antagonisme fondamental du IV^e siècle avant notre ère jusqu'au XIV^e siècle après J.-C., à l'échelle du continent eurasiatique, est celui entre nomades et sédentaires », affirme G. Challaud. L'auteur relativise les excès de « la réinterprétation nationaliste de l'histoire depuis le haut Moyen Age » et conteste la causalité morale souvent attribuée au déclin des empires. Il relève que, sur le plan de la théorie militaire, les stratégies chinoises et byzantines se révélaient plus aigues que les chefs de guerre occidentaux et musulmans. Il souligne enfin la part de plus en plus grande prise par la stratégie indirecte, qui agit par des moyens autres que militaires et avec d'autant plus d'efficacité que le progrès des communications et la sensibilité des opinions publiques ont accru la vulnérabilité civile.

Dans sa *Critique de la stratégie* , Jean-Paul Charnay aborde la question du point de vue philosophique. Il constate que le contenu du concept de stratégie s'est modifié au cours des âges et qu'il est sorti du champ de bataille au point de se laisser emporter par des dérives sémantiques qui peuvent lui donner des sens totalement divergents. L'engouement actuel pour ce terme reste ambigu et traduit, par rapport à une anxiété ambiante, des besoins mélangés de rationalité, de « scientificité », de cohérence, de prévisibilité, afin de réduire le hasard et de retrouver une maîtrise perdue. La stratégie apparaît dès lors comme « une activité psychique et comportementale organisationnelle par rapport aux environnements et aux autres ». C'est peut-être trop lui demander, et l'auteur lui attribue plus modestement la capacité d'œuvrer « à l'étude des modes de conduite et de réajustements inter-individuels et intergroupaux selon les procédés de lutte relatifs aux milieux considérés ». La stratégie deviendrait l'art de gérer le moins mal possible les relations avec l'autre, sous toutes les formes où il se présente.

► *Géopolitique, les voies, de la puissance* , par Pierre Gallois. Pion, 474 pages, 180 F.

► *Anthologie mondiale de la stratégie* , par Gérard Challaud. Robert Laffont, collection « Bouquins », 1 600 pages, 150 F.

► *Critique de la stratégie* , par Jean-Paul Charnay. L'Hermès, 324 pages, 140 F.

ANDRÉ LAURENS

SOCIÉTÉ

La journée de protestation du monde judiciaire et le discours de M. Mitterrand devant la Cour de cassation

En réponse aux grévistes du monde judiciaire qui exprimaient leur mécontentement pour la troisième fois en six mois, le président de la République s'est prononcé vendredi 30 novembre pour une réforme partielle du statut des magistrats, dissociant le grade et la fonction de juge, afin de mieux garantir leur indépendance, sans envisager toutefois une refonte du Conseil supérieur de la magistrature par le biais d'une réforme constitutionnelle. Intervenant devant les hauts magistrats, à l'occasion du bicentenaire de

la Cour de cassation, à Paris, M. François Mitterrand a également reconnu que le budget de la justice n'était « pas suffisant ».

Dans le même temps, quelque deux mille cinq cents professionnels de la justice manifestaient tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du palais de justice de Paris. Des incidents ont marqué la manifestation.

L'intersyndicale s'est déclarée « satisfaite » de l'importance de la mobilisation. Au palais de justice de Paris, la plupart des magistrats avaient tenu à

assurer au moins une partie de leurs audiences en évoquant « l'intérêt du justiciable ». Cependant les chambres ont ouvert leurs portes avec des retards variant de une à deux heures et beaucoup de dossiers ont été renvoyés. En province, et jusqu'en Polynésie, les tribunaux ont fonctionné au ralenti : à Marseille, Lyon, Lille, Aix, les tribunaux n'ont assuré qu'un service minimal, alors qu'à Bastia, Nice, Toulouse, et dans l'ouest de la France (normis Rennes) ils ont été complètement paralysés. Dans plusieurs

prisons, notamment à Fleury-Mérogis, les surveillants ont bloqué les portes des établissements.

A Lyon, l'intersyndicale a décidé de lancer, à compter du lundi 3 décembre, une opération de « retour à la légalité ». « Il ne s'agit pas d'une grève du zèle qui aboutirait à pénaliser les justiciables, précise un magistrat, mais d'une stricte application des textes et des règles qui sont quotidiennement enfreints pour cause de pénurie et de sous-effectifs ».

Des promesses au milieu des cris

La tension était évidente, physique, palpable. Depuis des heures, les abords du palais de justice de Paris étaient quadrillés par les forces de l'ordre. A plusieurs centaines de mètres du théâtre des opérations, les CRS avaient pris place. En tuniques bleues et rangiers, jambes solidement écartées, les policiers étaient égrenés le long des quais. Il ne fallait pas d'incidents, puisque le président de la République, devant la plus haute juridiction de France occupée à fêter dignement son bicentenaire, allait, enfin, parler de la justice, sous l'œil des juges les plus éminents de France et de leurs homologues étrangers, polonais, tchécoslovaques, hongrois, britanniques, tchèques ou allemands.

Dans le même temps, sous la houlette d'une joyeuse cohorte au bord du monôme, à l'abri des soupentes des locaux syndicaux du palais de justice, un autre genre de fête s'organisait, et l'on frissonnait déjà des plaisirs de l'interdit. Grève, statutairement interdite pour les magistrats comme pour les surveillants de prison : manifestation, interdite dans les modalités prévues par la loi. Ces deux mondes-là, en principe, n'auraient pas dû se rencontrer. C'est bien pourquoi les autorités, soucieuses des bonnes manières, avaient confisqué la place Dauphine, lieu prévu de la manifestation, juste sous les fenêtres de la salle de parade où, toutes dentelles dehors, la haute hiérarchie judiciaire, en compagnie des

plus prestigieuses autorités de l'Etat, souhaitait se retrouver paisiblement entre gens de bonne compagnie.

Si la rencontre se fut pas physique, elle fut du moins tout à fait sonore. Alors que les discours succédaient aux discours, en bouffées, le bruit, la clameur même des manifestations, s'insinuaient dans la Cour de cassation. Les têtes se tournaient, un peu gênées. Déjouant les barrières métalliques disposées en chaises, les manifestants étaient parvenus, à la faveur d'un jeu de piste qui les avait rejoints, tout près du lieu de la grand-messe.

Étrange rapprochement — alors que l'on dressait le buffet du soir, que l'on disposait les fleurs de somptueux bouquets, que des buissons de fruits et de beaux jambons roses attendaient de trouver leur place sur les buffets — que les serveurs en veste blanche amidonnée essayaient les verres, que celui de ces manifestants toutes banderoles déployées et de ces hautes personnalités des mondes politique et judiciaire, tout juste séparés par du marbre et une lourde porte de bois. Au plafond de la Cour de cassation, dans ses voiles bleus, une dame flanquée d'un angeot accompagnait une inscription qui n'a rien d'un graffiti : « E justitia lumen » (de la justice, sort la lumière...)

Des fenêtres, lorsque l'on se penchait discrètement, on pouvait voir galoper quelques policiers et l'on devinait qu'un peu plus loin l'am-

blance devait être nettement moins civilisée. M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, rappelait au président de la République, naguère si ému par la crise lycéenne, ses propres paroles : « Une société qui n'écouterait pas sa jeunesse préparerait mal son avenir. » Il espérait que « hors les bruits et les cris », de la justice, il faudrait bien sortir. Sans doute, faute de tomber dans l'inconvénient, ne s'est-il pas autorisé à aller plus loin. Et le président lui a répondu, s'adressant, au-delà de la Cour de cassation, à ceux dont les cris perturbaient l'équilibre. Sans fioritures, M. Mitterrand a défendu sa conception de la justice, lui que l'on n'a jamais entendu dire « à l'instar d'un de [ses] illustres devanciers [le général de Gaulle] que toute l'autorité, y compris judiciaire procédait du chef de l'Etat ».

Réforme de l'aide légale

« Peut-être que d'anciens, le regard rivé à l'événement, plus soucieux d'actualité que d'analyse » ne vous croient-ils pas l'enthousiasme : mais le chef de l'Etat annonce clairement le cadre au-delà duquel il ne veut pas aller. Oui, il est favorable à une réforme de l'aide légale, oui, il faut plus de moyens à la justice, et il s'engage à un effort budgétaire régulier, année par année jusqu'à la fin de son mandat. Oui, il veut bien d'une réforme du statut de la magistrature, une

réforme par le biais de la loi organique, mais, qui, laisse-t-il entendre, pourrait aussi conduire à modifier le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature. Oui, il a confiance dans les juges. Ce n'est pas rien. Mais les circonstances mêmes de cette annonce — alors qu'ébahis ceux à qui s'adresse ce discours découvrent qu'on les traite comme des casseurs en puissance, tout drapés dans leurs robes qu'ils puissent être — lui donnent-elles des chances d'être entendue ?

L'insigne maladresse avec laquelle ont été traités ces manifestants qui, à tort ou à raison, ne se contentent pas tout à fait comme les autres, l'humiliation qu'ils ont ressentie d'être bousculés et pour certains marqués dans l'enceinte même du palais de justice, le filtrage sélectif qui laissait le champ libre à la police mais non aux représentants de la justice n'ouvrent pas vraiment la voie à une grande réconciliation entre un gouvernement à qui l'on arrache par une mobilisation sans précédent des concessions pourtant non négociables, et un petit peuple de magistrats, avocats, fonctionnaires, qui à le sentiment d'avoir, comme jamais auparavant, été traité avec mépris. Les cahiers de doléances, patiemment collectés depuis plusieurs semaines et parfois enrubannés de tricolore, sont restés dans les sacs, et, malgré les promesses, la colère une nouvelle fois est montée d'un cran.

AGATHE LOGEART

Juges contre policiers

Qu'un magistrat, en robe qui plus est, vienne à tâter du caoutchouc renforcé des matrasques des gendarmes mobiles, et toutes les professions de la justice se rebiffent. Il faut dire qu'on n'avait jamais vu ça : noir contre noir, robes contre uniformes, vendredi 30 novembre au milieu de la galerie des prisonniers du palais de justice de Paris.

Choqués par l'étendue du dispositif de sécurité, étonnés par la détermination de professions habituellement pacifiques, éducateurs, greffiers et surveillants de prison regardaient, sans vraiment y croire, les avocats et les juges se joindre à eux, arracher les barrières de protection, bousculer les forces de l'ordre, réclamer la « liberté pour la justice », hurler leur sentiment d'être « tous des lycéens », ou fustiger « Mitterrand délinquant ». « C'est vrai qu'on n'en revient pas », reconnaissait Yves Roussel, délégué CFDT-justice et porte-parole de l'intersyndicale, ses cahiers de doléances destinés au président de la République encore sur les bras. « Mais c'est le résultat de leur bêtise. S'ils n'avaient pas interdit la manifestation, les gens n'auraient pas explosé comme ça ».

Le fait du prince

Une explosion tournant à l'hystérie chez cette avocate, parfaitement maillée pour l'occasion, insultant les gendarmes et haranguant la foule pour réclamer que « les vrais hommes leur rentrent dedans ». Une révolte prenant aussi parfois des airs de partie de cache-cache lorsque près de deux cents personnes, profitant du dédale des couloirs du palais de justice pour prendre à revers les gendarmes, se retrouveraient à une certaine de mètres de la porte de la Cour de cassation où le président de la République s'apprêtait à prononcer son discours. Lorsque les forces de l'ordre stoppèrent leur progression, ils étaient à quelques pas du buffet prévu pour la clôture des festivités. Deux heures plus tard, un magistrat exhibait encore son « trophée », une petite branche de sapin arrachée d'un bouquet. Et toujours ce même constat : « On nous a pris pour des casseurs... »

Parmi les quelque deux mille cinq cents manifestants venus de toute la France, de Strasbourg à Quimper, de Nice à Boulogne-sur-Mer, il n'en était pas un pour excuser la décision du préfet de police d'interdire la place Dauphine, lieu de protestation initialement prévu. Si les responsables syndicaux attendaient le résultat de la requête en référé formée pour « voie de fait » contre le préfet par la fédération CFDT de la justice — requête rejetée dans l'après-midi, — les autres avaient déjà jugé. « On a d'abord cru que c'était un gag, souriait Jean-François Rivaud, juge d'instruction au tribunal de Laon (Aisne). Puis on s'est demandé si on était au Chili. Une pareille atteinte au droit d'expression, c'est incroyable. Mais ça n'a démobilisé personne. Au contraire, Saint-Quentin et Soissons nous ont rejoints. » Didier Dalin, président de la Fédération nationale de l'union des jeunes avocats, dénonçait, quant à lui, le « fait du prince » et la « dérive vers une république bananière ».

Pour condamner, comme Jean-Christophe Vautout-Pfister, du Syndicat de la magistrature, « la justice à deux vitesses », « celle des pauvres, celle qui est dans la rue, et celle des riches, bien assise sous les lambris dorés de la Cour de cassation », fonctionnaires, magistrats et avocats ont donc franchi une étape dans la contestation. « Une étape dans l'escalade de la violence », reconnaissait un « faisant-fonction de greffier ».

Pourtant, hormis quelques bosses, comme celle aborée, après la bataille, par Claude Perrot, membre du bureau de l'Union syndicale des magistrats (USM), personne n'a été blessé. M^{me} Marianne Lassner, juge d'instance au tribunal du 10^e arrondissement, a porté plainte pour « violences et voies de fait ». Bousculée, traînée au sol par des hommes en uniforme, elle n'était que légèrement contusionnée. Mais, comme chez beaucoup d'autres, la blessure était ailleurs. Encadrée, le regard enveloppé les cars de CRS encore en place sur le quai d'en face, une jeune greffière, qui venait protester pour la première fois, ne comprenait toujours pas : « On était chez nous. Pourquoi ne nous ont-ils pas laissé manifester ? »

NATHANIEL HERZBERG

Les « affaires » du football

La Fédération propose des sanctions sévères

M. Jean Fournet-Fayard, président de la Fédération française de football (FFF), est entré en jeu vendredi 30 novembre dans la crise que traverse son sport. A l'issue d'un conseil fédéral exceptionnel, il a rendu publiques diverses propositions qui seront soumises à la prochaine assemblée générale de la FFF, en mars 1991.

Si elles sont adoptées, elles devront ensuite être approuvées par le secrétariat à la jeunesse et aux sports et le Conseil d'Etat. La plus spectaculaire concerne l'argent « noir » du football : « Tous les dirigeants, joueurs et entraîneurs qui seront convaincus, soit d'avoir proposé ou remis des sommes occultes, soit de les avoir sollicitées ou acceptées, feront l'objet d'une sanction allant d'un an de suspension à la radiation ».

En marge de cette proposition, le conseil fédéral souhaite qu'une table ronde soit organisée réunissant les autorités du football, le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, le ministère du budget et l'association des maires de grandes villes. Il entend également saisir les commissions compétentes de la FFF — la commission natio-

nale de discipline et la direction générale de contrôle de gestion — des affaires actuellement instruites. Enfin, le président de la FFF devrait prochainement se porter partie civile dans l'instruction ouverte contre le SC Toulon, de manière à avoir accès aux dossiers. « Quoi qu'il arrive, nous sommes fermement décidés à aller au terme du processus engagé pour une transparence totale », a conclu M. Fournet-Fayard.

Réunis en séminaire à Paris, les présidents de clubs membres de l'Union des clubs professionnels de football (UCPF) ont, de leur côté, adopté plusieurs propositions qui seront soumises le 8 décembre à l'assemblée générale de la ligue nationale. Les plus importantes concernent la réduction du nombre de joueurs professionnels autorisés dans chaque club — il passerait de vingt et un à dix-neuf en première division dès la saison 1991-1992 — et l'interdiction faite aux clubs de rémunérer des intermédiaires lors des transferts. En outre, l'UCPF propose qu'aucun club en proie à des difficultés financières n'ait le droit d'engager de nouveaux joueurs.

Ph. Br.

Les déclarations du président de la République

« Je fais confiance aux magistrats »

La loi d'amnistie.

« Hormis celles qui violent les principes fondamentaux, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise loi, pour le juge, pas de loi bien ou mal votée, mais la loi votée par les représentants du peuple, et la grandeur du juge est de s'incliner devant elle sans prétendre à un « droit de remontrance » disparu avec les parlements de l'Ancien Régime (...).

Le procès du pouvoir exécutif.

« Vous voulez au respect de la loi, vous protégez les libertés individuelles. Telle est votre mission, la plus noble sans doute, qui exige que soient assurées l'importance et la dignité de la fonction judiciaire et que, par conséquent, la part des autorités de l'Etat, une considération particulière.

« Voilà bien la question ! me répondront ceux qui, dans cette salle et au-delà, prennent part au débat très animé et très actuel qui porte aussi bien sur les principes (par exemple, qu'en est-il de l'indépendance de la magistrature ?) que sur les moyens statutaires et matériels dont disposent les magistrats et les auxiliaires de justice pour accomplir leur tâche. Débat — et souvent polémique — qui brouille les faits, ravive les passions : polémique

— et souvent procès — fait au pouvoir exécutif et que j'entends mettre au clair devant vous.

« Il y a beau temps que vous n'assistiez plus à la vaine des tribunaux d'exception créés ou dissous, créés et dissous au gré de leur complaisance à l'égard du pouvoir politique. Il y a beau temps que vous n'entendez plus le ministre de l'Intérieur prétendre publiquement et précipitamment au terme d'une brève enquête de police sur l'assassinat d'un ancien ministre que l'affaire est bouclée et les coupables découverts.

« Il y a beau temps que vous n'entendez plus, ou que vous n'avez pas vu, un garde des sceaux suspendre de ses fonctions un juge d'instruction coupable d'avoir publié un article, sous un pseudonyme, dans un important quotidien, l'arrête là, la liste serait longue.

Affaires.

« Si l'on voit surgir cette foison d'affaires suspectes, malhonnêtes, ce n'est pas tant que les mœurs des milieux politiques, sportifs, industriels ou

autres soient plus corrompues qu'hier. Bien que là où l'argent règne on ne doit jamais s'étonner des effets qu'il produit. C'est aussi que les juges se sentent libres d'agir (...).

« Au demeurant, le Parlement vient de voter une loi dont l'objet est précisément d'assainir dans certains domaines, les mœurs qu'on se sent envahies trop d'être et de non-être et depuis trop longtemps, que dis-je, depuis toujours, tous portés confondus, fâchés d'un code écrit. Je souhaite que, 22 décembre, à ce texte bien tard, mais il est là, soient réprimées ces infractions contraires à la morale, celle que nous connaissons, que comprenons et que pratiquent les honnêtes gens tout simplement (...).

Statut des magistrats et réforme du Conseil supérieur de la magistrature.

« On discute beaucoup du Conseil supérieur de la magistrature. J'ai moi-même, naguère, pris part à cette controverse, et l'on me renvoie de temps à autre « ces de bonne guerre — à mon engagement de 1981, rédigé en ces termes : « L'indépendance des magistrats sera assurée par la réforme du Conseil supérieur de la magistrature », formule brève et même je l'admets un peu courte, mais je n'ai rien à y redire. Faut-il recourir pour cela au grand appareil d'une révision constitutionnelle ? Certains le souhaitent, j'y voudrais rompre tout lien avec le chef de l'Etat. L'article 64 de la Constitution dit, en effet : « Le Président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire. » Et qu'il s'est assisté, par le Conseil supérieur de la magistrature ». Mais alors, je vois le demandeur, qui serait le garant de l'indépendance dans notre République ? Les organisations professionnelles et syndicales ? La corporation ? Sous le prétexte de protéger les magistrats contre les abus éventuels du pouvoir politique, toujours soumis au contrôle du Parlement et de l'opinion publique, on instaure l'emprise, sur la magistrature, des pouvoirs irresponsables (...).

« Plus sage, il me semble, serait de modifier la loi organique du 22 décembre 1958. Là-dessus, l'imagination est libre, là aussi (...). Quoi qu'il en soit et pour ce qui me concerne, j'ai veillé dans la pratique à laisser aux membres du Conseil supérieur de la magistrature leur entière liberté de choix. Depuis plus de neuf ans, il ne m'est jamais arrivé de substituer d'autres noms à ceux qui m'étaient proposés. J'en avais le droit. Mais j'avais aussi le devoir de proté-

ger l'esprit même de nos lois, telles du moins que je les souhaite (...).

Moyens.

« Former, moderniser, alléger, simplifier, c'est bien ce que j'attends de tous. Encore, à cette fin, les magistrats, les fonctionnaires, les auxiliaires de justice ont-ils besoin, c'est évident, d'autres moyens que ceux qu'ils ont. Cela ne peut être résolu sur un seul budget, je veillerai tout au long de mon mandat à ce que l'effort soit poursuivi d'année en année et, le cas échéant, amplifié (...).

Confiance.

« J'essaie de trouver le mot qui traduirait le mieux ma pensée. Et, plus que ma pensée, le sentiment qui m'habite à l'égard de tous les magistrats dont vous les magistrats de la Cour de cassation êtes les représentants. Je les sais tous au service de nos idéaux, au service de la République, au service de la justice et ce cela, soit entendu, je leur fais confiance.

« Le Comité pour la vérité sur la disparition du pasteur Doucë refuse l'adhésion de l'inspecteur Doucë. — Se déclarant « délié de son obligation de réserve et désireux de voir écarter la vérité dans l'affaire de l'enlèvement et de l'assassinat du pasteur Doucë », l'inspecteur des Renseignements généraux, Jean-Marc Dufour, qui avait été chargé de surveiller les activités du pasteur, a demandé à adhérer au Comité pour la vérité sur la disparition du pasteur Doucë. L'association a répondu par la négative : « Nous ne saurions accorder la dernière manœuvre » de M. Dufour, qui, le 19 juin, « violamment agressé le pasteur Doucë en un environnement à sa porte à 1 h 30 du matin en tenant des propos qui se voulaient menaçants ». Le Comité, organisé samedi 1^{er} décembre à 19 heures une marche entre la tour Eiffel et le parvis des Droits-de-l'Homme du Trocadéro.

« Le FLNC revendique deux mitrailleses et un attentat à l'explosif. — Le FLNC a revendiqué vendredi 30 novembre à Ajaccio, par le canal habituel, les mitrailleses de Bastia le 27 novembre (le Monde du 29 novembre) et d'Ajaccio le lendemain, ainsi qu'un attentat à l'explosif qui avait causé des dégâts matériels au palais de justice d'Aix-en-Provence jeudi 29 novembre.

Rejet de la plainte de la famille Crombet

« Sans intention discriminatoire »

Le parquet de Lille a rejeté vendredi 30 novembre la plainte déposée par les avocats de la famille de Patrick Crombet contre le président de la 8^e chambre correctionnelle du tribunal de Lille, M. Dominique Couturier, pour « discrimination en raison d'un handicap ». Patrick Crombet, vingt et un ans, devenu tétraplégique après avoir reçu une balle tirée par le sous-brigadier Alain Joyez, est mort le 7 novembre. Une semaine auparavant, s'était déroulé le procès (le Monde du 10 novembre) au cours duquel le président Couturier n'avait pas laissé Patrick Crombet s'exprimer, estimant que ce « spectacle n'avait pas lieu d'être en audience publique ». Pour la mère et les frères de la victime, Patrick Crombet se serait ensui-

N. H.

محضان النحل

SOCIÉTÉ

Pour protester contre leur nouveau statut

Les pompiers manifestent à leur tour à Paris

A l'appel de leur inter-syndicale (CFDT, CGC, autonomes et CFTC) et de leur Fédération nationale, plus de 30 000 sapeurs-pompiers étaient appelés à manifester, samedi 1^{er} décembre à Paris de la place de la Nation à la place de la République.

Ils auraient tout organisé de la même façon si un tremblement de terre s'était produit. Pour encadrer la manifestation, un « PC de crise » a été mis en place, avec une direction des secours, des services de radio, de sécurité, etc.

En défilant en tenue, les sapeurs-pompiers prennent le risque de sanctions, mais ils montrent ainsi qu'ils sont déterminés à refuser le nouveau statut rendu public le 25 septembre dernier par le gouvernement. Leur fédération nationale qui regroupe la presque totalité des 222 000 sapeurs-pompiers et quatre syndicats dénoncent le texte qui trahit, selon eux, les accords Dursfour sur la grille de la fonction publique. Les 20 000 sapeurs-pompiers professionnels et les 200 000 volontaires attendaient de ce nouveau statut qu'il règle en profondeur d'anciennes revendications et qu'il calme certaines inquiétudes. Ils sont déçus.

La prévention et les secours reposent actuellement sur une organisation communale des corps de sapeurs-pompiers. Ces derniers souhaitent une structure départementale : « Les équipements importants ne peuvent être acquis qu'au niveau des départements, sinon de la région », explique le commandant Delaigue, secrétaire général du Syndicat national des officiers professionnels. Il faut d'énormes moyens pour lutter contre les feux de forêt ou les risques chimiques. Les communes traversées par le TGV, par exemple, ne peuvent s'équiper des moyens nécessaires pour parer à une catastrophe ferroviaire.

34,74 francs de l'heure

Si le gouvernement partage cet objectif, il refuse toutefois la création d'une direction nationale demandée par les syndicats. Elle permettrait, selon eux, non seulement de mieux coordonner les secours mais d'harmoniser les règles de fonctionnement. Actuellement, selon les casernes, les

sapeurs-pompiers travaillent sur des rythmes très différents, (de 24 à 36 heures de travail consécutives pour un à deux jours de repos).

Les volontaires, qui assurent le quadrillage des zones semi-urbaines et rurales, apportent une aide indispensable aux sapeurs-pompiers professionnels. Les organisations professionnelles et les pouvoirs publics s'accrochent sur la nécessité d'améliorer leur protection sociale. Mais ces volontaires posent des problèmes de disponibilité. Leurs absences répétées créent souvent des difficultés avec leur employeur. C'est pourquoi le ministre de tutelle, M. Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, suggère que leur statut s'inspire de celui des élus avec des garanties professionnelles et un crédit d'heures pour la formation. Mais les pouvoirs publics ne souhaitent pas imposer aux collectivités locales une augmentation de la vacation versée aux volontaires qui n'attendent cependant que 34,74 F de l'heure.

La peur d'une militarisation

Le sentiment d'être mal compris des pouvoirs publics, alors qu'ils se savent unanimement appréciés par la population, ravivent leur crainte d'être un jour remplacés par l'armée. Une rumeur ne circulait-elle pas récemment dans les casernes de France selon laquelle les militaires basés en Allemagne feront office de sapeurs-pompiers à leur retour en France ?

L'armée organise les secours à Paris depuis Napoléon et à Marseille depuis l'incendie des Nouvelles Galeries en 1936, mais les sapeurs-pompiers voient « une militarisation rampante » dans plusieurs des dispositions récentes. Ils dénoncent ainsi le décret du 1^{er} août dernier qui permet d'utiliser des appelés du contingent comme auxiliaires dans les corps de sapeurs-pompiers.

D'autre part, les pouvoirs publics s'étonnent de l'hostilité des sapeurs-pompiers aux unités d'instruction et d'intervention de la Sécurité civile. Trois unités de six cents appelés encadrés par des militaires existent déjà, deux sont en projet. Elles n'ont pas de compétences territoriales et sont placées sous l'autorité du ministre de l'Intérieur qui leur donne l'ordre d'intervenir dans des circonstances bien particulières. On les a vues en France, appelées en ren-

fort, sur les feux de forêt ou les marées noires. Elles sont également intervenues sur les tremblements de terre de Mexico, d'Arménie, des Philippines et d'Iran. « C'est de la poudre aux yeux », disent les représentants des sapeurs-pompiers. Ces unités coûtent cher et sont incompétentes.

Les sapeurs-pompiers qui « ne veulent pas, disent-ils, se faire avoir comme les infirmières » menacent, s'ils ne sont pas entendus après leur manifestation du 1^{er} décembre, de passer à des formes d'action plus « radicales ». On peut, dans ces conditions, se demander si la proposition de M. Philippe Marchand de placer des représentants des sapeurs-pompiers à la direction de la sécurité civile suffira à calmer le mécontentement d'une profession bien décidée à montrer son « esprit de corps ».

CHRISTOPHE DE CHENAY

M. Lalonde crée un institut de recherche sur l'environnement industriel

M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, devait inaugurer, vendredi 30 novembre à Verneuil-en-Halatte (Oise), le nouvel institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS), qui doit prendre le relais de deux organismes appelés à disparaître, le CERCHAR (Centre d'études et de recherches de Charbonnages de France) et l'IRCHA (Institut de recherche chimique appliquée).

Le CERCHAR dispose de 50 hectares à Verneuil-en-Halatte (Oise), où sont menés des essais d'explosion et d'incendie propres aux mines de charbon. Quelque 470 personnes (dont 140 ingénieurs) travaillent sur ce site. L'autre centre de recherche, l'IRCHA, possède des laboratoires à Vert-le-Petit (Essonne), où 132 personnes s'appliquent au contrôle de la qualité de l'air et des eaux (potables ou usées) et mènent des études d'écotoxicolo-

gie. Etant donné le déclin de l'exploitation du charbon en France, le CERCHAR ne consacre plus que 20 % de ses activités à ce produit. Ses laboratoires se sont reconvertis notamment dans les poudres et explosifs, ainsi que dans la recherche de nouvelles sources d'énergie comme les déchets de papeterie et la bagasse (tiges de canne à sucre) dans les départements d'outre-mer.

Quant à l'IRCHA, créé en 1958 par le ministère de l'Industrie, il était en sursis depuis plusieurs années déjà. Menacé de disparition par les gouvernements successifs, il survivait à coups de compressions de personnel et de mouvements de grève. Une quarantaine de ses employés pourraient être intégrés à l'INERIS, « en guise de préretraites », dit-on au ministère de l'environnement.

Comme l'explique le directeur du CERCHAR, M. Michel Turpin, l'INERIS a l'ambition de devenir

« le laboratoire scientifique français de référence en matière d'environnement et de risque industriel ». Ses domaines de compétence s'étendront à l'ensemble des pollutions chimiques et des risques technologiques, à l'exception des risques nucléaires, qui restent la chasse gardée de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN).

ROGER CANS

□ L'Institut français de l'environnement à Cergy-Pontoise. — L'autre organisme créé par le « Plan vert » est l'Institut français de l'environnement (IFE), une sorte d'« INSEE verte » qui doit devenir la grande banque des données de l'environnement. C'est finalement Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) qui a été retenu comme lieu du siège de l'IFE, à la demande de M. Alain Richard, député rocardien du Val-d'Oise et rapporteur du budget de l'environnement.

DÉFENSE

M. Renon : la France ne peut pas faire d'impasse en matière de défense

S'en prenant à ceux qui pourraient exiger de toucher prématurément « les dividendes de la paix », pour reprendre une expression de M. Laurent Fabius partisan de ralentir la progression du budget militaire, M. Gérard Renon, secrétaire d'Etat à la défense, a déclaré, vendredi 30 novembre à Paris, que « la France ne peut faire d'impasse sur tel ou tel volet de ses moyens de défense ». M. Renon s'adressait à deux cent vingt officiers (dont soixante-quinze étrangers de quarante et un pays différents) en stage, pour trois mois, au cours supérieur interarmées (CSI), qui forme les futurs cadres des grands commandements interarmées.

Dans son allocution, le secrétaire d'Etat a donné en quelque sorte les grands axes de la nouvelle programmation militaire 1992-1996, en cours d'élaboration par le gouvernement. « Les grandes orientations retenues en ce qui concerne le

choix des systèmes d'armes majeurs de la décennie à venir », a dit M. Renon, ne sont en rien remis en cause par les événements actuels.

Pour lui, en effet, la modernisation des forces nucléaires passe par la construction des sous-marins de nouvelle génération et la poursuite du programme de missile Hades. Le secrétaire d'Etat a souligné « l'utilité du porte-avions nucléaire », « la priorité à accorder au programme du char Leclerc », « la nécessité de l'avion Rafale » et celle de l'hélicoptère de combat Tigre. « Aucun de ces programmes, pour ne citer que les plus importants, n'est inutile au regard des événements actuels », a conclu M. Renon, dont le but, a-t-il expliqué aux stagiaires étrangers, était de les persuader que « la France n'entend pas baisser sa garde au-delà de ce qui serait raisonnable dans le contexte présent ».

M. Chevènement met en place un plan social pour les personnels civils en Allemagne


A l'Assemblée nationale, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a annoncé, mercredi 28 novembre, la constitution d'un groupe de travail interministériel qui devra proposer une série de mesures sociales en faveur des personnels civils affectés auprès des forces françaises en Allemagne et voués à rentrer en France après le départ, d'ici à 1994, des trois divisions blindées cantonnées outre-Rhin.

Ces personnels civils sont au nombre de 8 800, tous statuts et toutes nationalités confondus, si l'on exclut ceux qui sont affectés à la garnison de Berlin et auprès de la brigade franco-allemande, non

concernés par le retrait décidé par M. François Mitterrand. Ils relient principalement de l'éducation nationale, des affaires étrangères, des affaires sociales, des finances et de l'intérieur. Il s'agit d'agents de droit privé français ou allemand et de fonctionnaires.

Selon M. Chevènement, des mesures sociales (indemnité exceptionnelle de mutation, allocation chômage, dérogations douanières, etc.) ont été présentées à la mi-novembre aux syndicats et, sur l'initiative du ministre, une commission franco-allemande de reclassement sera créée pour faciliter la réinsertion outre-Rhin des contractuels d'origine allemande.

RED HOT AND BLUE



CANAL+ DE VIE

SAMEDI 1^{er} DÉCEMBRE
À 23 H 00 EN CLAIR.

CANAL+ S'ASSOCIE À LA JOURNÉE MONDIALE DU SIDA.
POUR FAIRE PASSER SON MESSAGE, LA CHAÎNE DIFFUSE « RED HOT AND BLUE »,
DES STARS METTENT LEUR TALENT AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA.
SUR DES CHANSONS DE COLE PORTER, DES CLIPS SONT INTERPRÉTÉS PAR IGGY POP,
LISA STANSFIELD, JIMMY SOMMERVILLE, LES NÉGRESSSES VERTES, U2...
ET RÉALISÉS PAR DES GRANDES SIGNATURES TELLES QUE JEAN-BAPTISTE MONDINO,
WIM WENDERS, JIM JARMUSH, PERCY ADLON.
PRÉSENTATION PAR ANTOINE DE CAUNES ET MARC TOESCA.

CANAL+

LA TELE PAS COMME LES AUTRES

CULTURE

CINÉMA

Le miroir de Bangui

Selon Werner Herzog
« Echos d'un sombre empire »
n'est pas un documentaire sur Bokassa
mais un portrait de chacun de nous

Une armée oblique de crabes rouges déferle en crissant sur une plage d'apocalypse. Dans un zoo abandonné, un chimpanzé prisonnier fume une cigarette derrière ses barreaux et lance à son geôlier un regard de désespoir. Entre ces deux scènes d'un robuste symbolisme se déroule le dernier film de Werner Herzog, *Echos d'un sombre empire*. Sous l'apparence d'un magazine télé (documentaires, entretiens, enquêtes), c'est une déambulation à travers le règne de Bokassa I^{er}, empereur de Centrafrique. On visite le palais en ruines, la chambre froide, la mare aux crocodiles. « Il mangeait vraiment les gens, Bokassa ? » « Oui, oui monsieur, ça c'est vrai »...

Interrogés par le journaliste Michael Goldsmith, un homme doux, sensible, qui a été lui-même enfermé dans les geôles de Bangui, des témoins défilent, les épouses de Bokassa, ses filles, ses gendres, toute une tragique famille d'opérette. On revêt la grandiose et grotesque cérémonie du couronnement de l'ancien capitaine de l'armée française, que nous avions, à l'époque, cautionné... On ne sait pas très bien où Werner Herzog se situe, quel est son parti, sa part de fascination et de dégoût. Pour toute réponse, il offre, et sans parcimonie, le malaise.

« Vous intéressez-vous au cas Bokassa depuis longtemps ? »

Depuis plus de vingt ans. J'étais en République centrafricaine, un mercenaire allemand dont le nom était très proche du

mien avait été impliqué dans un coup d'Etat avorté. On m'a arrêté, j'étais très malade, malaria, bilharziose. Tout cela n'était pas très plaisant.

— Comment définir votre film ?

— En tout cas, ce n'est pas un documentaire. Quand vous regardez une boîte de soupe Campbell d'Andy Warhol, ce n'est pas un document sur le potage. Dans *Echos d'un sombre empire* il y a beaucoup de scènes dirigées comme dans un film de fiction, la scène de la fin, notamment, avec le singe.

— Scène terrible...

— Oui. Quand nous sommes arrivés dans ce zoo, nous avons vu cet animal. Les soldats lui avaient appris à fumer, l'avaient rendu totalement dépendant du tabac. Il nous a tendu la main pour mendier une cigarette. Mike Goldsmith m'a dit : « Je ne peux pas supporter ce spectacle. » Pendant la nuit nous avons écrit la scène, l'avons tournée le lendemain en six prises.

— Au pied de la lettre ?

— Ce singe humain, trop humain, nous ramène à l'idée d'hommes emprisonnés, ceux que Bokassa a enfermés, et peut-être à Bokassa lui-même...

— Non, non ! C'est une maladie occidentale que de voir des connexions métaphoriques partout ! Pour moi les choses sont plus claires, plus simples, un singe est



Le couronnement de Bokassa : grandiose et grotesque.

un singe, une cigarette est une cigarette, et Bokassa est Bokassa.

— Vos images sont trop fortes pour ne pas prêter à interprétation.

— Ce n'est pas de mon fait. J'ai un problème, je ne peux pas penser en termes de symboles, d'ironie. Je prends tout au pied de la lettre, littéralement. De là proviennent mes difficultés avec la langue française. Je pourrais la parler, mais je m'y refuse. Les Français aiment leur langue, aiment l'ironie qu'ils pratiquent avec délices, et moi, je suis totalement perdu... Je le répète, pour moi Bokassa est Bokassa.

— Une question obsédante court à travers le film, Bokassa a-t-il ou non mangé de la chair humaine ?

— La vérité est hors de notre portée. Mais pas les faits. Vous

voulez un fait ? En voilà un : Bokassa était un cannibale. Aussi simple que ça. Et peu important les conclusions d'un tribunal, peu importe que les témoins mentent ou pas. C'est un fait. Cependant j'insiste : je ne suis pas en possession de la vérité, et il est bon que le mystère demeure. J'ajoute que le cannibalisme, pour nous passablement atroce, n'est pas exceptionnel dans d'autres cultures que la nôtre... Plus terrible pour moi est la vision que Bokassa donne de l'Europe, s'appropriant la « grandeur » napoléonienne et la rejoignant dans une farce distordue, il nous tend un miroir, nous met ainsi en face de nous-mêmes, de la part la plus noire, la plus lugubre de nous-mêmes.

— La vie de Bokassa est aussi un roman.

— Oui. Il avait deux filles, une vraie, une fausse, toutes deux appelées Martine, et qui se mariaient le même jour, en blanc. On voit leur mariage, c'est un document. Tout le monde est mort maintenant. Le premier gendre, abattu, accusé d'avoir comploté contre son beau-père, sa femme assassinée. Leur bébé âgé de quelques jours a été tué par le mari de l'autre Martine, un médecin. Qui a été exécuté après la chute de Bokassa. C'est un chapelet ininterrompu d'horreurs ! Une tragédie shakespearienne.

— Qu'espérez-vous que le public conserve de ces « Echos d'un sombre empire » ?

— Je n'ai pas de conseils à donner. Tout ce que je peux dire, c'est que j'aime beaucoup ce film, il est de la famille d'*Aguirre* ou de *Nosferatu*.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

ARTS

Peinture de mémoire

Dans la nouvelle galerie Maeght
Hélène Delprat expose
ses œuvres récentes :
éclectisme, ironie et maîtrise

Hélène Delprat est de retour d'Afrique. Après plusieurs années d'une peinture noire et épaisse, semée de croquis préhistoriques et de profils de fétiches, œuvres monumentales mais d'un éco-primitivisme un peu répétitif, son style s'allège, la monochromie tendreusement disparaît, références et allusions se multiplient. Elle ne visite plus le seul musée de l'Homme, mais tous les musées à la fois, d'art antique et d'art moderne, et tous leurs départements, de Sumer à l'abstraction russe en passant par Pompéi. De tant d'images, et de citations disparates, elle compose des tableaux et des gouaches, celles-ci plus réussies encore, où l'incohérence devient figure de style.

Les éléments qui s'y laissent reconnaître, un Acédon au train de se changer en cerf, un Hermès, une hélice d'avion, ne suggèrent pas un récit. S'ingénierait-on néanmoins à reconstituer une fable, les phrases tracées sur l'image en lettres capitales et les titres anéantissant cet effort absurde. Pourquoi Bradamante, l'héroïne du *Roland furieux*, a-t-elle son beau nom tracé sur une abstraction qui semble un blason incomplet ? Pourquoi *Un beau ténébreux* si son par dérisoire ? Delprat voyage dans le désordre d'une âme moderne qui ne conserve plus de la littérature et des beaux-arts que des fragments et des signes vides de leur sens.

Sa peinture n'est donc ni fraîche ni joyeuse. On y distingue, à demi effacés, les cadres qui schématiquement d'en faire une suite de vanités. Si vives soient-elles, ses couleurs ont peu d'éclat. Les formes aiguës et plates abondent, qui relèvent moins du désir de restaurer l'abstraction que de celui de « bouclier » les toiles éminemment fragiles. Aucune profondeur ni s'échapper. Tout le ramène à la surface, car il n'y a plus rien en dessous. Par sa mélancolie saturée, cette peinture sonne vrai et juste dans l'époque.

Elle est accrochée dans la nouvelle immense galerie Maeght, un hôtel particulier du Marais somptueusement restauré et aménagé. Une bronze monumental de Miro dans la cour pavée, des fleurs partielles, tout y est lumineux et du meilleur goût, de sorte que les œuvres durs et inquiètes d'Hélène Delprat font un étrange contraste avec l'espace qui les contient.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Maeght, 12, rue Saint-Merri. Jusqu'au 9 février.

L'Afrique internationale

Depuis quelques années, il se répétait parmi les amateurs qu'un bon, vraiment bon peintre contemporain africain, nommé Ouattara, avait séjourné à Paris dans l'indifférence générale dans les années 80 avant de connaître la célébrité à New-York, où il était l'intime de Jean-Michel Basquiat. Ses œuvres récentes, peintures, collages et pastels, ne vérifient pas cette réputation alléchante.

Les poncifs du primitivisme de deuxième ou troisième génération s'y retrouvent tous, le « rupestre-grumeleux-pictographique comme au Sahara », le « symbolisme-animal-chamanique » néo-égyptien et néo-vaudou, les bricolages avec bois flotté et crâne humain. Les titres sont à l'avenant, et en anglais, ce qui fait tout de même beaucoup plus mystérieux. Il y a un *Pythagore and Thot*, pour archéologue uniquement, et une *Trance of the Shaman* dédiée aux amateurs d'ethnographie.

Quant à la peinture, elle balance entre Cucchi et Paladino, se souvient de Basquiat et n'ignore pas le « suprématisme » Schœnfeld. On n'en ferait pas mention si cette exposition n'était cruellement symptomatique du désarroi contemporain, lequel croit se sauver en composant des salades de références. Et si elle ne réduisait la peinture africaine contemporaine à une collection de stéréotypes pseudo-sauvages et pseudo-mystiques, du genre de l'« Afrique éternelle et mystérieuse ».

Ph. D.

► Galerie Fabien Boulakia, 20, rue Bonaparte, 75006 Paris. Jusqu'au 20 décembre.

MUSIQUES

Le charme du dépouillement

« Parole d'amore scritte a macchina », un nouvel album de Paolo Conte

Une pochette dessinée au trait noir par Hugo Pratt, un titre long comme un jour brumeux — *Parole d'amore scritte a macchina* — une machine à écrire, des gramophones, des amours bleuies, des maîtres tristes et des rois du swing : pour son dixième album, Paolo Conte récapitule ses fascinations antérieures.

Chanteur de charme et critique raffiné, il affirme son appartenance à l'époque, la fin d'un siècle. Il en adopte l'esprit, celui qui consiste à se retourner sur toutes ses années vécues pour en extraire la nostalgie des moments de splendeur. Dandy mal rasé à la voix rocailleuse, l'avocat italien, auteur de chansons à texte et amoureux de Bessie Smith, d'Armstrong ou de Earl Hines, se penche sur l'entre-deux-guerres avec émerveillement. Une époque marquée par la naissance du jazz. Paolo l'écrit voué à cette musique une passion vécue à petits pas, à force de lectures, d'écoutes et de découvertes : « Un merveilleux baccinon, un art pauvre se livrant au rang d'un noble. On n'a plus jamais revu cela ».

Avec *Parole d'amore...*, Paolo Conte voulait retrouver le chemin de

ses débuts, en 1974. Non pas changer de style (« A mon âge, et avec mon caractère, c'est difficile ») mais revenir à la simplicité de la forme. Un piano, une basse et deux guitares acoustiques. La batterie, qui « déclare le rythme de manière bien trop grossière », est laissée sur la touche. La mélodie est soutenue par des voix, quatre choristes, deux Chanténies et deux Anglaises de Turin, parfois par l'accordéon qui donne des airs de ritournelles campagnardes.

L'enregistrement commence par un superbe *Dragon*, tout en glissades de swing, non-dits délicieux, chœurs en anglais — « You are a long, long train » —, réponses en italien. Le compositeur solitaire parseme cette langue « qui lui donne du fil à retordre à force d'être musicalement plate et dépourvue d'accents toniques », de bribes d'anglais, machines à relancer la cadence. Fétichiste, amoureux transi, dandeur de tout, Paolo Conte joue en douze titres les caméléons délicieusement écopentriques.

Trait d'union entre une Italie romantique et une Amérique qu'il a su laisser en filigrane, Paolo Conte représente un phénomène singulier

VERONIQUE MORTAIGNE
► Un CD WEA

Voix d'outre-tombe

Une réédition en cinq disques compact des premiers enregistrements du début du siècle

L'essor du disque compact a suscité un nouvel engouement pour le patrimoine de la chanson. Pour autant les rééditions reprennent généralement les mêmes artistes et les mêmes titres. La collection *Chansons*, distribuée par Mélodie, choisit une voie originale en ressuscitant les premiers enregistrements acoustiques de Fréhel, Dania, Marlene Dietrich, Joséphine Baker et Mistinguett.

Première découverte de cette réédition : les débuts au studio d'enregistrement, en 1909, d'une jolie Bretonne de dix-huit ans, à la grâce toute naturelle, Marguerite Boulch dite Pervenche, avant d'adopter le nom qui désigne le cap breton de la baie de Saint-Brieuc : Fréhel. Une violente déception sentimentale l'amène à un exil volontaire en Russie, puis en Turquie et en Roumanie. Depuis que Kent Nagano a fait travailler aux musiciens parisiens ces douze petites minutes diaboliques que sont les trois mouvements terminés, Ligeti en a bouclé un quatrième, un cinquième suivra.

L'œuvre est en quelque sorte la propriété privée de Saschko Gawriloff : c'est ce violoniste allemand qui en a passé commande personnellement (aidé par la WDR pour le financement) ; c'est lui qui l'a affronté une première fois à Cologne, une seconde fois à Paris cette semaine, lors de concerts inscrits dans le programme hongrois du Festival d'automne ; c'est lui qui l'affrontera sans doute longtemps, avant qu'un autre aventurier de sa trempe prenne le relais en compagnie d'un chef aussi intelligent et travailleur que Nagano.

Trois mouvements fugitifs, insaisissables. A force de s'intéresser aux

marginaires américains (Nancarrow pour l'intempérance rythmique, Parth pour les timbres atypiques), à force d'écouter des musiques asiatiques ou africaines, le compositeur hongrois a mis de côté la plupart des paramètres dont se nourrit généralement la musique européenne — mélodie audible ou suggérée, timbres plus ou moins identifiables, rythmes à peu près repérables. Il se passe sans arrêt des événements déconcertants dans l'effectif orchestral très disparate, très éclaté, très « musique de chambre » que Ligeti a disposé en étoile.

Ainsi, et c'est amusant, la mesure que bat le chef d'orchestre ne s'appuie sur rien que l'on puisse entendre : ainsi, et c'est paniquant, on ne sait pas si les cordes au second mouvement jouent faux involontairement ou par respect de la partition (la seconde solution est la bonne). Une fois de plus, Ligeti s'amuse avec nous à colin-maillard : c'est un ludique. C'est aussi un tragique, comme le prouve le second mouvement de son *concerto*, une passacaille, un train de la mort.

CLAUDE FLÉOUTER

► Dist. Mélodie CD 70100, 70101, 70102, 70103, 70104 lms.

Ligeti coupe court

Création française des trois premiers mouvements d'un concerto pour violon « en devenir »

Le *Concerto pour violon* de Ligeti, dévolu à Paris par l'Orchestre de Paris les 28 et 29 novembre, quelques semaines après sa création mondiale à Cologne, est une œuvre « in progress » ou, disons-le plus simplement, une œuvre inachevée. Depuis que Kent Nagano a fait travailler aux musiciens parisiens ces douze petites minutes diaboliques que sont les trois mouvements terminés, Ligeti en a bouclé un quatrième, un cinquième suivra.

L'œuvre est en quelque sorte la propriété privée de Saschko Gawriloff : c'est ce violoniste allemand qui en a passé commande personnellement (aidé par la WDR pour le financement) ; c'est lui qui l'a affronté une première fois à Cologne, une seconde fois à Paris cette semaine, lors de concerts inscrits dans le programme hongrois du Festival d'automne ; c'est lui qui l'affrontera sans doute longtemps, avant qu'un autre aventurier de sa trempe prenne le relais en compagnie d'un chef aussi intelligent et travailleur que Nagano.

Trois mouvements fugitifs, insaisissables. A force de s'intéresser aux

marginaires américains (Nancarrow pour l'intempérance rythmique, Parth pour les timbres atypiques), à force d'écouter des musiques asiatiques ou africaines, le compositeur hongrois a mis de côté la plupart des paramètres dont se nourrit généralement la musique européenne — mélodie audible ou suggérée, timbres plus ou moins identifiables, rythmes à peu près repérables. Il se passe sans arrêt des événements déconcertants dans l'effectif orchestral très disparate, très éclaté, très « musique de chambre » que Ligeti a disposé en étoile.

ANNE REY

Faux et usage de faux

du 29 novembre au 10 décembre

Cycle de 50 films et documentaires autour du faux en arts plastiques et du faux en audiovisuel.

Séances : 18 h 30 et 20 h 30 en semaine,
14 h à 20 h 30 le week-end

Tarifs par séance : 20 F, 15 F, 10 F. Abonnements : 180 F, 120 F.

A l'Auditorium du Louvre
accès par la pyramide ou le passage Richelieu
Tél. : 40 20-52 99

مكتبة الفن

HEURES LOCALES

Sous la neige, la crise

Le nouveau « plan montagne » préparé par le gouvernement suffira-t-il à sortir les stations de sports d'hiver du gouffre financier ?

LES maires des stations de sports d'hiver contemplent depuis quelques jours avec délice leurs pentes enneigées, tant attendues depuis trois hivers, est enfin de retour. Dans certains villages d'altitude, elle permettra de cicatiser les plaies laissées par les précédentes saisons. Mais, dans beaucoup d'autres, elle ne fera que dissimuler - mais pour combien de temps encore ? - des situations souvent désespérées.

La montagne est sinistrée. Le constat est partagé par un grand nombre de fonctionnaires et de banquiers, mais aussi d'exploitants de remontées mécaniques et de maires. 80 % des sites où se pratique le ski seraient déficitaires, affirment les spécialistes de la Société centrale d'équipement du territoire (SCET), filiale de la Caisse des dépôts et consignations, qui, ces dernières années, furent appelés en consultation par les maires des communes de montagne. Seuls une dizaine de sites prestigieux, peut-être moins encore, dégageraient des bénéfices.

Le conseil des ministres du 9 janvier prochain devrait examiner un nouveau « plan montagne » présenté par le ministre délégué au tourisme, M. Jean-Michel Baylet, tandis qu'un rapport devrait être remis début décembre à M. Philippe Marchand, ministre délégué chargé des collectivités locales. Ce rapport, rédigé par M. Jean-François Lorit, inspecteur général de l'administration, suggère de redonner aux préfets un certain nombre de pouvoirs pour la « mise en observation » des collectivités en difficultés structurelles, avant éventuellement de leur imposer un plan de redressement échelonné sur plusieurs années.

Finie la boulimie des investissements essentiellement insufflés par les maires des stations. En 1988 - année préélectorale -, 960 millions de francs furent dépensés dans la construction ou le renouvellement des remontées mécaniques. Ce chiffre recula brutalement l'année suivante avec 670 millions de francs, puis 540 millions en 1990. Beaucoup de petites communes n'arrivent plus à assurer ce que M. Gérard Morand, maire de Megève et président de l'Association des maires des stations de sports d'hiver et d'été (AMSFSE) appelle le « grand équilibre ».



La construction immobilière « en chute libre »

Saint-Pierre-de-Chartreuse, par exemple, petite localité de l'Isère de six cent cinquante et un habitants, avait investi 33 millions de francs pour les seules remontées mécaniques ces dix dernières années. Aujourd'hui, avec le coût des autres investissements (voirie, station d'épuration...), la commune, dont le budget ne dépasse pas 20 millions de francs par an, se retrouve avec une dette de 48 millions de francs. Les emprunts pour les remontées mécaniques n'ont pu être remboursés qu'aux trois quarts : « Non seulement nous ne pouvons plus honorer nos dettes, mais nous devons ajouter 400 000 francs de frais financiers à un budget qui présente déjà 0,5 millions de francs de déficit en 1990 », explique le maire, M. Henri Lafond. Une situation qui empêche désormais la commune d'assurer ne serait-ce que l'entretien indispensable des équipements publics : « Nous vivons, nous ne pouvons même plus envisager le regroupement de notre domaine skiable avec celui d'une commune voisine, car cela nécessiterait un investissement, impensable à l'heure actuelle ».

Dès cette année, la part communale des impôts locaux a augmenté de 28 % : « Cet effort, décidé par la préfecture et la chambre régionale des comptes, est imposé à une population qui a déjà souffert de moindres ressources en raison de la baisse de la fréquentation », regrette M. Lafond. Nous devrions plutôt bénéficier de la solidarité des grandes villes. Nous devons payer seuls les équipements nécessaires pour recevoir trois mille personnes : cinq fois la population permanente. La construction immobilière, qui fut, à partir du début des années 70 et jusqu'en 1985, le principal « moteur » des investissements réalisés sur les pentes alpines - les bénéfices dégagés permettaient de financer la construction de remontées et l'aménagement des pistes -, est, selon le directeur du Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne (SEATM), M. Jean-

Pierre Vézinet, « en chute libre ». Au début des années 80, treize mille à quarante mille lits nouveaux étaient chaque année mis sur le marché ; en 1990, moins de la moitié.

Quant aux projets présentés par les stations dans le cadre de la procédure dite des Unités touristiques nouvelles (UTN) - ce dispositif, institué par la loi-montagne de 1985, soumet à autorisation du préfet de région tous les programmes immobiliers et de remontées mécaniques à partir d'un certain volume -, ils sont depuis un an quasiment inexistant dans le massif des Alpes du Nord.

La montagne doit, en effet, faire face à une trop lente progression du nombre de skieurs étrangers (environ un million) et à une désaffection très sensible de la clientèle nationale : le taux de départs des Français aux sports d'hiver

a atteint 7,9 % au cours des deux dernières saisons, contre 10 % en 1984. Ce diagnostic traduit cependant une réalité, celle d'une montagne à deux vitesses. L'une comprend les stations de haute altitude, au-dessus de 1 800 mètres, à l'abri des incertitudes climatiques et disposant d'un « produit neige » de grande qualité. L'autre, qui est installée en moyenne altitude, et parfois même à basse altitude, a vu dans la neige le relais indispensable à des activités agricoles ou industrielles déclinantes. Or le développement de ces stations, assumé par des communes ne disposant pas de ressources importantes et encouragé par des pouvoirs publics soucieux de maintenir une montagne habitée, a le plus souvent fait faillite.

Les communes, à travers les régies municipales et les sociétés d'économie mixte (SEM) chargées de gérer les remontées mécaniques, doivent éponger de très lourds déficits. Ainsi, La Chapelle-d'Abondance (Haute-Savoie), petite station de sept cent vingt-six habitants (six mille cinq cents lits), au budget annuel de 20 millions de francs, ne pouvait plus cette année faire face aux pertes de 15 millions de francs et aux emprunts de l'ordre de 12 millions de francs d'une SEM imprudente.

Un plan de sauvetage comme pour la sidérurgie

« Bien que La Chapelle soit située à l'altitude « sensible » de 1 000 mètres, la population a toujours poussé au développement des activités d'hiver », reconnaît M. Bernard Maxit, le nouveau maire, élu en mai dernier, après la démission en bloc de onze conseillers. Ils comprennent aujourd'hui qu'il est nécessaire de recentrer le développement de la commune, d'améliorer l'aspect physique de la station. D'aucuns pensent en effet que la détérioration de l'environnement montagne, sacrifiée sur l'autel du profit, n'est peut-être pas totalement étrangère à la désaffection de la clientèle.

Subventions et augmentations des impôts locaux n'ont pas suffi à la plupart des stations. Certaines demandent aujourd'hui à l'Etat des subventions d'équilibre pour un montant total de 40 millions de francs, soit une somme supérieure à la dotation nationale que gère le ministère de l'Intérieur. Celui-ci n'accepterait de débiter pour ces communes de montagne « sinistrées » que 10 millions de francs. « Les pouvoirs publics font moins que le seul département de l'Isère », déplore le Syndicat national des téléphériques et téléskis de France, dont les cinq cent soixante entreprises de remontées mécaniques ont connu une baisse de 20 % du chiffre d'affaires l'an dernier (de 2,7 à 2,1 milliards de francs).

Aujourd'hui, certains se demandent si les pentes des Alpes, des Pyrénées, des Vosges, du Massif Central et du Jura ne doivent pas faire l'objet, très vite, d'un « plan de sauvetage du type de celui mené pour les entreprises sidérurgiques et les bassins charbonniers ». Les lois de montagne ont été un enjeu d'aménagement du territoire dans lequel l'Etat s'est fortement impliqué. Aussi son intervention, au moment où les stations de montagne traversent la plus grave crise de leur histoire, ne serait pas contraire au dispositif mis en place par la loi-montagne de 1985.

CHRISTOPHE DE CHENAY
et CLAUDE FRANÇILLON

Carton rouge des maires

L'ACHARNEMENT mis par M. Jacques Chaban-Delmas à cautionner et à soutenir la gestion de M. Claude Baz à la tête des Girondins de Bordeaux n'est pas partagé par ses pairs. La plupart des maires sont au contraire prêts à tirer sur l'ambulance du football professionnel. De peur d'être éclaboussés par l'argent sale du foot, ou tenus comptables de l'argent public englouti, de façon directe ou détournée, dans les caisses des clubs, les élus locaux ont choisi l'attaque comme moyen de défense.

Autour de M. Jean-Marie Rausch, maire de Metz, président de l'Association des maires de grandes villes (AMGVF), ils ont distribué, mercredi 28 novembre, des cartons rouges à l'ensemble des responsables du football français, accusés pile-mêle de « magouilles » et d'« irresponsabilité ». Au mieux, ils seraient incompétents, au pire malhonnêtes. Et les élus, souvent en bonne place dans les tribunes d'honneur des stades, ne seraient que les victimes d'un « racket ».

Condamnées au rôle passif du bailleur de fonds, les collectivités locales veulent profiter du remue-ménage actuel pour clarifier leurs relations avec les clubs professionnels. Pour M. Rausch, la collectivité devrait s'en tenir à l'entretien des équipements (seul le club d'Auxerre est propriétaire de ses installations) et au versement de subventions directes. Finies les garanties d'emprunt et autres avances perdues à jamais dans le tonneau des Danaïdes du foot. Le nouveau statut juridique des clubs, attendu pour le 1^{er} janvier, devrait permettre à la ville de choisir son degré d'engagement : certaines, comme Marseille ou Toulon, désireuses de se transformer en simples sponsors, appuient pour cela la proposition de M. Jean-Marc Ayrault, maire (PS) de Nantes, de transformer les clubs en sociétés anonymes. D'autres, pour qui le foot est une valeur ajoutée en termes d'image, pourraient participer à des sociétés d'économie mixte dans lesquelles, propose l'AMGVF, « les subventions ne devraient pas excéder 10 % de la masse salariale brute ».

Pour les maires, l'association loi de 1901, même « renforcée » par le ministère - formule qui a la faveur des dirigeants de clubs - est définitivement hors-jeu.

J.-J. B.

LIRE ÉGALEMENT

Dossier : Les grands ensembles en révision

Tandis que les assises de Banlieues 89 se réunissent, les 4 et 5 décembre à Bron « pour en finir avec les grands ensembles », l'urbaniste Jean-François Parant, père du Vélodrome de Grenoble dans les années 70, explique dans un entretien au Monde pourquoi il ne renie rien. En Europe, pour revitaliser les quartiers en

crise, beaucoup misent sur la participation des habitants : l'exemple d'Endhoven.

« Cinq communes contre la délinquance » Le satellite au secours de l'animation locale

« Débat : Les Français préfèrent la région au département » L'Indicateur de la semaine

Bloc-notes.

Pages 14 à 16

La thrombose annoncée des villes

Les élus chargés des transports dénoncent le blocage des tarifs et les budgets peau de chagrin

LES hommes politiques, maires ou maires adjoints en charge des transports urbains de province sont pessimistes. De rencontre en colloque - et celui du Groupement des autorités responsables de transport (GART) l'a confirmé, à Reims, du 14 au 16 novembre - s'alignent chez eux la conviction que le transport collectif dans les villes françaises est entré en décadence et que le pire, c'est-à-dire la thrombose automobile, est pour demain.

Ces élus ne sont pas pour autant à l'aise pour plaider la cause des bus, des tramways et des métros, même s'ils hésitent pas un instant sur le diagnostic. « Il n'existe pas de volonté politique nationale en faveur des transports urbains », dénonce M. Jacques Auxiette, président du GART et maire socialiste de La Roche-sur-Yon (Vendée). Dans le même temps où le gouvernement baisse de trois points la TVA sur les automobiles, on voit surgir des textes complètement contradictoires sur le versement-transport avec un plan Solisson sur l'emploi qui prévoit de baisser son taux - alors qu'il y va de la survie des transports publics - et avec la loi Joxe, qui propose d'augmenter celui-ci.

Parmi les responsables de ce laisser-aller, il y a, bien sûr, les maires des grandes villes qui n'assument pas leurs responsabilités et qui, dans un savant numéro d'équilibre entre les automobilistes, les commerçants et les nécessités de la circulation, se gar-

dent d'arbitrer en faveur des bus et des tramways, comme on l'a vu dans le fiasco du référendum sur le tramway breton. Ils construisent des parkings en centre-ville tout en prétendant, de discours en discours, qu'ils sont favorables aux transports publics.

Comme Athènes ou Mexico

Mais il faut aussi attribuer le bonnet d'âne au ministre de l'économie et des finances, qui refuse toujours de rendre aux autorités locales la liberté de fixer les tarifs des transports. « On laisse aux pétroliers le soin de choisir leurs prix », soupire M. Auxiette, mais le ministre accède, sans compétence particulière, de la part que doivent respectivement supporter, dans le financement des transports, l'usager, le contribuable et les entreprises. Le ministre invoque le monopole dont les transports publics profiteraient. C'est faux : nous transportons moins de la moitié de nos concitoyens, le reste empruntant la voiture. De plus, et c'est à n'y rien comprendre, les tarifs sociaux sont libres alors que les tarifs des commerciaux ne le sont pas.

Si l'on considère les sommes que l'Etat consacre aux transports urbains de province, le jugement est plus complexe. Certes, le budget respectera, en 1991, les promesses du Plan en investissant 450 millions de francs dans les infrastructures nouvelles,

mais, dans tous les autres chapitres, c'est la peau de chagrin, et on revient à 119 millions de francs en 1987 à 72,8 millions en 1991.

« Nous voyons arriver le cancer urbain », conclut le président du GART, l'apoplexie des centres-villes par l'automobile. Un jour ce sera dans nos villes, comme à Athènes ou à Mexico, la liberté de déplacement, y compris en voiture, qui sera menacée.

Il nous faut sortir les transports en commun de l'image un peu misérabiliste qui est la leur et cesser d'apparaître comme des empêchements de rouler en rond.

Comme il n'est pas possible de faire le bonheur des Français malgré eux, les élus d'ont plus qu'à tenter de les persuader que le tram et le bus sont les meilleurs amis de la voiture.

ALAIN FAUJAS

“Pour favoriser la fluidité du trafic, le conseil de la communauté urbaine avait trouvé la voie : faire construire une ligne de tramway...”

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

...Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.”

CRÉDIT FONCIER

En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

HEURES LOCALES

DÉBAT

Les Français préfèrent la région au département

par Alain Lancelot et Annick Percheron

DÈS septembre 1789 - c'est dire l'importance accordée au problème - l'Assemblée constituante se saisit du dossier sur le découpage territorial de la France. L'objectif est à la fois social et politique : unifier la France, donner au pouvoir central les moyens de gouverner et de contrôler la périphérie. Les constituants, écartant l'idée d'un quadrillage du territoire en unités de taille strictement identique, se rallient à un découpage respectant largement la géographie et le poids des traditions. Les départements, dans leur configuration actuelle ou presque, sont nés. Au sein même de la métropole, seuls quelques remaniements interviendront ensuite pour tenir compte des contingences de l'histoire (suites de la guerre de 1870 dans le cas du Territoire de Belfort), du développement démographique et économique (découpage de la Seine-et-Oise en cinq unités en 1964) ou bien encore du contexte politique (partage de la Corse en deux départements en 1975).

Face à cette « vieille dame », l'institution régionale fait encore figure d'« adolescente ». Sans doute commencée, dès la fin de la première guerre mondiale, à envisager la constitution d'entités régionales, mais il faudra plus d'un demi-siècle pour que, de projets avortés en avancées prudentes, la région voie le jour. L'ambition est tout autre cette fois. Il s'agit de dynamiser le tissu économique de la France et de créer des unités territoriales à la taille de la compétition européenne et mondiale, en desserrant l'étouffement du pouvoir central. Dessermer mais ne supprimer. On connaît les débats entre déconcentration et décentralisation ; on peut penser que le nombre de régions retenues (22 en métropole et non 10 ou 12 comme le souhaitaient certains) et la taille des budgets mis à la disposition des régions (en 1982, l'ensemble des budgets régionaux représente un total inférieur de 13 fois à celui de l'ensemble des budgets départementaux) portent la trace de la vieille méfiance jacobine à l'égard de tout ce qui pourrait entamer l'unité de l'Etat. Depuis les lois sur la décentralisation de 1982 qui fondent la redistribution des attributions entre l'Etat, la région et le département, les régions ont largement développé leurs actions et étendu, en fait, sinon toujours en droit, leur champ de compétences, mais, aujourd'hui encore, dans la réalité quotidienne le pouvoir de gestion du département demeure plus important et plus visible. Que l'on prenne en compte le moment, les raisons, les conditions de la fondation respective des départements et des régions, que l'on compare leurs budgets ou le champ de leurs actions, tout pousse à estimer - comme le font la plupart des élus - que le département reste le « maillon fort » de l'administration de la France.

Un contexte assez flou

On ne peut manquer d'être frappé, dès lors, de découvrir dans les enquêtes sur l'enracinement des régions (1), la rapidité avec laquelle les Français ont compris l'importance de l'enjeu régional. Dès 1986, année des premières élections des conseillers régionaux au suffrage universel, une nette majorité du public estime qu'entre le département et la région, c'est cette dernière qui est porteuse d'avenir (voir indicateur). Au fil des années, cette opinion se renforce dans toutes les régions, en mordant davantage, fait intéressant, sur le nombre des indécis que sur celui des départementalistes. En 1989, un rapport de forces de l'ordre de deux tiers/un tiers en faveur de la région paraît se stabiliser dans l'opinion française.

Ce plébiscite de l'institution régionale se situe cependant dans un contexte assez flou. Pouvoir citer avec exactitude le nom de leur région continue à poser problème à bon nombre de régionaux, surtout dans le cas où le nom ou le territoire de celle-ci ne renvoie pas à d'anciennes provinces : 83 % des Alsaciens connaissent certes le nom de leur région, mais 33 % seulement des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur. La situation, sur ce point, ne s'améliore que lentement. En outre, l'identité régionale (15 %) est encore loin de rivaliser avec l'identité communale (41 %) et l'identité nationale (38 %) dans la façon dont se définissent spontanément les Français (2). Mais si le « petit Lire » et la « douce France » séculaires l'emportent sur la région, celle-ci

coiffe largement le département (15 % contre 8 %).

La reconnaissance de la région accompagne la forte adhésion des Français à la politique de régionalisation : en 1989, près des trois quarts d'entre eux se déclarent favorables (dont un quart très favorables) à la politique de régionalisation. Il n'a pas échappé, du reste, aux observateurs des récents mouvements, que ceux-ci manifestaient l'interiorisation du fait régional.

Les Français, pour autant, n'ont pas transféré toutes leurs attentes à l'échelon de la région. Ils lui demandent surtout d'être un aiguillon et un adjuvant, conformément à la philosophie qui a présidé à la mise en place de ce nouvel échelon politico-administratif. Aider les départements et les communes à réaliser leurs projets plutôt que de mettre en œuvre les siens, voilà ce que les trois quarts des Français demandaient à la région en 1988. Et plus de la moitié d'entre eux préféraient le « saupoudrage » des moyens sur un grand nombre de projets plutôt que leur concentration sur quelques priorités régionales. Si les Français se montrent si favorables aux régions, n'est-ce pas d'abord parce qu'ils voient en elles une source de subsides supplémentaires, le banquier naturel des collectivités locales ?

Incarnier la liberté moderne

En quittant le constat pour la prospective, peut-on imaginer l'avenir respectif du département et de la région ? On voit bien, en dehors même de la création des régions, ce qui risque d'affaiblir le département : le dépeuplement des zones rurales, le développement des grandes agglomérations urbaines (quelle visibilité peut avoir le département à Lyon, Marseille ou Paris ?), la taille trop faible de la quasi-totalité des départements à l'heure de l'europanisation et de la mondialisation des choix et des décisions dans le domaine socio-économique. Mais cet échelon demeure sans doute celui où peut le mieux s'exercer la solidarité. Sur un autre problème essentiel et de grande actualité, celui de l'environnement, le département pourrait également devoir un acteur décisif en assurant le rôle de gardien de la nature dévolu un peu vite et sans grand succès aux agriculteurs. Quant à la région, largement acceptée par l'opinion, ses grandes chances résident sans doute dans la souplesse d'utilisation de ses ressources budgétaires, même si celles-ci sont limitées, et, plus encore, dans la place qu'elle peut occuper du fait de la construction européenne. Dans des douzaines de plus en plus nombreuses, l'Europe déplace le lieu de décision de Paris à Bruxelles ; elle se construit concrètement par la multiplication de coopérations et de « joint-ventures » entre les régions des divers pays de la Communauté. Du reste, les éléments les plus dynamiques de la société ne s'y trompent pas. Ils soutiennent souvent avec la même ferveur le développement régional et la construction de l'Europe. Peut-être faudrait-il modifier, dans ces conditions, la distribution de la trilogie républicaine entre les collectivités locales que propose A. Frémont (3). Si le département, issu du maillage régulier de la Constituante, évoque toujours l'égalité, c'est à la commune qu'il reviendrait de faire vivre la fraternité et à la région d'incarner la liberté moderne, non plus celle du répit sur soi, mais celle de l'action concertée, la liberté d'entreprendre plutôt que la liberté d'empêcher.

(1) Enquêtes régionales réalisées en octobre 1990 auprès d'échantillons représentatifs de 700 personnes de dix-huit ans et plus par région. Méthode des quotas.

(2) Le texte exact de la question est le suivant : A quel de ces lieux avez-vous le sentiment d'appartenir avant tout ? La ville, la commune où vous habitez ; votre département ; votre région ; la France ; aucun.

(3) A. Frémont, France - Géographie d'une société, Paris, Flammarion, 1988.

► Alain Lancelot est professeur des universités, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris.

► Annick Percheron est directrice de recherche au CNRS, directeur du Centre d'étude de la vie politique française.

Ils sont coresponsables de l'Observatoire interrégional de politique.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

LE MONDE/OIP

Politique

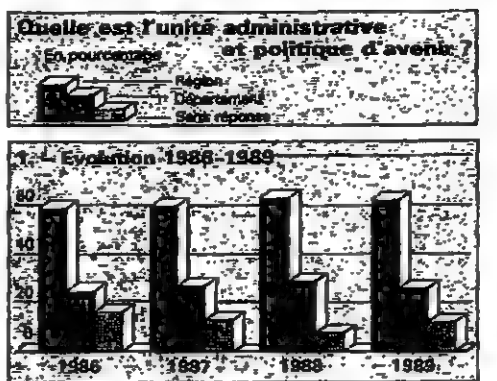
L'Observatoire interrégional de politique (OIP) a été créé en 1985 par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), en partenariat avec les conseils régionaux, pour recueillir et diffuser les données nécessaires à l'analyse des phénomènes politiques à l'échelon régional.

L'OIP offre à ses régions partenaires (1) un tableau de bord annuel de la politique sociale et économique dans chaque région ; un bar-

mètre de l'image de la région et des attentes de l'opinion à son égard ; des analyses sur des problèmes spécifiques.

Toutes les quatre semaines, nous publions ici un indicateur politique fruit des travaux de l'OIP.

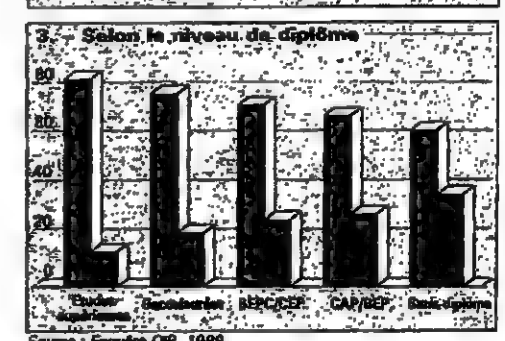
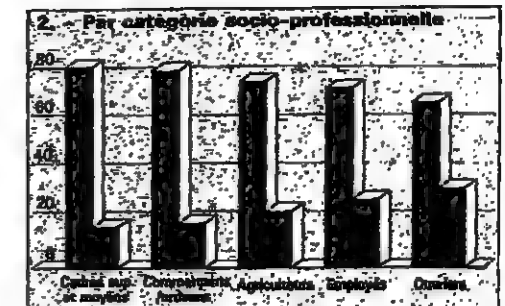
(1) Les régions partenaires de l'OIP en 1990 sont les suivantes : Alsace ; Aquitaine ; Bourgogne ; Bretagne ; Centre ; Champagne-Ardenne ; Franche-Comté ; Ile-de-France ; Languedoc-Roussillon ; Limousin ; Lorraine ; Midi-Pyrénées ; Nord-Pas-de-Calais ; Haute-Normandie ; Pays de la Loire ; Picardie ; Poitou-Charentes ; Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Rhône-Alpes.



L'avenir sera régional

Entre le département et la région, dès 1986, l'opinion a fait son choix. Interrogés pour savoir quelle est l'unité politique et administrative d'avenir, 59 % des Français ont fait le choix de la région en 1986, 62 % partagent ce point de vue en 1989. L'année même des élections cantonales, en 1988, le département placé, pourtant, sous le feu de l'actualité, ne recueille que 29 % des suffrages. En fait, le rapport de forces semble à peu près fixé et le temps n'entame guère le camp des régionalistes ; seuls les indécis se rallient peu à peu à la région.

La région est plébiscitée par tous. Ainsi, parmi les groupes socioprofessionnels, la reconnaissance de la région comme unité d'avenir s'échelonne de 68 % chez les ouvriers à 83 % chez les cadres. On notera que les agriculteurs eux-mêmes



accordent très nettement leur préférence à la région (77 %). Parmi les sympathisants des divers partis politiques, ce sont les personnes proches du Parti socialiste et de l'UDF qui adoptent les positions les plus en faveur, et dans une conjonction des extrêmes, les personnes proches du Front national et surtout du Parti communiste qui sont les plus réservées. Les effets conjugués du diplôme et des préférences partisanes expliquent que les ouvriers, et non les agriculteurs, demeurent les plus départementalistes de tous.

BLOC-NOTES

AGENDA

► Les acteurs de l'aménagement du territoire et du développement local : villes et moyennes, tel est le thème du 37^e congrès des économistes régionaux qui aura lieu les 6, 7, et 8 décembre à Lille. Le CNERP (Conseil national des économistes régionaux et de la productivité), qui organise ces rencontres, regroupe les comités d'expansion.

► Renseignements : CNERP (16-1) 42-22-35-25.

Urbanisme et commerce.

► Trente années après leur création, les centres commerciaux font partie du paysage urbain. La première conférence annuelle du Conseil national des centres commerciaux, le 4 décembre au CNIT de Paris-la Défense, devrait permettre de faire le point tant sur les enjeux économiques de ces structures qui occupent le quart de la surface totale de la vente de détail en France que sur les stratégies foncières, l'urbanisme et l'architecture qui permettent d'en faire réellement des lieux de rencontres entre le commerce et la cité.

► Renseignements : Conseil national des centres commerciaux, 37, rue La Pérouse, 75008 Paris Cedex 16.

► Protéger les maires contre les incertitudes du droit. - La marge de manœuvre des maires est si étroite dans certains domaines (urbanisme, politique sportive, communication, associations, etc.) que certains d'entre eux se retrouvent, à tort ou à raison, en position d'accusés devant les chambres régionales des comptes ou mieux, devant les tribunaux au pire. C'est pourquoi le colloque organisé le 4 décembre par la Fondation pour la gestion des villes, avec des juristes, des représentants des chambres régionales des comptes et de la Cour des comptes, sera particulièrement suivi par tous ceux qui veulent savoir où se situe actuellement une jurisprudence qui est la seule référence de ce qui est possible de faire... ou de ne pas faire.

► Renseignements : Fondation pour la gestion des villes, 59, rue La Boétie 75008 Paris. (16-1) 42-56-39-70.

► Les SEM et l'Europe. - La Fédération nationale des sociétés d'économie mixte, présidée par M. André Santini, ancien ministre, organise un congrès sur « Les SEM et l'Europe » à Strasbourg, le 6 décembre. Quelles sont les attentes des SEM, quelles seront les conséquences du grand marché de 1992 sur leur développement ?

► Renseignements au (16-1) 47-42-81-19.

NOMINATIONS

► Sept nouveaux trésoriers-payeurs généraux. - Un mouvement de trésoriers-payeurs généraux vient de s'effectuer à la suite de plusieurs admissions à la retraite.

M. Robert Drape, en poste dans la Seine-Saint-Denis depuis 1989, vient d'être nommé trésorier-payeur général du département du Rhône et de la région Rhône-Alpes (en remplacement de M. Jacques Baudrier). M. Jean-Pierre Dutet, directeur général de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, a pris sa succession en Seine-Saint-Denis.

M. Gérard Scribot, agent comptable des services industriels de l'armement, devient trésorier-payeur général du Val-d'Oise en remplacement de M. René Sousside.

M. Pierre Dubourdeau prend le Calvados et la région Basse-Normandie, en remplacement de M. Jean Bouglie.

M. André Neuville, jusqu'ici trésorier-payeur du Jura, rejoint les Côtes-d'Armor, en remplacement de M. Claude Lhory. C'est M. Jean Jouandret, préfet hors-cadre, qui le remplace dans le Jura.

M. Laurent Madan, jusqu'ici trésorier-payeur général de la Haute-Corse, rejoint le Loir-et-Cher, en remplacement de M. Jacques Guilloz.

CONTACTS

► La Prévention routière a décerné, pour la première fois, une écharpe d'or aux communes qui s'efforcent d'éviter les accidents de

la route. Fougères (Ille-et-Vilaine) a reçu le premier prix pour avoir réalisé un plan de circulation exemplaire, qui a réduit le nombre des accidents corporels de deux tiers sur six ans. L'aménagement de la voirie a coûté 24 millions de francs.

► Formation des élus. - M. Kéber Mesquida, maire (PS) de Creissac (Hérault), vient de créer une Fédération nationale pour la formation des élus locaux. Celle-ci souhaite déposer une motion sur la formation des élus locaux lorsque le projet de statut de l'élu sera discuté. Elle réclame notamment une meilleure décentralisation, une participation financière de l'Etat ainsi qu'une formation plus longue et plus proche du terrain. Son siège social se trouve à l'Association des maires de France et son siège administratif à Montpellier.

► Renseignements au (16-1) 67-84-60-06.

PUBLICATIONS

► Pratique économique des collectivités territoriales. - Depuis 1982, les collectivités territoriales ont entrepris, en matière de développement économique local, une multitude d'actions, qui n'étaient pas prévues dans les textes de 1982 et 1983 formulant les principes de la décentralisation. L'ouvrage de Bernard Farcy, administrateur territorial et directeur général de la Caisse d'épargne de Beauvais, recense la diversité des modes d'action possibles en la matière et leur évolution : GIE, SEM, syndicats de collectivités, etc.

► Edition du CNFPT, 424 pages, 125 francs.

► Rectificatif : Orléans oubliée. - Orléans figure bien parmi les agglomérations de plus de 200 000 habitants dont la population s'est accrue entre 1982 et 1990. Nous l'avions écrit dans notre article « Retour en force des métropoles » (Heures locales) daté 25-26 novembre, mais nous l'avions oubliée dans le tableau. Orléans a vu sa population passer de 220 000 à 243 000 habitants, soit une croissance de 10,4 %.

PROFESSION POLITIQUE : L'ELU DES ELUS.

Profession Politique rallie les suffrages des hommes politiques comme ceux des décideurs économiques.

Les ministres, députés, sénateurs, présidents de Conseils Régionaux et Généraux, hauts fonctionnaires, maires de villes de plus de 100 000 habitants, bref tous les acteurs de la vie politique y découvrent toutes les semaines des informations qu'ils ne pourraient trouver nulle part ailleurs.

Les principaux dirigeants économiques : PDG des IRI premières entreprises françaises, responsables institutionnels, partenaires sociaux le lisent chaque semaine comme le seul outil de travail où apprendre à coup sûr, les décisions politiques qui modifient le paysage économique.

Profession Politique réunit sur son programme les voix des 10 000 responsables d'aujourd'hui, ceux qui forgeront la France de demain. Il ne tient qu'à vous d'y ajouter la vôtre...

Le premier journal professionnel du monde de la politique et des pouvoirs



مكتبة الأمل

Cinq communes contre la délinquance



HEURES LOCALES

Cinq communes contre la délinquance

Des villes de la banlieue parisienne font cause commune et signent un contrat avec l'Etat

SALIM lève les yeux vers les nuages sombres qui s'amoncellent au-dessus du Luth, à Gennevilliers. Son quartier est encore plus austère sous le ciel d'automne. Appuyé contre un mur, un keffiyeh rouge autour du cou, il raconte sa vie en deux bouts de phrases : « Je suis né ici... On ne peut aller ? » A quinze ans, Salim ne se souvient plus très bien de sa dernière journée à l'école et on n'a pas besoin de lui apprendre que Gennevilliers est la commune la plus pauvre de la banlieue parisienne. Il le voit. Les vols, les bagarres, la drogue reviennent comme une routine. « Au Luth, reprend Salim, il paraît que le maire vient souvent. Moi, je ne le connais pas et je m'en fous. C'est pas lui qui changera tout ça... »

L'association née entre les communes de Gennevilliers, Asnières, Clichy, Villeneuve-la-Garenne et Colombes pour lutter contre la délinquance le fait sourire, même s'il en entend parler pour la première fois. Le jeune beur appelle des copains et répète la nouvelle. « C'est quoi ce truc, demande l'un d'eux, ils vont encore nous envoyer des keufs (policiers), mais nous, on n'a pas peur. » En écho et en chœur, les cinq maires qui ont signé le contrat intercommunal avec l'Etat répondent que l'association « a seulement pour but de mettre en place des actions de prévention ».

Pas de frontières communales

L'idée de cette Association intercommunale de la boucle nord (AIBN) émane de M. Charles-Noël Hardy, le préfet des Hauts-de-Seine : « Il y a un an, quand je suis arrivé, explique M. Hardy, j'ai été frappé par les contrastes de ce département : au sud la haute performance et au nord le ghetto. J'ai choisi de m'occuper en priorité du ghetto avec ses cinq communes de la boucle nord qui représentent plus de 250 000 habitants. »

Sur le terrain, les municipalités ont fait fi de leurs divergences politiques - Gennevilliers et Colombes sont communistes, Asnières RPR, Clichy PS et Villeneuve-la-Garenne UDF - pour aborder ensemble le problème. Les casiers ou les données ne connaissent pas les frontières communales. « A Clichy, commente M. Gilles Catoire, le maire, nous avons, par exemple, un gros problème le long de la Seine avec des bandes qui viennent d'Asnières ou de Gennevilliers. » Le préfet a également tenu à ce que les services de l'Etat, notamment l'inspection d'académie, participent aux travaux de l'association, envisageant



dans un second temps de mobiliser la société civile par l'intermédiaire des chambres consulaires.

Concrètement, six actions ont été décidées : la lutte contre l'absentéisme scolaire, l'organisation d'activités sportives, la promotion de groupes musicaux, des projets d'insertion professionnelle, la création d'un centre anti-drogue intercommunal, ainsi que des lieux sociaux polyvalents à Asnières, Gennevilliers et Clichy. Le coût total de ce plan s'élève à 1,7 million de francs, financés pour 50 % par l'Etat dans le cadre de la délégation interministérielle de la ville et 50 % par les cinq villes. Le département des Hauts-de-Seine prendra en charge 480 000 F au titre de la création des lieux sociaux polyvalents.

Reste que les décisions n'ont pas encore dépassé les bureaux des maires. « Il ne faut pas brûler les étapes, précise le maire de Colombes, M. Dominique Frelaut. Pour l'instant, nous échangeons nos expériences et définissons les bases de notre coopération volontaire. » A Villeneuve-la-Garenne ou à Clichy, même si la délinquance a augmenté dans des proportions moins importantes que chez les voisins, les maires s'engagent à fond dans l'intercommunalité. « Les bandes viennent d'un peu partout car ils savent que nous n'avons pas de commissariat de police, précise M. Prévot, maire de Villeneuve. Nous

ne devons pas attendre d'être submergés pour réagir. »

Pour beaucoup, l'association de la boucle nord est une première étape. « Dans un second temps, poursuit M. Hardy, nous devons mettre en place une opération emploi-formation en s'adressant aux jeunes des communes du Nord. Les efforts ne doivent pas se disperser. » « L'optique intercommunale est un choix politique, reconnaît M. Gilles Catoire. Le véritable enjeu est l'aménagement de la boucle de Gennevilliers sur lequel nous devons mener une réflexion ensemble. » Mais cette réflexion est loin de faire l'unanimité. « Attention, prévient M. Jacques Brunhes, le maire de Gennevilliers. Je n'ai pas au-delà des problèmes ponctuels de la délinquance et de l'association telle qu'elle est aujourd'hui. Prenons garde à la supra-communauté qui aurait des pouvoirs urbanistiques. »

Dans sa cité du Luth, Salim et ses copains écoutent l'énoncé des projets de l'association. « Tant mieux, s'ils organisent des matches de foot, dit-il, mais ça va changer quoi, tout ça, c'est des idées de mecs dans des bureaux. »

ERIC DECOUTY

Le satellite au secours de l'animation locale

Les petites villes et les communes rurales s'enthousiasment pour la vidéotransmission

POUR offrir de nouvelles distractions à leurs administrés et susciter une meilleure convivialité dans les communes, un nombre grandissant de maires misent aujourd'hui sur la vidéotransmission. Cette technique, qui permet de relier, en direct, par satellite, le Zénith, le Parc des Princes ou le palais Garnier au plus isolé des foyers ruraux, avait été mise en sommeil en 1987, après l'échec d'une expérience menée sur une centaine de salles de cinéma. Seules, ses applications professionnelles se sont développées.

Aujourd'hui, M. Gérard Vuillaume, compagnon de route de M. Jean-Charles Edeline, pionnier de la vidéotransmission grand public, veut renouveler l'expérience en s'adressant aux collectivités locales. Au terme de six mois de prospection, plus de deux cent cinquante communes ont déjà pris une souscription au réseau VTI. La société VTHR, qui le commercialise, a instauré ce système pour éviter que les communes ne prennent des risques. Celles-ci peuvent donc attendre que le réseau ait obtenu les quatre cent quatre-vingts souscriptions nécessaires à son équilibre financier pour s'abonner réellement et acheter leur équipement : une antenne de réception par satellite et des vidéo-pro-

jecteurs haute définition, qui représentent un investissement de 80 000 à 200 000 francs.

Les petites communes disposent de la même facilité d'accès au réseau que les grandes, dans la mesure où VTHR a établi un tarif d'abonnement proportionnel au nombre d'habitants : de 9 000 francs par an pour une collectivité de cinq cents âmes à 90 000 francs pour une ville de cent mille personnes.

Un public qui chauffe

M. Vuillaume apprécie, pour sa part, l'enthousiasme des communes. Les premières expériences ont montré, il est vrai, que les salles municipales dans lesquelles sont diffusés les spectacles « chauffent », selon l'expression d'un élu breton, au moins autant que celles de la capitale. « Il est évident que les maires se montrent bien plus ouverts à la vidéotransmission que les exploitants de salles de cinéma sur lesquels nous nous étions appuyés en 1985, remarque M. Vuillaume. La société VTS, dont j'étais actionnaire, pensait, à l'époque, qu'elle pourrait revivifier leur activité en leur proposant d'autres spectacles que les films. Mais, en pleine crise du septième art, ces exploitants étaient

plutôt réticents à s'engager dans l'aventure. Nous n'avons donc touché que cent trente salles alors qu'il en aurait fallu trois cents pour atteindre notre point mort. »

M. Vuillaume estime que les collectivités locales offrent un marché plus large, avec un potentiel de deux mille cinq cents salles et cinq cent mille fauteuils. De plus, les élus des villes ciblées (de quatre mille à trente mille habitants) possèdent en général des moyens capables d'attirer un grand nombre de spectateurs : affichage, animation par le biais des associations, mise en place de navettes pour les aller-retour.

M. Vuillaume espère voir une chaîne publique entrer dans le capital de VTHR. Au début, cette participation s'élèverait seulement à 2 %. Tout en étant infime du point de vue financier, elle lui procurerait certaines facilités professionnelles, comme la négociation conjointe de droits ou l'achat en exclusivité d'images exploitées en différé par la télévision. Quel que soit le résultat de ses tractations, VTHR compte proposer trente programmes par an à partir de septembre 1991 et se lancer à l'assaut de l'Europe dès l'année suivante.

RAFAËLE RIVAIS

CONSTRUIRE, C'EST UN DON...



Et ce don, nous le revendiquons. Allié à notre savoir-faire et notre puissance financière,

il nous place parmi les tout premiers promoteurs immobiliers en France. Il nous permet désormais d'agir au-delà des frontières, en Europe.

Plus que jamais à l'écoute de nos partenaires, nous sommes prêts à accompagner leurs projets des plus modestes aux plus ambitieux. Pour construire, le génie des lieux s'impose.

SINVM
COMPAGNIE BANCAIRE

le génie des lieux

5, Avenue Kléber 75116 Paris
Tél : (1) 40 67 31 86

BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE

Un bureau pour deux à Bruxelles

La Bretagne et les Pays de la Loire font désormais partie des nombreuses régions ayant pignon sur rue à proximité des instances européennes installées dans la capitale belge. Originalité de leur démarche : elles ont ouvert, le 14 novembre à Bruxelles, un bureau commun pour mettre en relation avec les fonctionnaires européens les entreprises dont la démarche européenne aura été approuvée par l'un ou l'autre des deux conseils régionaux.

LIMOUSIN

Les « oubliés » de la DATAR

Le président du conseil régional du Limousin, M. Robert Savy (député socialiste de la Haute-Vienne), a vivement réagi, dans une lettre à M. Jean-Pierre Duport, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) aux décisions prises par le Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) du 5 novembre dernier.

La DATAR, chargée de faire connaître aux instances régionales ces décisions, y a joint des fiches sur les points qui intéressent plus particulièrement chaque région. Or la fiche concernant le Limousin « se borne, estime M. Savy, à citer l'effort d'aménagement rural dans les zones de faible densité, et la création d'une aide à l'investissement industriel dans quatre zones à dominante rurale ». Autrement dit, elle « résume une vision du Limousin qui ne correspond pas à sa réalité », en l'enfermant dans un traitement social de la « ruralité », alors qu'il s'agit d'une région « certes à dominante rurale mais avec une grande ville, une université, des industries performantes » ; et qui « se considère particulièrement intéressée par d'autres mesures prises par le CIAT ».

LANGUEDOC-ROUSSILLON

La bête du Gévaudan fait la pub de la Lozère

Le comité du tourisme et le conseil général de la Lozère viennent de prendre une initiative originale : assurer la promotion du département grâce à un jeu de société au titre très évocateur, « La bête du Gévaudan ». Elaboré par les habitants du pays, avec le concours d'une équipe de professionnels, ce jeu de stratégie et de découverte est édité à dix mille exemplaires.

Son coût, qui s'élève à 800 000 francs, a été financé par l'assemblée départementale et la société d'économie mixte de la Lozère, dont le directeur, Guy Julien, croit à la réussite d'une telle opération : « La vraie valeur touristique de la Lozère, dit-il, c'est son histoire et sa culture. Nous sommes persuadés que ce jeu leur donnera l'envie de découvrir notre magnifique contrée. »

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Georges Chatain (Limoges), Christian Tuat (Rennes) et Jean-Marc Gilly (Mende).

HEURES LOCALES

DOSSIER

Les grands ensembles en révision

Un entretien avec l'urbaniste Jean-François Parent. Le père de la Villeneuve de Grenoble, vitrine de l'urbanisme des années 70, reste fidèle à ses options

« Pour en finir avec les grands ensembles » : tel est le thème des assises de Banlieues 89, qui auront lieu à Bron, dans la banlieue lyonnaise, les 4 et 5 décembre, avec la participation du président de la République et du premier ministre. Il ne s'agit pas de détruire les quartiers érigés dans les années 70, mais de « re-vivre » la ville de demain à la lumière des événements récents survenus dans les banlieues. Cette préoccupation est partagée par les autres pays européens, comme en témoignent les premiers bilans du « programme européen des quartiers en crise ».

La Villeneuve de Grenoble est un grand ensemble : deux quartiers - Arlequin et Balladins - de 2 500 logements chacun, construits le premier en 1972-1973, le second entre 1975 et 1980. Mais un grand ensemble pas comme les autres : toute une série d'innovations sociales ou techniques en avait fait une sorte de laboratoire de l'urbanisme, maintes fois cité en exemple. La mort d'un jeune drogué à la fin du mois dernier, une quinzaine de jours après les émeutes de Vaulx-en-Velin, a provoqué une certaine tension dans le quartier, où des jeunes se sont mobilisés pour faire la chasse aux dealers et ont été reçus par le maire, M. Alain Carignon.

L'un des « pères » de la Villeneuve, Jean-François Parent, aujourd'hui soixante ans. Lorsque cet urbaniste, ingénieur de formation, est arrivé à Grenoble, en 1966, appelé par le socialiste Hubert Dubedout, élu maire l'an-

née précédente, il avait trente-six ans. Responsable des études, d'abord à l'agence d'urbanisme, puis au sein de l'équipe opérationnelle de la Société d'aménagement du département de l'Isère (SADI), il assume aujourd'hui, avec lucidité et conviction, la défense de ce « morceau de ville » où vivent 15 000 Grenoblois (1).

« Si vous deviez construire, aujourd'hui, un grand ensemble de 5 000 logements, adopteriez-vous le même parti ? »

« Sur les orientations fondamentales, je ne changerais rien. Concentrer les logements pour libérer au sol un grand espace - le plus grand parc public de Grenoble - est un parti que je garderais. Ce parti s'est révélé un endroit exceptionnel de convivialité et d'agrément.

« En revanche, la traduction architecturale serait forcément différente, heureusement. Je pense aussi que je ferais plus attention aux problèmes d'entretien, en facilitant davantage l'introduction de moyens mécaniques pour les prendre en charge. Enfin, je veillerais à développer plus largement la mixité, dans le même immeuble, de logements sociaux et d'appartements en copropriété. Pour la Villeneuve, nous l'avons pratiqué trop tardivement alors que c'est capital. Je ne suis pas certain, toutefois, que je trouverais la volonté politique municipale pour cela. Du moins pas à Grenoble aujourd'hui.

« Vous estimez donc que la Villeneuve réunit les conditions pour vivre agréablement ? »

« Je considère, en effet, que les conditions matérielles sont réunies pour avoir une vie urbaine épanouissante. Les logements sont confortables. Le cadre, l'environnement, ont été soignés. Les équipements nécessaires à la vie sociale sont nombreux et présents depuis le départ. Surtout, une vie associative foisonnante s'est développée qui reste vivante, intense aujourd'hui.

« A quel attribuez-vous alors la dégradation que les récents événements ont paru révéler ? »

« La Villeneuve est un morceau



de ville et, comme tel, elle n'échappe pas aux maux de notre société. Comme dans d'autres quartiers de Grenoble, comme dans d'autres villes, se cachent parmi les 15 000 habitants des voyous, des petits délinquants, des consommateurs ou des pourvoyeurs de drogue. Mais ni plus, ni moins. En tout cas, la Villeneuve est la diversité des logements (40 % en locatif social, 50 % en copropriété et 10 % en locatif libre) permet réellement de faire cohabiter des cadres, travailleurs immigrés et employés. Certes, cette population se compose plus qu'elle ne se compose. Mais c'est déjà beaucoup.

« Si dégradation il y a, elle tient, donc, selon moi, à la politique menée depuis 1983, à l'égard de la Villeneuve par la municipalité de M. Alain Carignon. Celle-ci a réduit considérablement les moyens affectés à l'entretien, des espaces publics notamment, et a, par ailleurs, concentré volontairement les familles supposées à problèmes qu'on ne voulait pas dans d'autres quartiers. Résultat : même si on n'est pas encore arrivé à une

réaction de rejet et si M. Le Pen ne recueille que 4 % de suffrages, on perçoit une sensibilité sur ce sujet. Je crois aussi que la ville a affiché un mépris pour les associations qui sont de moins en moins écoutées alors qu'elles demandent à être partenaires.

« Vous n'évoquez pas le chômage. N'y aurait-il pas de problèmes d'emploi ? »

« C'est un sujet terriblement réel, mais que les urbanistes ne maîtrisent pas. A la Villeneuve, nous nous sommes efforcés dès le départ de développer les emplois en même temps que les logements et cet équilibre a été réalisé à toutes les étapes du programme. Il reste que ce quartier abrite pratiquement la moitié de tous les jeunes de moins de vingt-cinq ans de Grenoble et une forte proportion de femmes-chefs de famille. On a donc une population qui est plus touchée par le chômage que dans les quartiers du centre-ville. Ajoutons à cela un manque criant de logements sociaux - au moins 10 000 sur l'agglomération - qui ne permet pas à des jeunes de quitter le foyer familial où ils étouffent

parfois, et vous avez là quelques-uns des ingrédients d'un cocktail explosif !

« Si vous n'aviez qu'une priorité à mettre en tête d'une politique de la ville, quelle serait-elle ? »

« Ce serait amorcer une reconquête sociale des grands ensembles par leurs habitants. Et pour cela, commencer par donner aux jeunes chômeurs un travail qui leur permet de se réapproprier le quartier. Nous avons, à la Villeneuve, une expérience probante de régie de quartier qui remplit cette fonction. Mais elle est portée par des militants bénévoles alors qu'il faudrait raisonner en termes d'entreprise. Les crédits affectés aux opérations de développement social des quartiers (DSQ) devraient servir, en priorité, cet objectif. Cela suppose de trouver l'interlocuteur associatif compétent et reconnu, ce qui n'est pas toujours facile, mais existe heureusement à la Villeneuve. Il faut simplement savoir se donner la peine de la démocratie. »

Propos recueillis par BERNARD ELIE

Le difficile apprentissage du développement social urbain

Les personnels de trente-six agglomérations explorent les difficultés d'application au quotidien de la politique de la ville

FINI, le quartier. Le développement social se risque à l'échelle de l'agglomération. Les opérations DSQ (développement social des quartiers) ont tenté de sortir certains quartiers défavorisés d'une marginalisation croissante. Les acquis de cette politique, engagée en 1982, sont incontestables, mais ceux qui l'ont menée sur le terrain en révèlent aujourd'hui les limites. Le quartier n'est plus à l'échelle du problème, disent-ils. C'est la ville qui doit être prise en compte. Un changement de territoire qui force à une conception nouvelle de la gestion urbaine, construite du quartier à l'agglomération.

C'est autour de cette nouvelle dimension du développement social que travaillent, depuis un an, les partenaires locaux de trente-six villes, dans le cadre du séminaire « Services des villes et développement social urbain », organisé par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) et la délégation interministérielle à la ville (DIV). Les 15 et 16 novembre derniers à Angers, chefs de projets, travailleurs sociaux, sociologues et formateurs ont fait le point sur leurs travaux et ont préparé les rencontres nationales qui devraient avoir lieu sur ce sujet au printemps prochain.

Mener des opérations de développement social à la dimension de la ville entraîne quelques nécessaires mutations dans l'organisation et les missions des services municipaux. Comme à Mantes-la-Jolie ou à Mulhouse, deux des communes associées au séminaire, l'objectif est de « faire partager l'esprit DSQ à l'ensemble des services ». Mais cet esprit doit maintenant traverser les autres services qui interviennent sur la ville, notamment ceux qui dépendent moins directement de la commune, comme les centres communautaires d'action sociale ou les offices municipaux d'HLM.

Le vocabulaire des acteurs du développement social va peut-être s'enrichir d'un nouveau concept, « les services des villes ». Une notion qui rassemble, dans une même logique, sur le même espace public, tous les services de la ville.

Reste un travail de coordination, de construction d'une double approche, sectorielle et transversale. La tâche est complexe, le métier est nouveau. Les cadres et personnels territoriaux associés aux actions de développement social s'en rendent compte chaque jour. Leur besoin de formation est grand. Et ils revendiquent plus que jamais la capacité d'y réfléchir avec d'autres, de prendre le temps de cerner les compétences qui leur sont demandées.

BERNARD DELJARRIE

Les habitants, de la parole à l'acte

Lancé en octobre 1989, à l'initiative de la délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain (DIV), un programme d'échanges européens permet à dix villes françaises et étrangères (1) de confronter leurs expériences en matière de revitalisation des quartiers en crise. C'est dans ce cadre qu'a été réuni, les 29 et 30 novembre à Bruxelles, un séminaire sur le thème de « La participation des habitants aux projets de rénovation urbaine et sociale ».

EINDHOVEN

de notre envoyé spécial

NIAAL DOGAN est femme, et Turque. Aux Pays-Bas, cela revient à cumuler les handicaps quand on cherche du travail : seulement quatre Néerlandaises sur dix font partie de la population active, et le taux de chômage des étrangers (50 %) est plus de cinq fois supérieur à celui des autochtones. Comme si ce n'était pas assez, le fonds patrilial des mœurs turques constitue, dans bien des familles, un obstacle supplémentaire à l'emploi. Mais il en faut plus pour toucher Niaal Dogan et ses acolytes de l'association des femmes turques d'Eindhoven (ETKB). Elles viennent de mettre sur pied un projet de lutte contre le chômage dont l'originalité réside dans une analyse individuelle des capacités ou des besoins de formation des candidates à l'emploi et sur une médiation directe auprès des employeurs potentiels.

Ce projet est sorti des limbes depuis quelques semaines seulement, car l'ETKB « a eu besoin de dix ans pour être reconnue par les instances officielles ». Et

lorsque ce fut le cas, Niaal Dogan a dû frapper à pas moins de cinq portes, dont celles de trois ministères, pour déboucher des financements. Hans Ritthof, responsable de la réactivation sociale au sein de la Direction des minorités du ministère de l'Intérieur à La Haye, commente : « Voici une illustration parfaite du mur que nous devons abattre : la bureaucratie. Le moteur de la rénovation sociale doit être la force d'action et d'initiative des gens qui sont proches de la réalité ». Comprendre : « leur » réalité.

Telle est la conviction commune qu'ont exprimée, à l'occasion de leur première rencontre lundi 29 novembre à Eindhoven, le président de la DIV, Yves Dauge, et son alter ego néerlandais, Jan Schaefer, délégué du gouvernement pour le renouveau social. Une convergence d'autant plus notable que ces deux responsables représentent, le premier un Etat d'inspiration colbertiste, le second un Etat traditionnellement moins centralisateur. Mais, aux Pays-Bas comme en France, l'étatisme ont encastré réglementairement ont fini par prendre le pas.

Un système contractuel

Succédant à la politique dite des zones à problèmes cumulés (PCS), le renouveau social à la néerlandaise est un système contractuel : seules ou associées, les communes qui le souhaitent peuvent passer avec l'Etat une convention qui leur permet de déléguer en une fois des crédits distribués jusqu'à présent au titre de vingt-huit règlements. Depuis mai 1990, 37 municipalités ont fait usage de cette possibilité et 220 autres sont candidates, soit 28 % des communes. Non pas que le tiers des villes néerlandaises aient leur Vénissieux ou leur Vaulx-en-

Velin ; au contraire : rien ne ressemble moins à une banlieue française qu'une banlieue « made in Holland » - l'habitat est moins monstrueux, les espaces verts plus nombreux et les équipements sociaux et collectifs plus intégrés, - mais les normes du bien-être social sont ici plus sévères.

Adressé sur les problèmes d'emploi, de cadre de vie et d'amélioration des équipements, le renouveau social est avant tout, selon l'expression de Jan Schaefer, « un processus de déregulation et de décloisonnement ». Aux gestionnaires locaux élus et fonctionnaires, les co-habitants, de s'en servir « pour lutter contre la bureaucratie et ses inerties ».

« Il faut commencer par le bas de la pyramide, par les gens eux-mêmes : ce sont leur souhait qu'il faut faire devenir réalité », renchérit Frank Van der Tillear. Allié des 4 600 habitants du quartier de Woensel ouest à Eindhoven, mais payé par la ville, il a joué un rôle charnière dans la création d'une « association des locataires » qui est aujourd'hui responsable de l'entretien de 887 des 1 275 habitations du quartier appartenant à la ville. Et, étonnamment basses, les maisons sont bittées les unes contre les autres et alignées comme des corons. Les douze bénévoles de l'association prennent en charge les petits travaux d'entretien ; les réparations plus importantes sont commanditées à des entreprises par l'association, qui les supervise. Ce sont donc les locataires qui sont les mandataires de leur propriétaire, en l'occurrence la commune.

Une telle expérience, qui suppose un joli brin de fibre associative du côté des habitants, et un goût pour la délégation du côté de l'institution publique, est-elle reproductible en France ? Claude Jacquier, chercheur au CNRS et superviseur du programme d'échanges européen,

étudie la question, non sans faire remarquer toutefois que « certains organismes HLM refusent toujours de discuter avec les locataires ».

Le monstre froid de la bureaucratie

Yves Dauge n'en est pas moins convaincu que « l'autogestion est la voie à suivre pour mettre en œuvre une politique de développement social urbain : il ne faut pas travailler avec la population d'un quartier en crise contre la bureaucratie ». Mais la bataille contre ce monstre froid est loin d'être gagnée, et c'est un double cri d'alarme qu'a lancé le délégué à la ville : « L'Etat doit se réformer, se décentraliser, car il y a inadéquation entre sa structure institutionnelle et le service qu'il doit rendre aux dix millions de personnes » concernées par la revitalisation des quartiers déshérités.

De plus - et peut-être surtout - « l'inégalité de richesse entre les communes les plus riches et les communes les plus pauvres ne cesse de croître ». Selon Yves Dauge, « les moyens de combler le fossé sont à portée de main : un accroissement de la taxe professionnelle dégagerait de 3 à 4 milliards de francs et une nouvelle répartition de la dotation globale de fonctionnement, de 2 à 3 milliards de francs. En jouant sur les marges, on peut ainsi débloquer en quelques semaines plusieurs milliards de francs ».

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Anderlecht et Charleroi pour la Belgique, Calais et Mulhouse pour la France, Belfast et Paisley pour la Grande-Bretagne, Eindhoven et Groningue pour les Pays-Bas, Dortmund et Brême pour l'Allemagne.

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
DÉCEMBRE 1990
Premier dossier

LA FORTUNE DES FRANÇAIS

Depuis vingt ans, les éléments qui composent le patrimoine des Français ont beaucoup évolué : la diffusion des produits bourgeois auprès d'un public de plus en plus large est un facteur majeur avec pour corollaire la part croissante des revenus passifs. Les inégalités ont changé de forme mais restent très importantes même si la pauvreté perd du terrain. La façon de les envisager devient plus subtile : elles ne sont pas toujours injustes, pas forcément inefficaces. La fiscalité semble impuissante à les réduire. Le débat devient un débat de société.

Second dossier

LES GROUPES DE PRESSE

Les groupes de presse font, noblesse oblige, la une des journaux. C'est un phénomène nouveau, dû à plusieurs facteurs. D'abord la concentration au sein d'un seul entrepreneur de nombreux titres de presse écrite, mais aussi d'autres moyens de communication : de l'édition à la télévision, a transformé le secteur. Devenus multimédias, les groupes sont aussi devenus internationaux. Français, anglais, italiens, allemands, américains, ils se sont lancés à l'assaut de la planète. On les retrouve du Japon aux pays de l'Est. Et leurs prises de pouvoir sous différents entrelacs d'affrontements.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

محمان الشهر

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 26 AU 30 NOVEMBRE

PARIS

L'arme au pied

-2,6%

Après être passée par une double phase de lassitude, puis avoir affronté l'annuel avant de se plonger dans l'indifférence, la Bourse de Paris, passablement désorientée, a décidé cette semaine de camper l'arme au pied, non sans avoir auparavant sérieusement rectifié la position, à la baisse bien sûr.

Tout avait assez bien commencé. Lundi matin, le marché avait réussi à prendre une petite avance, de 0,51 %. Les deux heures plus tard, la tendance se renversait brutalement et la journée se terminait sur une jolie chute des cours, de 2 %. Cette réaction épidermique à la remontée soudaine des prix du pétrole brut ne devait toutefois pas avoir de suite. Incapable de trouver la bonne orientation, et par crainte sans doute de prendre une mauvaise direction, la Bourse allait, les jours suivants, littéralement plier tout autour du point d'équilibre, passant plusieurs fois au cours de chaque séance, alternativement, dans le rouge, puis dans le vert et vice-versa.

Ainsi mardi, d'abord en léger repli de 0,4 %, l'indice CAC 40 redevenait un rien positif (+0,02 %), pour terminer la journée à 0,08 % en dessous de son niveau précédent. A peine plus accentués, les mêmes petits sautillonnements furent enregistrés mercredi avec, en clôture, un repli de

0,29 %. Le lendemain, commençant sous le signe de la baisse (-0,56 %) - mais en était-ce vraiment une ? - la séance s'achevait sur une note plus optimiste (+0,36 %). A la veille du week-end, ce fut le bouquet. L'indice CAC 40 n'arrêta pas de changer de couleur toute la semaine. La malchance voulut qu'il se bloquât sur le rouge à 17 heures (-0,12 %). Mais il aurait tout aussi bien pu conserver une teinte végétale. Bref, d'un vendredi à l'autre, les valeurs françaises se sont dépréciées de 2,6 %.

Singulière attitude ? Pas vraiment. Passées les nouvelles inquiétudes causées par la remontée du prix du pétrole, les investisseurs se sont interrogés sur les actions à prendre. Et aucun n'a trouvé de réponses satisfaisantes aux questions qu'il se posait. Ces dernières sont de deux ordres : la situation dans le golfe Persique, la conjoncture internationale.

S'agissant de la crise ouverte au Proche-Orient par l'invasion du Koweït en août dernier, celle-ci approcherait maintenant de son dénouement, avec la résolution adoptée à l'ONU en fin de semaine, qui autorise un recours à la force si l'Irak n'avait pas évacué ses troupes de l'émirat le 15 janvier prochain, puis la proposition de dialogue de M. Bush. Reste à savoir maintenant quel choix va faire le président Saddam Hussein. Y a-t-il encore de la place pour les nég-

ciateurs ou la guerre est-elle inévitable ? Mais immédiatement une autre question vient aux lèvres. Si le président américain George Bush a maintenu l'appui de l'ONU, est-il pour autant disposé à prendre le risque de lancer les Etats-Unis dans une épreuve de force sans l'assentiment de son opinion publique. A dire vrai, personne sous les lambris ne se hasarderait à faire des paris. Au point même que nul ne s'est avisé de prendre au pied de la lettre le fameux dicton boursier qui recommande d'« acheter au bruit du canon et de vendre au son des violons ».

Une récession pen prononcée ?

Dans l'immédiat, et en attendant d'en savoir plus sur l'affaire du Golfe, la communauté financière ne s'intéresse qu'à une seule chose : la conjoncture. Là encore, les réponses ne sont pas évidentes. Le point est surtout de savoir comment va se comporter l'économie de la France, tiraillée entre celles des Etats-Unis, où la récession paraît s'installer, de la Grande-Bretagne, où déjà l'expansion n'est plus qu'un souvenir, et de l'Allemagne, où la croissance reste toujours assez vigoureuse grâce à l'unification. Comme le fait remarquer M. Philippe Plassard dans le *Nouvel Economiste*, « les Etats-Unis et la Grande-Bretagne la freinent, l'Allemagne la tire ». Quel en sera le résultat ? Là encore, les

spécialistes sont perplexes. La Bourse, elle, veut du concret. Si la consommation des ménages français s'est redressée en octobre, ce n'est que grâce aux achats de matériels électroniques. En revanche, beaucoup ont prêté une oreille attentive aux propos de M. Frédéric Saint-Geours, directeur général d'Automobile Peugeot, recueillis par l'Agefi : il ne pronostique pas moins qu'une reprise du marché automobile européen dans la seconde partie de 1991. Et l'automobile est comme le bâtiment : quand elle va, tout va. Mais M. Saint-Geours n'est-il pas exagérément optimiste ?

Enfin, les investisseurs ont pris bonne note aussi des déclarations de M. Boskin, le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, qui affirme que, si récession il y a, elle sera peu prononcée et de brève durée. Mais là encore il ne s'agit que de frêles prévisions.

Une certitude : la crise du Proche-Orient va pour 1990 coûter 15 milliards de francs de déficit commercial en plus à la France. C'est M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, qui l'a dit. Voilà du concret. Alors, comme le fait remarquer le commentateur de la société de Bourse Didier Philippe, « seule une forte baisse du pétrole après un dénouement heureux de la crise du Golfe pourrait modifier la perception de l'environnement en général ».

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

Une bouffée de paix

+1,3%

Au lendemain du vote, par le Conseil de sécurité, des Nations unies d'une résolution autorisant les pays membres à recourir éventuellement à la force pour déloger du Koweït les troupes irakiennes, la Bourse de Wall Street a réagi en légère hausse vendredi 30 novembre en début de séance. Mais l'annonce surprise, par le président Bush en fin de matinée de la proposition d'envoyer à Bagdad son secrétaire d'Etat et d'inviter son homologue irakien à se rendre à Washington a exercé une vigoureuse poussée sur l'indice Dow Jones.

En clôture, le marché new-yorkais s'adjugeait une hausse de 40,84 points, la plus forte depuis près d'un mois, pour se hisser à 2 559,65. Cette bonne humeur a contaminé le marché obligataire alors que les cours du pétrole régressaient d'un peu plus de 4 dollars pour être ramené à 28,55 dollars le baril de brut au New York Mercantile Exchange.

Au total, Wall Street aura progressé de 1,3 % sur l'ensemble de la semaine grâce à cette séance de vendredi, qui constitue un tournant dans l'indexation du marché boursier - pétrolier - sur les hauts et bas de la crise du Golfe. Pour un temps, la Bourse a cru à nouveau à une perspective de paix, et cet espoir a occulté les mauvaises nouvelles en provenance d'un autre front, celui de l'économie américaine.

Sur le front du chômage tout d'abord, M. Michael Boskin, le

chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, a admis l'hypothèse d'un taux de chômage de 6 % pour l'année prochaine contre 5,7 % actuellement. Par ailleurs, la baisse de 1,2 % au mois d'octobre de l'indice des indicateurs précursseurs, après une régression de 0,8 % le mois précédent, annoncée le même jour, le 30 novembre, a fait mauvais effet. Au moins autant que les propos du président Bush, prononcés dans la matinée et selon lesquels l'économie américaine, qui fait face à « un sérieux ralentissement », devra affronter une nouvelle détérioration de sa situation si les prix du pétrole se maintiennent aux niveaux élevés qu'ils connaissent actuellement.

de notre correspondant SERGE MARTI

	Cours 23 nov.	Cours 30 nov.
Alcoa	54 1/8	54 7/8
ATT	32 1/8	32 1/8
Bocing	44 3/8	44 1/4
Chen Man. Bank	10 3/8	10 7/8
De Post de New York	35 3/8	36 1/8
Eastman Kodak	42 5/8	42 3/8
Exxon	51 1/8	50 3/4
Ford	26 3/4	27 3/8
General Electric	53 5/8	54 3/4
General Motors	37 1/4	36 5/8
Goodyear	15 5/8	15 7/8
IBM	112 3/4	113 1/2
ITT	46 1/2	46 7/8
Mobil Oil	57 1/2	58 7/8
Pfizer	77 1/4	80 3/4
Schlumberger	54 1/2	56 3/4
Tesoro	57 1/8	59 1/2
Union Carbide	95 1/2	97 1/2
USX	16	16
Westinghouse	27	26 5/8
Xerox Corp.	33 7/8	34 3/4

TOKYO

Nouvelle déprime

-4,2%

La Bourse de Tokyo a connu, à nouveau, une très mauvaise semaine. L'indice Nikkei n'avait pourtant pas mal commencé. Ouvrant lundi à 23 400 points, le thermomètre de

Tokyo s'était offert un petit coup de galop et gagnait, sur la lancée de la hausse de la semaine précédente, 362 points. Le vent a ensuite tourné et la cote n'a cessé de dégringoler, de plus en plus vite. On a frisé la catastrophe vendredi. « Si les gardiens du marché » - les quatre grandes maisons de titres japonaises - n'étaient pas intervenus, on aurait sans doute perdu 1 000 points, confiait un professionnel. Cette arrivée massive d'ordres d'achat a limité la perte. Le Nikkei a clôturé à 22 454 points, sur un recul de 257 points.

Derrière cette dégradation, encore et toujours le Golfe. La résolution de l'ONU d'autoriser le recours à la force si les Irakiens ne quittaient pas le Koweït a été très mal interprétée. « L'hypothèse d'un règlement par les armes était, il y a encore quelques semaines, le moins plausible des scénarios envisagés à Tokyo. Désormais, c'est le contraire », jugeait un responsable d'une des grandes compagnies

d'assurance-vie japonaises vendredi, avant donc que M. Bush ne fasse sa proposition de dialogue à Bagdad.

A ces craintes extérieures s'ajoutent des facteurs techniques. Vendredi était le jour de dénouement des contrats à terme placés en mai. Les investisseurs engagés sur ces instruments ont donc vendu, le plus souvent à perte, puisque ces contrats ont été notés, il y a six mois, lorsque la Bourse était en train de récupérer du « crash rampant » du début de l'année. Enfin, pour assombrir davantage le tableau, circulent des rumeurs persistantes sur les difficultés de trois groupes de spéculateurs parmi les plus actifs du Japon. Les engagements financiers de ces raiders seraient très importants.

BRUNO BIROLLI (correspondance)

Indices du 30 novembre : Nikkei, 22 454,63 (contre 23 400,28); Topix, 1652,01 (contre 1727,66).

	Cours 23 nov.	Cours 30 nov.
Alkal	532	484
Bridgestone	1 050	1 000
Canon	1 290	1 250
Fuji Bank	2 100	2 170
Honda Motor	1 340	1 330
Mitsubishi Electric	1 630	1 570
Mitsubishi Heavy	663	623
Sony Corp.	5 770	5 780
Toyota Motor	1 770	1 760

FRANCFORT

Retour à l'incertitude - 2,9%

Après deux semaines consécutives de hausse, la Bourse de Francfort s'est à nouveau montrée incertaine ces derniers jours. L'indice instantané DAX s'est déprécié de 2,9 % en une semaine. L'attentisme a été de rigueur chez les investisseurs. On observait toutefois une légère reprise de confiance vendredi, due en partie aux sondages en faveur de la majorité au pouvoir pour les élections allemandes de ce 2 décembre.

Indices du 30 novembre : DAX, 1 441,23 (contre 1 483,36); Commerzbank, 1 767,90 (contre 1 816,7).

	Cours 23 nov.	Cours 30 nov.
AEK	226	217
BASF	285,30	284,30
Bayer	216,40	212,20
Commerzbank	1 767,90	1 767,90
Deutschebank	623	610
Hoechst	199	192,28
Karstadt	655	661
Mannesmann	274	273,50
Siemens	617	597,80
Volkswagen	365,50	357,70

LONDRES

Hésitante - 0,9%

La Bourse de Londres n'a pas accordé de période de grâce à M. John Major, élu chef du Parti conservateur mardi 27 novembre et entré en fonction comme Premier ministre le lendemain en remplacement de M^{me} Margaret Thatcher.

Indices « FT » du 30 novembre : 100 valeurs, 2 149,4 (contre 2 170,5); 30 valeurs, 1 682,8 (contre 1 712,2); fonds d'Etat, 90,23 (contre 81,88); mines d'or, 160,2 (contre 155,3).

	Cours 23 nov.	Cours 30 nov.
Bowater	476	483
BP	134	146
Charter	400	415
Courtauld	330	334
De Beers (*)	798	815
GUS	13,25	13,50
ICI	9,13	8,82
Reuters	6,63	6,08
Unilever	452	466
Vickers	194	176

* En dollars.

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	30-11-90	Diff.
AGF	886	- 43
Bail Equipement	128,80	+ 4
Banque (C*)	465,50	+ 0,50
Crédit	480	- 22
CCF	151,50	- 8,30
CCF	850	- 42
CFI	352	- 14,10
Chargers	744	- 42
CPR	245	- 36,50
Eurofinance	1 334	- 30
GAN	1 700	- 20
Habita (La)	485	- 31
Locofin	461	- 17
Locofin	675	- 9
Midl	955	- 14
Midland Bank	80	+ 3,95
OFP	1 480	- 40
Probit	470	- 27
Préval	1 015	- 15
Schneider	653	- 2
Société générale	290,50	- 11,50
Sovac	541	- 17
Suez (C* fin.)	298,20	- 8,30
UAP	546	- 20
UCB	150,20	- 0,80

Métallurgie

construction mécanique

	30-11-90	Diff.
Alpi	340	- 13
Desmout Aviation	416	- 2
De Dietrich	1 465	- 71
Facon	1 276	- 34
Fives-Lille	198	- 10
Peugeot	440	- 15
Peugeot SA	541	+ 35
Sagat	1 320	+ 11
Safran	1 009	- 41
Valeo	354	- 15
Villoroux	220	+ 2

Mines d'or, diamants

	30-11-90	Diff.
Anglo-American	134,90	+ 0,90
Angold	345	+ 12
Baf. Gold M.	72,50	+ 3,25
De Beers	94,80	+ 3,50
De Beers Cons.	95,95	+ 2,95
Gencor (I)	12,90	- 0,25
Harmony	37,50	+ 2,05
Randfontein	23,95	+ 0,55
Saint-Helena	43	+ 2,20
Western Deep	162,20	+ 4,70

(1) Coupon de 0,45 F.

Bâtiment, travaux publics

	30-11-90	Diff.
Auxil. d'entr.	1 101	+ 131
Bouygues	418,50	- 6,70
Ciments franc.	912	- 20
GTM	301	+ 6
Immob. Phénix	126,60	+ 6,60
J. Lefebvre	645	+ 15
Lafarge C.	323,50	- 14,50
Poliet et Chaus	111	- 22
SGE-SB	162	+ 2

Produits chimiques

	30-11-90	Diff.
Inst. Métrieux	3 150	- 130
Labo-Bell	2 580	- 100
Roussel-Uclaf	1 931	- 69
Synbio	606	- 34
BASF	687	+ 2
Bayer	714	+ 13
Hoechst	646	+ 5
Imp. Chemie	35,40	- 3
Norsk Hydro	167	+ 7,20

Valeurs diverses

	30-11-90	Diff.
Accor	689	- 11
Air liquide	622	- 17
Ajcomat	1 541	- 49
Bic	523	+ 20
Bic	773	+ 7
COIP	831	- 33
Club Médier	432,10	- 1,90
Enliron	303	- 15,10
Euro-Disney	55	+ 30
Europe 1	1 050	- 31,60
Eurocomet	31,60	- 1,40
Groupe Cnt	650	inch.
Hachette	151	+ 5
Havas	457,50	- 17,50
Macine Wendel (I)	266	+ 9
Navigation mite	1 130	- 39
Nord-Est	120,80	- 6,20
L'Oréal	463,50	- 27,50
Saint-Cobain	470	- 4,50
Sanofi	867	+ 16
Sauvies Châtillon	255,10	- 5,50
Skis Romagnol	720	+ 20

(1) Coupon de 9 F.

Alimentation

	30-11-90	Diff.
Bégine-Sky	663	- 14
Bouffal	2 430	- 70
BSN	733	- 24
Carrefour	3 326	- 94
Casino	1 310	- 2,60
Eurocassé	3 050	- 30
Guyon-Gasc.	1 045	- 30
LYM (I)	3 570	- 174,50
Océid. (Glo)	530	- 5
Oligor	525	- 17
Pers. Réland	990	- 5
Promoda	1 985	- 30
Saint-Louis	1 276	- 19
Sourire Perrier	2 540	+ 6
Neutix	29 900	- 200

(1) Coupon de 16,50 F.

Mines, caoutchouc

	30-11-90	Diff.
Geophysique	931	- 11
Imetal	211,80	+ 1,80
Métallurgie	71,50	- 3,50
Michelin	68	+ 2,20
RTZ	42	+ 2,10
ZCT	1,70	- 0,02

Pétroles

	30-11-90	Diff.
BP-France	92,10	+ 2
ELF-Aquitaine	325,50	+ 6
Esso	706	+ 27
Primagaz	401	- 18
Sagorup	678	inch.
Total	258,10	+ 2,60
Exxon	603	- 10
Petrolina	1 623	+ 14
Royal Dutch	403	+ 6

Matériel électrique

	30-11-90	Diff.
CGE	539	- 16
CEEE (ex-Sigman)	92,10	- 13,90
Catéale des éner.	2 198	- 58
Interpneque	1 050	inch.
Labinal	940	+ 82
Legrand	3 700	inch.
Lyon. des éner.	408,10	+ 17,90
Matra	221	+ 19
Mettin-Geris	454	- 4
Moulinex	74	- 3,50
Radiorécepteur	360	+ 12
SEB	1 223	+ 19
Sestam-Avisonique	513	- 2
Thomson-CSF	113,70	+ 5,70
ITT	570	- 5
ITT	254,20	+ 17,70
Schlenberger	284	- 13
Siemens	2 028	- 106

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 30 novembre 1990

Nombre de contrats : 68 357.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc 90	Mars 91	Jun 91	Sept 91
Premier	99,40	99,38	99,34	-
+ bas	99,76	99,74	99,46	-
+ bas	99,28	99,28	99,34	-
Dernier	99,74	99,74	99,46	-
Compensation	99,74	99,76	99,76	99,52

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	26 nov.	27 nov.	28 nov.	29 nov.	30 nov.
--	---------	---------	---------	---------	---------

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Les banques veulent reprendre l'initiative

Les grandes banques sont nombreuses à vouloir reprendre l'initiative sur le marché international des capitaux. Longtemps, beaucoup se sont trop effacés devant les emprunteurs les plus prestigieux. Pour obtenir la faveur de diriger une émission d'euro-obligations, certaines étaient prêtes à d'importants sacrifices. Ces dernières années, lorsque les affaires étaient encore prometteuses, elles n'ont pas hésité, pour se tailler une place dans un compartiment de l'euro-marché, à concéder aux débiteurs des conditions défiant toute concurrence.

Une telle attitude a conduit à rendre la situation intenable. Les établissements financiers qui s'occupent du lancement d'emprunts internationaux, même ceux qui se sont toujours refusés à la moindre concession, ont vu diminuer leur rentabilité si fortement qu'une réaction s'imposait. Elle s'est produite cette année sous différentes formes. Aux simples appels à la raison lancés par quelques spécialistes se sont ajoutés à intervalles presque réguliers des mises en garde spectaculaires. Les banques n'hésitent plus à indiquer publiquement qu'elles jugent insuffisant le rendement de certaines opérations. La défiance qu'elles peuvent témoigner à tel ou tel emprunteur ne les empêche plus de faire connaître leur désapprobation. Nul n'est épargné.

De cette attitude critique, on a eu un nouvel exemple mardi dernier. Le Crédit foncier de France, dont la signature est très respectée et qui bénéficie de la garantie de la République, entendait lever pour 125 millions d'euros. Sa émission est destinée à s'ajouter à un emprunt en circulation d'un montant de 150 millions qui viendra à échéance en juillet 1996 et dont le taux d'intérêt nominal est de 9 %. La nouvelle tranche a été offerte de façon à procurer un rendement de 10,24 %, tenant compte des commissions. Cela correspondait à quelque 13 centimes de plus que les fonds d'Etat français de durée comparable. Deux banques étaient chargées de l'opération, le Crédit commercial de France et l'eurobanque londonienne de la Société de banque suisse. Elles s'étaient engagées, durant une période ini-

tielle, à ne pas se défaire de titres à une décote supérieure à 1,75 %. Comme le total des commissions était de 1,875 %, cela revenait à fournir aux autres banques invitées à faire partie du groupe de direction l'assurance d'un gain d'au moins 0,125 %.

Il y a encore un an, la perspective d'une telle rémunération aurait probablement été accueillie avec faveur par la plupart des participants. Elle n'a en fait eu l'assentiment réel que d'une partie de la communauté eurobancaire. Beaucoup par contre ont trouvé insuffisante la marge qui était offerte et, même s'ils n'étaient pas concernés directement par cette émission, ils ont manifesté avec force leur mécontentement. Les plus exigeants auraient voulu que la commission d'intermédiation soit d'au moins 0,25 %. Ce taux correspond à une sorte de barème qui tend de plus en plus à s'imposer pour les transactions internationales lancées en Europe. Il est possible que ce barème ne devienne jamais vraiment officiel.

Barème européen et méthode américaine

En affirmant l'existence, le figer, pourrait s'avérer contraire à la nécessaire liberté d'action qui doit prévaloir en matière financière. Toutefois c'est une référence utile. Ses partisans se plaisent à souligner que la commission versée par le Trésor français lui-même à l'occasion de son dernier emprunt en euros y est tout à fait conforme. Pour eux, les commissions devraient, d'une part, dépendre de la qualité de l'emprunteur et, d'autre part, de la durée de la transaction. Un débiteur au-dessus de tout soupçon devrait verser 0,15 % pour une transaction de cinq ans et 0,325 % pour une transaction de dix ans. Cela, ajoutent-ils, ne représente que la moitié de ce qui, normalement, est exigé pour des opérations comparables aux Etats-Unis.

S'entendre sur des taux de commissions ne suffit pas. Il faut en plus assurer de leur application. C'est pourquoi les nombreux eurobanquiers proposent de proscrire en Europe une méthode employée sur le marché américain des obliga-

tions. Le système a été introduit l'année dernière sur l'euro-marché par la maison de titres Morgan Stanley International à l'occasion d'une grande émission pour le compte de la Nouvelle-Zélande (le Monde daté 20-21 août 1989). Il suppose que les banques qui font partie d'un groupe de direction, après négociation avec l'emprunteur, s'accordent sur un prix minimum au-dessous duquel elles ne vendront pas d'obligations pendant une période donnée. Ce prix est normalement fixé de telle sorte qu'il leur laisse une rémunération de l'ordre de la commission en usage. Il a toutes les chances d'être respecté, puisqu'il est déterminé en fonction de la demande qui aura été décelée auprès des investisseurs. La solution a le mérite de répartir convenablement les banques pour les risques qu'elles prennent et leur travail, et de placer tous les membres du groupe de direction sur un plan d'égalité. Il en résulte une grande cohésion dont la perspective renforce la position des banques lors des négociations avec l'emprunteur.

Mais la méthode américaine, malgré tous ses avantages, a aussi ses détracteurs. Le principal reproche qu'on lui fait est son caractère exclusif. Par la force des choses, puisqu'il repose sur l'entente et la discipline, il ne peut vraiment bien fonctionner que si le nombre de banques qui s'occupent d'un emprunt est le plus faible possible. Le danger est grand, dans un marché donné, que ce soient toujours les mêmes, et qu'une sorte de cartel se constitue.

Le problème est compliqué et, comme il touche au nerf du marché, il suscite des débats parfois passionnés. Cela a été le cas à l'occasion de l'opération du Crédit foncier, qui, il faut le souligner, est déroulée à la satisfaction de l'emprunteur et des banques qui s'en occupent. Ces dernières ne sont d'ailleurs pas à ranger au nombre des adversaires de la méthode américaine. Le chef de file de la transaction du Crédit foncier, le Crédit commercial de France, a été le premier à l'appliquer au compartiment de l'euro-franc à l'occasion, l'année dernière, CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Le dollar de guerre

Les cours du dollar ont bondi brusquement sur les marchés des changes jeudi 29 novembre et vendredi 30 dans la matinée à l'occasion du vote du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant l'Irak et fixant la date du 15 janvier prochain pour l'évacuation du Koweït par l'Irak. L'invitation au dialogue de M. Bush a cependant provoqué, vendredi en fin de journée, une légère recrudescence du billet vert. On a donc vu le billet vert remonter au-dessus de la barre des 130 yens, à plus de 133 yens pour terminer à 132,55 yens vendredi à New-York. Après avoir frôlé les 5,09 F à Paris, le dollar a terminé la semaine à 5,055 F aux Etats-Unis. Nous voilà loin tout de même des 129 yens et 4,96 F cotés il y a trois semaines.

A vrai dire, la proposition de M. Bush après le vote du Conseil de sécurité n'a pas modifié fondamentalement la tendance à la reprise du dollar qui s'amorçait déjà il y a une dizaine de jours, pour diverses raisons. La première, purement technique, est le rapatriement habituel de dollars en provenance de leur filiale étrangère par les sociétés américaines soucieuses d'« habiller leur bilan » (window dressing) à l'approche de la fin de l'année. Ce phénomène ne devrait guère se poursuivre après le 31 décembre, ce qui devrait, logiquement, entraîner une recrudescence de la devise américaine, sauf risque de guerre, évidemment.

La seconde est l'intervention de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis. Déposant devant le Congrès, il a notamment déclaré que la chute du dollar constituait « une cause d'inquiétude ». Certes, l'affaiblissement du billet vert stimule les exportations américaines et donc l'économie du pays, mais il risque également de relancer l'inflation et d'éveiller les réticences des investisseurs étrangers. Jusqu'à présent toutes les adjudications du Trésor se sont très bien effectuées, notamment celle de l'autonomie dernier qui a

bénéficié il est vrai de souscriptions saoudiennes, en sus des habituelles souscriptions japonaises, en diminution. La troisième raison, purement fortuite, a été l'achat sur les marchés des changes de 6 milliards de dollars par le groupe japonais Matsushita pour solder l'acquisition de MCA, société-mère des studios américains Universal.

La faiblesse relative du yen

L'affaiblissement relatif du yen a été remarqué. Le redressement de la devise japonaise amorcé durant l'été dernier paraît stoppé pour l'instant en raison des difficultés des banques nipponnes éprouvées par la chute de la Bourse et de l'immobilier.

De toute façon, il est probable que le dollar restera plus ferme jusqu'à la fin de l'année pour les motifs évoqués précédemment : au-delà, c'est l'inconnu. M. Karl Otto Pöhl, président de la Banque fédérale d'Allemagne, assure que le niveau actuel du dollar ne l'inquiète pas outre mesure. Par ailleurs, la RFA a besoin d'un mark fort pour lutter contre l'inflation importée, ce qui explique sa sérénité. M. Pierre Bérégovoy est de l'avis contraire, soulignant avec raison les dégâts que cause et va causer la sous-évaluation de la monnaie américaine. En attendant, les représentants des ministères du groupe des Sept se sont prononcés contre la réunion du groupe, estimant que la situation sur le marché des changes ne l'imposait pas. Mais selon le vice-ministre japonais des finances, M. Makoto Utsunomiya, le groupe des Sept poursuit ses discussions discrètement. « Il y a un dialogue très intéressant entre nous et une détermination à ne pas se laisser faire », a-t-il déclaré à Paris. « Nous sommes prêts à accepter un yen plus fort par rapport aux devises européennes, mais nous devons être très prudents face à la baisse incontrôlée du billet vert. » En attendant, le cours du yen en Europe est inférieur de 20 % à ce qu'il était il y a deux

ans, ce qui favorise les exportations des industriels japonais et leur implantation commerciale : tout le reste n'est que littérature.

En ce qui concerne la future monnaie européenne, M. Pierre Bérégovoy s'exprimant au colloque Eurocap 90 consacré à « La finance et l'Europe » face aux nouveaux enjeux », a déclaré qu'il « approuve entièrement l'idée d'un écu renforcé dans l'usage sur le marché serait déplorables ». Le ministre français des finances se rallie tactiquement à l'idée du premier ministre britannique, M. Major, et préférerait une « acclimatation » progressive à une mise en œuvre brutale, ce qui peut en effet provoquer quelque appréhension.

A Paris, le cours du mark a remonte, s'élevant progressivement tout au long de la semaine pour passer de 3,3710 à 3,3780 F. Le mark, qui valait moins de 3,35 F il y a trois semaines avant de monter à près de 3,38 F avant le vote sur la motion de censure et pendant les manifestations des lycéens, n'est pas retombé après le rejet de la motion et la reconduction de M. Rocard à son poste, ce qui ne satisfait guère la Banque de France. Néanmoins les analystes, notamment ceux de la Banque Indosuez, sont très confiants à l'égard du franc, le taux d'inflation devant être plus élevé en Allemagne qu'en France pendant l'année 1991. Leur faisant écho, M. Karl Otto Pöhl, président de la Bundesbank, a déclaré à Stockholm : « Sur le long terme, le franc français ne devrait pas baisser face au mark. Puisque nous n'attendons pas, à long terme, de dépréciation du franc face au mark - ce qui serait très improbable - il n'y a pas de raison de penser qu'il y aura un important écart de taux entre les deux devises. »

FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 26 AU 30 NOVEMBRE 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc suisse	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,6148	-	15,7316	75,138	66,496	3,378	36,043	0,0087
	1,6075	-	15,648	75,138	66,496	3,378	36,043	0,0087
Paris	5,0570	5,0630	13,504	337,53	16,341	29,25	4,490	4,490
	5,0571	5,0630	13,504	337,53	16,341	29,25	4,490	4,490
Zurich	2,4645	1,2880	25,255	-	85,248	4,177	75,581	1,135
	2,4741	1,2875	25,104	-	84,621	4,087	75,026	1,126
Frankfurt	2,9144	1,5815	29,671	117,30	-	4,943	86,625	1,323
	2,9237	1,5809	29,642	118,17	-	4,943	86,634	1,315
Bonn	66,1964	31,01	4,1188	24,246	20,857	-	18,312	2,756
	66,1939	31,01	4,1237	24,246	20,857	-	18,312	2,756
Amsterdam	3,2973	1,6715	33,458	1,328	112,79	2,621	-	1,587
	3,2973	1,6715	33,458	1,328	112,79	2,621	-	1,587
Milan	2187,51	1127	222,38	288,47	728,38	34,341	665,49	-
	2195,73	1116	222,76	287,47	721	35,375	665,37	-
Tokyo	258,74	133,38	26,392	194,14	88,778	4,296	76,717	0,183
	258,46	127,38	26,497	191,23	85,662	4,193	75,954	0,146

A Paris, 100 yens étaient cotés le vendredi 30 novembre 3,8020 F, contre 3,9355 F le vendredi 23 novembre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Réaction technique

La bouffée d'optimisme qui avait dopé les marchés obligataires mondiaux la semaine dernière a laissé place à un peu de morosité, par réaction technique bien naturelle : on avait été trop vite et trop fort. En conséquence, les cours de l'échéance décembre du MATIF, qui avaient touché 99,80 à la fin de la semaine dernière (et non 98,80, comme indiqué par erreur) n'ont pu durablement s'élever plus haut, atteignant 100,10 lundi, avant de revenir dans la zone des 99,50. Le rendement de l'OTAT 10 ans, qui était revenu à 10,04 % la semaine dernière, s'est élevé un moment à 10,15 %, avant de retomber à 10,06 % en fin de semaine, ce qui prouve la confiance indéfectible des investisseurs en une baisse des taux d'intérêt à long terme, comme à court terme, en 1991.

Comme nous l'avons souligné la semaine dernière, les milieux financiers prennent conscience de l'environnement : récession aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, ralentissement en France, Italie et Espagne. Seule la zone mark (RFA, Pays-Bas, Belgique, Suisse et Autriche) voit sa production industrielle se maintenir correctement. En Europe, relèvent les analyses d'Indovest, cela aboutit à un véritable divorce entre cette zone mark et les autres pays de la CEE, qui vont avoir besoin d'une baisse des taux d'intérêt pour freiner leur ralentissement, tandis que l'Allemagne n'a aucun besoin de cette baisse, bien au contraire. Les entreprises germaniques, dont les fonds propres sont abondants et la

trésorerie saine, peuvent supporter des taux élevés, ce qui n'est pas toujours le cas ailleurs, notamment en France pour les PME.

De plus, la Bundesbank se préoccupe de financer la modernisation de l'Allemagne de l'Est sans trop d'inflation. Elle va sans doute monnayer une hausse des impôts allemands pour freiner l'augmentation rapide du déficit budgétaire ou, à défaut, relever les taux d'intérêt pour attirer les prêteurs. En attendant que sa décision soit prise, après les élections allemandes du week-end, son attitude actuelle éviterait à ses partenaires de prendre des initiatives dans le sens d'une baisse des taux.

La Banque de France le sait bien, qui laisse les taux d'intérêt au jour s'établir à 10 %, par suite d'une pénurie de liquidités. Pour l'instant, elle estime avoir assez donné en abaissant d'un quart de point ses taux directeurs récemment.

Reflet de ce petit regain de morosité, l'ambiance était moins optimiste que la semaine dernière sur le marché obligataire, où tout s'enlevait un peu d'œil. L'emprunt de 800 millions de francs de l'Auxiliaire du Crédit foncier, émis à 10,60 %, s'est tout de même placé assez correctement, de même que celui de 700 millions de francs de la Finasider (pour le compte des Sociétés de développement régional), le niveau moins élevé des coupons étant compensé par la garantie de l'Etat, une des dernières qui restent acquises à des émetteurs privilégiés (CEPME, CCCE et BFCE partiellement). Le

GOBTP (Bâtiment travaux publics) a reçu un excellent accueil pour ses 700 millions de francs, avec son somptueux coupon de 11 %, qui a fait le bonheur des guichets des banques pour leur clientèle particulière. La semaine prochaine, place sera faite à l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT).

Frankfurt contre Londres

Un événement s'est produit outre-Rhin : l'ouverture, à la fin de la semaine dernière, d'un marché à terme sur obligations allemandes, les Bunds. Installé à Frankfurt, sous le nom de DTB (Deutsche Termin Bärse), il est destiné à lutter contre le marché à terme de Londres, le Liffe, qui a lancé, il y a dix-huit mois, ses opérations sur obligations allemandes, ce qui attirait fort les banquiers et financiers allemands. Créé en janvier dernier pour coter les options sur actions, le DTB vient donc de démarrer la cotation des Bunds avec de grandes ambitions et le soutien actif des banques germaniques. Néanmoins, les opérations de ce DTB sont entièrement électroniques, technique qui donne prise aux incidents. Par ailleurs, le marché allemand, entièrement domé par les établissements bancaires, est étroit. A Londres, on se montre confiant, mais la concurrence va devenir plus dure.

F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

La rechute de l'étain

La reprise des cours de l'étain n'aura été qu'un feu de paille. La tonne de métal, qui valait 5 000 dollars début septembre, s'était envolée au-dessus des 6 000 dollars en octobre, mais, d'été pour mieux retomber. Cette semaine, cette même barre des 6 000 dollars a été franchie, mais à la baisse cette fois-ci. Sur le London Metal Exchange (LME), la tonne d'étain à trois mois, a terminé à 5 970 dollars.

Début octobre, les pays producteurs d'étain, réunis au sein de l'ATPC (1), avaient bien tenté de donner une impulsion au marché en annonçant une réduction de 6 % de leurs exportations en 1991. Le total de ces ventes devrait donc représenter 95 849 tonnes l'année prochaine. Le Brésil, premier producteur mondial, qui a toujours refusé de faire partie de l'ATPC, avait même fait des concessions en acceptant de limiter son quota de ventes dans les mêmes proportions que les membres de l'association. Quant à la Chine, quatrième producteur mondial, également non membre de l'ATPC, elle s'était engagée à contenir ses exportations

à 15 000 tonnes. La décision des pays exportateurs d'étain était d'autant plus remarquable qu'elle fait exception dans le monde des matières premières où la solidarité, entre producteurs est rarissime. L'accord international sur le café et son système de quotas à l'exportation en savent quelque chose.

Mais cette unanimité n'aura pas suffi à redresser les cours. L'étain est en effet victime de la taille gigantesque des stocks mondiaux. Ces réserves sont officiellement estimées à 45 300 tonnes, soit l'équivalent de plus de douze semaines de consommation. La discipline des pays exportateurs ne devrait réduire cette montagne que de 5 000 tonnes. Les entrepôts agréés du LME détiennent à eux seuls 14 745 tonnes de métal, un niveau qui ne s'est pas vu sur le marché londonien depuis le retour des cotations en juin 1989. Comme tous les autres non-ferreux, l'étain souffre du ralentissement de la croissance économique mondiale, et les perspectives de récession ne font rien pour embellir son environnement.

Dans un de ses principaux débouchés, l'emballage, il est en outre concurrencé par l'aluminium et le plastique. Pour couronner le tout, les Etats-Unis procèdent régulièrement à des ventes de métal pour dégonfler les stocks stratégiques bâtis au plus fort de la guerre froide et financer leur budget sans trop accroître la dette publique.

Depuis le début de la crise du Golfe, l'étain est en outre frappé de plein fouet par la hausse des prix du pétrole. Pour produire 180 000 tonnes d'étain en 1989, il a fallu brûler 182 millions de litres de fuel. Au niveau des cours actuels, plus de la moitié des mines de Malaisie, deuxième producteur mondial, ne sont plus rentables et les fermetures de sites se suivent en cascade. La Malaysia Mining Corporation, le plus important groupe minier du pays, a annoncé une baisse de 51 % de son bénéfice avant impôt pour les six premiers mois de l'année. Aujourd'hui, il existe moins de deux cents mines malaisiennes opérationnelles con-

tre encore trois cent vingt et une fin 1989. Dans le même temps, les emplois du secteur sont passés de douze mille sept cents à moins de dix mille. La production malaisienne, pour les huit premiers mois de l'année, est d'ailleurs retombée à 20 100 tonnes contre 21 200 tonnes sur la période correspondante de 1989.

Le jeu du Brésil

La fermeture d'unités de production pourrait constituer une solution au marasme que connaît l'étain. Mais une nouvelle fois le Brésil, qui porte une large part de responsabilité dans l'effondrement du Conseil international de l'étain en 1985 et la crise qui a suivi, joue les trouble-fêtes. Pour compenser la baisse des cours, les mineurs indépendants brésiliens augmentent leur production sur les sites amazoniens et écoulent leur métal par des circuits non officiels. Les autorités de Brasília ont bien tenté d'enrayer le mouvement, mais le territoire à couvrir se révèle trop vaste, et les mineurs découvrent tous les jours de nouveaux gisements. Une bonne partie des stocks détenus dans les entrepôts du LME proviendrait de ces sites « sauvages » via des acheteurs tout à fait officiels.

ROBERT RÉGIER

(1) Australie, Bolivie, Indonésie, Malaisie, Nigéria, Thaïlande et Zaïre.

Le London Fox lance un contrat à terme sur le riz. Le London Futures and Options Exchange (FOX), le marché à terme de marchandises londonien, a lancé vendredi 30 novembre un contrat à terme sur le riz qui porte sur le riz thaïlandais grade B. Pour les acheteurs, ce nouveau contrat permet de couvrir et des arbitrages. Sur une production mondiale de l'ordre de 250 millions de tonnes, seules quelque 12 millions de tonnes font l'objet de véritable négociation. Car les grands pays producteurs comme l'Inde ou la Chine produisent aussi énormément de grands consommateurs.

PRODUITS	COURS DU 30-11
Café A, g. (London)	1 276 (-35,5)
Trois mois	Livres/tonne
Aluminium (London)	1 555 (-25)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (London)	7 950 (-50)
Trois mois	Dollars/tonne
Sour (Paris)	385,3 (-2)
Mars	Dollars/tonne
Café (London)	630 (+60)
Janvier	Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 245 (-60)
Décembre	Dollars/tonne
Bé (Chicago)	245 (-3)
Décembre	Cents/dollars
Mé (Chicago)	227 (+5)
Décembre	Cents/dollars
Sou (Chicago)	172,7 (-2,6)
Décembre	Dollars/courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

